

Département de la COTE D'OR

1

Commune de **PONCEY-LES-ATHEE**

CARTE COMMUNALE

Vu pour être annexé

à la délibération
du 15 Février 2024

approuvant la révision de la
Carte Communale

Cachet de la Mairie et
signature du Maire :



Carte Communale approuvée par arrêté préfectoral n° 639 du 30 mars 2024

Prescription de la révision de la Carte Communale le 14 Octobre 2021

Dossier de la Carte Communale réalisé par :



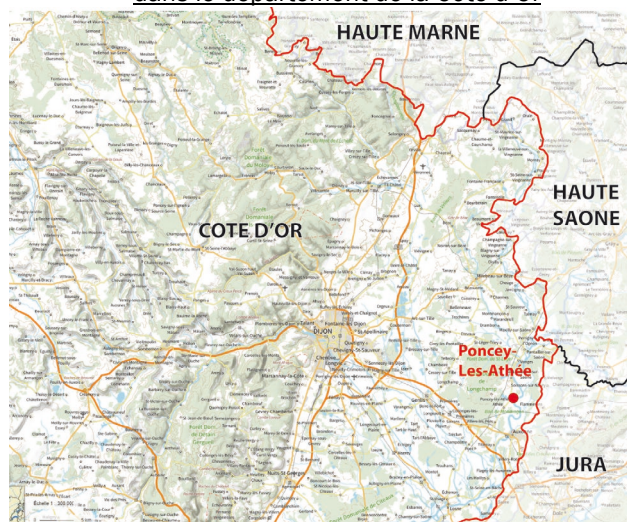
30 Bis, rue Charles Delaunay
10 000 TROYES
Tél : 03.25.40.05.90.
Email : perspectives@perspectives-urba.com

PONCEY-LES-ATHEE

Nombre d'habitants en 2018 : 575

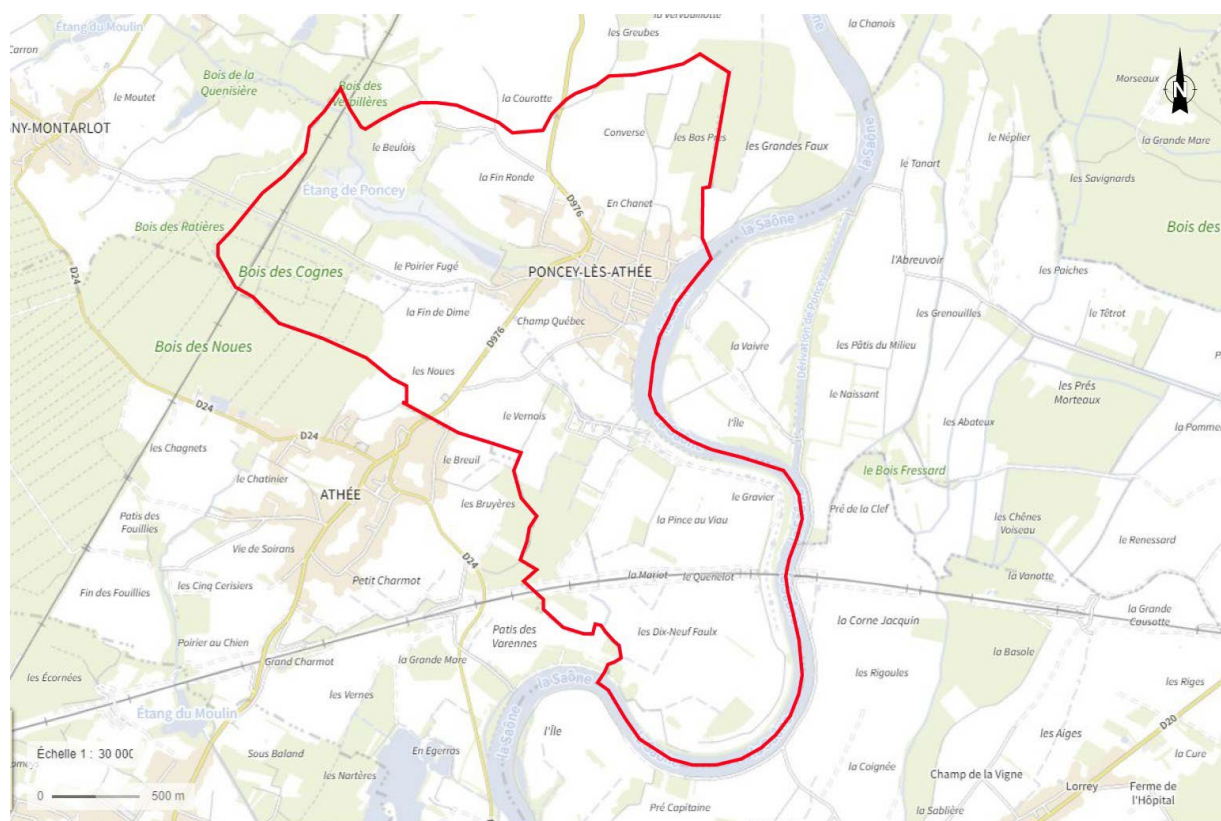
Superficie : **6.58 km²**Département : **Côte d'Or**Arrondissement : **Dijon**Canton : **Auxonne**Communauté de Communes :
Auxonne Val de Saône

Localisation de Poncey-les-Athée
dans le département de la Côte d'Or



Source : Perspectives

Structure du territoire communal :



Réalisation : Perspectives sur fond IGN

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	5
Qu'est-ce qu'une Carte Communale ?	5
Quel est son contenu ?.....	6
I) RAPPORT DE PRESENTATION	6
II) DOCUMENTS GRAPHIQUES.....	7
III) ANNEXES	7
IV) QUELLE REGLEMENTATION S'APPLIQUE ?	7
V) LA COMPATIBILITE DES CARTES COMMUNALES AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS.....	8
INTRODUCTION	9
PARTIE 1 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	10
1.1 CONTEXTE GENERAL.....	11
1.2 MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL.....	14
1.2.1 Climatologie.....	14
1.2.2 Géologie et pédologie	15
1.2.3 Relief et hydrographie	22
1.2.4 Patrimoine naturel	33
1.2.5 Trames verte et bleue.....	41
PARTIE 2 : ORGANISATION SPATIALE ET FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE.....	48
2.1 LE GRAND PAYSAGE.....	49
2.1.1 A l'échelle régionale.....	49
2.1.2 A l'échelle locale	50
2.1.3 Les « entrées de village »	57
2.2 CARACTERISTIQUES URBAINES	60
2.2.1 Morphologie urbaine.....	60
2.2.2 Patrimoine local	64
2.2.3 Dynamique d'urbanisation	67
2.3 CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA POPULATION ET DES LOGEMENTS	70
2.3.1 Evolution générale de la population	70
2.3.2 Evolution des ménages	72
2.3.3 Caractéristiques du parc de logements	73
2.4 DEPLACEMENTS.....	74
2.4.1 Réseau viaire.....	74
2.4.2 Contraintes liées au réseau routier	76
2.4.3 Transport en commun	76
2.4.4 Stationnement	76
2.5 ECONOMIE LOCALE	77
2.5.1 Activité agricole	77
2.5.2 Autres activités économiques	80
2.5.3 Population active	82

2.6 EQUIPEMENTS ET SERVICES.....	83
2.6.1 Les équipements scolaires.....	83
2.6.2 Les équipements et espaces publics	83
2.6.3 Les équipements techniques.....	84
2.7 RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	87
2.7.1 Activités et sites industriels.....	87
2.7.2 Risques de transport de matières dangereuses et d'énergie.....	87
2.8 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	88
 PARTIE 3 : CHOIX RETENUS POUR LA DELIMITATION DES SECTEURS OU LES CONSTRUCTIONS SONT AUTORISEES	89
3.1 OBJECTIFS FIXES PAR LA COMMUNE.....	90
3.2 JUSTIFICATION DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE	94
3.2.1 Secteur constructible (C).....	94
3.2.2 Secteur inconstructible (N).....	97
3.2.3 Espaces supprimés du secteur constructible et ouvertures à l'urbanisation.....	98
3.2.4 Localisation du potentiel constructible de la carte communale.....	100
3.2.5 Bilan de la consommation d'espaces naturel, agricole et forestier	102
3.3 BILAN DES SURFACES DE LA CARTE COMMUNALE	103
3.4 PRISE EN COMPTE DU PAYSAGE URBAIN ET DU PAYSAGE NATUREL.....	104
3.4.1 Le paysage urbain.....	104
3.4.2 Le paysage naturel.....	104
3.5 PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIONS SUPRA-COMMUNALES.....	105
 PARTIE 4 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE, COMPENSER	110
4.1 PREAMBULE.....	111
4.2 LES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE DU L'ENVIRONNEMENT.....	112
4.2.1 La zone Nature 2000	112
4.2.2 incidences sur Les zones d'inventaire	114
4.2.3 Incidences sur les nappes d'eaux souterraines	114
4.2.4 Incidences sur les stations botaniques patrimoniales.....	115
4.2.5 incidences sur les continuités écologiques.....	115
4.2.6 Incidences et mesures sur les risques naturels	115
4.2.7 Incidences et mesures sur les risques technologiques	116
4.2.8 Impact des zones urbanisables	117
4.2.9 Prise en compte des contraintes et enjeux du territoire	118
4.2.10 Evaluation des impacts cumulés.....	119
4.2.11 La synthèse des incidences.....	120
4.3 INDICATEURS DE SUIVI	120
 PARTIE 5 : RESUME NON TECHNIQUE	122



PREAMBULE

Qu'est-ce qu'une Carte Communale ?

Les dispositions nouvelles issues des lois Solidarité et renouvellement Urbain (dite « S.R.U ») du 13 décembre 2000, Urbanisme et habitat (dite « UH ») du 2 juillet 2003 et Engagement National pour l'Environnement (dite « ENE » ou « Grenelle II ») du 12 juillet 2010, confèrent une plus grande valeur juridique à la carte communale.

La carte communale a désormais acquis :

- **Le statut de document d'urbanisme**, fournissant ainsi aux petites communes un instrument adapté à leurs besoins ;
- **Un caractère permanent.**

La carte communale doit respecter le grand principe imposé par l'article L.101-1 du code de l'urbanisme. Celui-ci institue que le territoire français est le patrimoine commun de la nation et que les collectivités doivent, en vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, harmoniser leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Les objectifs définis par l'article L.101-2 sont les suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

La délibération d'approbation de la carte communale sur le territoire de la commune permet à celle-ci :

- D'obtenir la compétence en matière d'autorisation de droit des sols (actes de permis de construire et autres autorisations d'urbanisme).
(Article L.422-1 du code de l'urbanisme, tel que modifié par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « ALUR »).
- D'instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte, en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement. La délibération précise, pour chaque périmètre, l'équipement ou l'opération projetée.
(Article L.211-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme).

Quel est son contenu ?

Il est défini par l'article L.161-1 du Code de l'Urbanisme, et comprend :

- un rapport de présentation,
- un ou plusieurs documents graphiques,
- en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

I) RAPPORT DE PRESENTATION

(Cf. article R.161-2 du Code de l'Urbanisme)

1. Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique.
2. Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L.101-1 et L.101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations.
3. Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

II) DOCUMENTS GRAPHIQUES

(Cf. articles R.161-4 à R.161-7 du Code de l'Urbanisme)

Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

- À des équipements collectifs ou à des services publics si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- À l'exploitation agricole ou forestière ;
- À la mise en valeur des ressources naturelles.

Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

En zone de montagne, ils indiquent, le cas échéant, les plans d'eau de faible importance auxquels il est décidé de faire application de l'article L.122-12.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

III) ANNEXES

(Cf. articles R.161-8 du Code de l'Urbanisme)

Doivent figurer en annexes de la carte communale :

1° Les Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent livre ;

2° Le plan d'exposition au bruit des aéroports, établi en application de l'article L.112-6 ;

3° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L.125-6 du code de l'environnement.

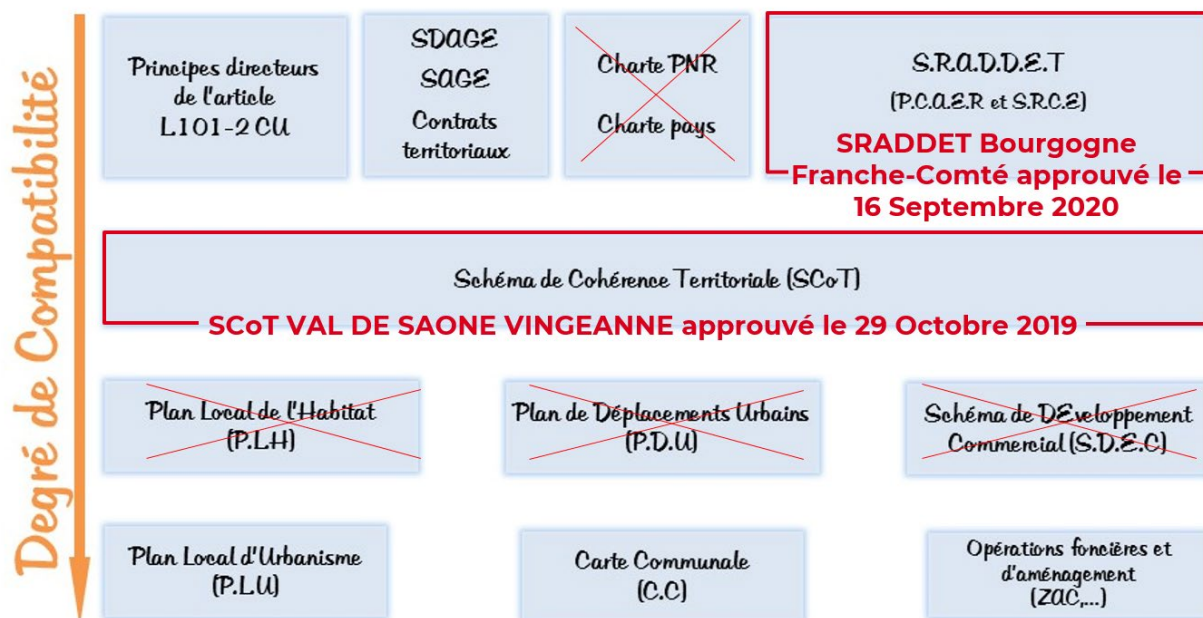
IV) QUELLE REGLEMENTATION S'APPLIQUE ?

Le dossier de carte communale ne comprend pas de document spécifique appelé "Règlement" : **c'est le Règlement Nationale d'Urbanisme (RNU) qui s'applique** (Cf. article R.162-1 du Code de l'Urbanisme).

Les dispositions du RNU sont définies par les articles L.111-1 à L.111-25 et R.111-1 à R.111-51 du Code de l'Urbanisme.

V) LA COMPATIBILITE DES CARTES COMMUNALES AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS

Articulation de la Carte Communale avec les autres documents d'urbanisme



Source : Réalisation Perspectives

Selon l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme, les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale (prévus à l'article L.141-1) ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer (prévus à l'article 57 de la loi n°83-8 du 7 janvier 1983) ;
- 3° Les plans de déplacements urbains (prévus à l'article L.1214-1 du code des transports) ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat (prévus à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitation) ;
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes, conformément à l'article L.112-4.

De ce fait, la carte communale devra également être compatible avec :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Tille ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Bourgogne-Franche-Comté ;
- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Val de Saône Vingeanne.



INTRODUCTION

Contexte de révision de la Carte Communale

La commune de Poncey-lès-Athée est actuellement dotée d'une Carte Communale approuvée en Conseil Municipal du 26 novembre 2007 et approuvée par arrêté préfectoral en 2008.

Par délibération en date du 8 Mars 2021, le conseil municipal a décidé de réviser sa Carte Communale pour mettre à jour les enjeux et objectifs en matière d'aménagement et de protection et de mise en valeur du territoire communal.

La démarche d'élaboration d'un Plan Local d'urbanisme aurait constitué une démarche trop complexe et contraignante face aux objectifs que s'est fixé la municipalité pour le développement de son territoire.

La carte communale permettra, à partir d'un cadre d'orientation simple, de transcrire les objectifs de développement de la commune, dans le respect des normes supracommunales et des principes édictés par l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme.



PARTIE 1 :

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1 CONTEXTE GENERAL

La commune de Poncey-lès-Athée est localisée au Sud-Est du département de Côte d'Or. Elle est rattachée au canton d'Auxonne et de l'arrondissement de Dijon. Elle fait partie de la Communauté de Communes Auxonne - Val-de-Saône.

Elle se trouve à 6,5 kms au Nord d'Auxonne, et à 8,5 kms au Sud de Pontailler-sur-Saône. Elle occupe une superficie de 653 ha. La zone d'étude est localisée en bordure de la Saône.

Le territoire communal est traversé à son extrémité Ouest par la voie de chemin de fer Chalon-sur-Saône - Gray. La LGV Rhin-Rhône traverse les prairies au Sud de la commune. En termes d'accès routiers, Poncey-lès-Athée est desservi par la RD976 qui traverse la partie Ouest du village.

Situation administrative

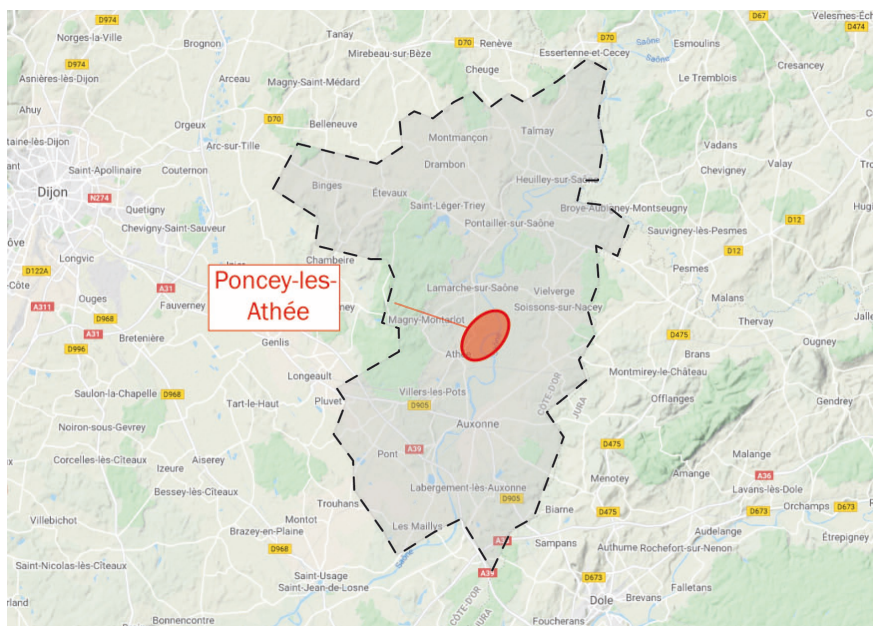
Source : www.capvaldesaone.fr

Le 1er janvier 2017, la Communauté de Communes Auxonne-Val-de-Saône a fusionné avec la Communauté de Communes du Canton de Pontailler-sur-Saône, pour devenir la Communauté de Communes Auxonne-Pontailler-Val-de-Saône, ou CAP Val-de-Saône.

Elle rassemble aujourd'hui 35 communes et 23 000 habitants, sur une superficie totale de 384 km².

À ce jour, ses services s'organisent autour des 3 pôles suivants et des compétences qui y sont liées :

- **Attractivité** : Culture, Économie et Tourisme
- **Solidarité** : Petite Enfance, Enfance/jeunesse et Services
- **Cadre de vie** : Déchets, PCAET, GEMAPI et Mobilité



Réalisation Perspectives sur fond Google maps

Poncey-lès-Athée jouxte les communes de :

- Lamarche-sur-Saône au Nord,
- Magny-Montarlot au Nord-Ouest,
- Athée au Sud-Ouest,
- Auxonne au Sud,
- Flammerans à l'Est.

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Bourgogne - Franche-Comté

Créé par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), le SRADDET est un document de planification qui précise la stratégie régionale et détermine les objectifs et règles fixés par la région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire.

Il précise notamment :

- Les objectifs de la Région à moyen et long terme en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, d'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets ;
- Les règles générales prévues par la Région pour contribuer à atteindre ces objectifs.

Il intègre plusieurs schémas régionaux thématiques préexistants : Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie et (SRCAE)...

La Région Bourgogne-Franche-Comté souhaite affirmer son projet d'excellence en matière d'accompagnement des transitions, de cohésion au sein du territoire régional et d'ouverture sur l'extérieur.

Cette stratégie d'attractivité implique de nouveaux modèles de développement et de coopération au service des habitants, autour de 3 grands axes :

AXE 1 : Accompagner les transitions sociétales et technologiques dans un objectif de modification des pratiques privilégiant des modes de production et de consommation responsables.

AXE 2 : Organiser la réciprocité et la solidarité pour garantir la cohésion en renforçant la mise en commun des forces de chacun.

AXE 3 : Construire des alliances et s'ouvrir vers l'extérieur afin de garantir une cohérence entre nos politiques et celles des Régions limitrophes, dans les domaines couverts par le SRADDET, et rayonner à l'échelle nationale et internationale.

Ces trois axes sont déclinés en 8 orientations et 33 objectifs.

Le projet de SRADDET a été approuvé le 16 Septembre 2020.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Val de Saône Vingeanne

Source : www.vdsv.fr/scot

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document d'urbanisme et de planification stratégique. Il fixe les grandes orientations d'aménagement et de développement durables à l'échelle d'un large territoire et doit être compatible avec les règles du SRADDET. Le SCoT veille à la cohérence des projets et des actions pour tout ce qui concerne l'habitat, les transports et les déplacements, le développement économique et commercial, la préservation de l'environnement, les espaces agricoles, ...

Le périmètre du SCoT Val de Saône Vingeanne a été fixé par arrêté Préfectoral le 20 janvier 2015. D'une superficie de 81 024 hectares, ce territoire se situe à l'Est du département de la Côte d'Or, en région Bourgogne-Franche-Comté.

Le SCoT Val de Saône Vingeanne a été approuvé le 29 octobre 2019.

Les objectifs du SCoT se fondent sur 4 axes transversaux définis au sein du PADD :

- Affirmer le rôle du territoire dans l'espace régional en s'appuyant sur une structure urbaine clairement définie
- Améliorer les conditions de vie des habitants actuels et à venir
- Renforcer l'attractivité économique en s'appuyant notamment sur les atouts locaux
- Tenir compte des caractéristiques paysagères

Les objectifs en termes de logements fixés dans le SCoT sont détaillés dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (D.O.O.) au sein de l'objectif 2 « Les grands équilibres de l'urbanisation ».

Cet objectif permet notamment de fixer un rythme de constructions annuel différencié pour les deux intercommunalités ainsi que des objectifs de densité et des limites d'ouverture à l'urbanisation selon les types de communes afin de réduire la consommation foncière pour les logements.

Le SCoT définit Poncey-lès-Athée en tant que « villages », c'est-à-dire, les communes les plus rurales.

1.2 MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL

1.2.1 CLIMATOLOGIE

La région étudiée se situe dans le zonage météorologique du Val-de-Saône. Subissant à la fois les influences océaniques et continentales, elle possède en été certains caractères méridionaux qui remontent par la vallée de la Saône. La station météorologique d'Auxonne est représentative du secteur.

Précipitations

La pluviométrie moyenne annuelle se situe entre 800 et 850 mm. La répartition des précipitations est régulière au cours de l'année. Elle se traduit par deux périodes relativement sèches, l'une à la fin de l'hiver et l'autre au mois de juillet, et une période assez pluvieuse en mai.

Sur 21 années, le nombre annuel de jours de précipitations a été en moyenne de 136 pour Auxonne.

Température

A Auxonne, la courbe des températures moyennes mensuelles est très régulière. L'écart entre le mois le plus froid (janvier) et le mois le plus chaud (juillet), est de 17,9°C.

Le nombre de jours de gel est d'environ 65 par an.

Vents

Les vents principaux sont orientés Nord et Sud / Sud-Ouest.

L'orientation des vents Nord et Sud est fortement influencée par les reliefs de la Côte Bourguignonne.

Qualité de l'air

Il n'existe pas de station de mesure de la qualité de l'air sur la commune.

Phénomènes divers

A la station météorologique de Dijon-Longvic, l'insolation annuelle est de 1831 heures. Les mesures décennales font apparaître une forte variabilité de ce paramètre. On observe par ailleurs 67 jours par an sans soleil du tout, et inversement 30 jours sans aucun nuage.

Le nombre moyen de jours avec orage est de 26 à 28 jours par an.

Le nombre de jours moyen avec chute de grêle est de 1,7 jours par an.

Les brouillards présents à Poncey-lès-Athée sont principalement des brouillards de rayonnement, formés sur place par condensation de l'air après refroidissement nocturne, dans la vallée de la Saône. Le nombre de jours avec apparition de brouillard (visibilité < à 1000 m) est en moyenne de 70 à 80 jours par an.

1.2.2 GÉOLOGIE ET PEDOLOGIE

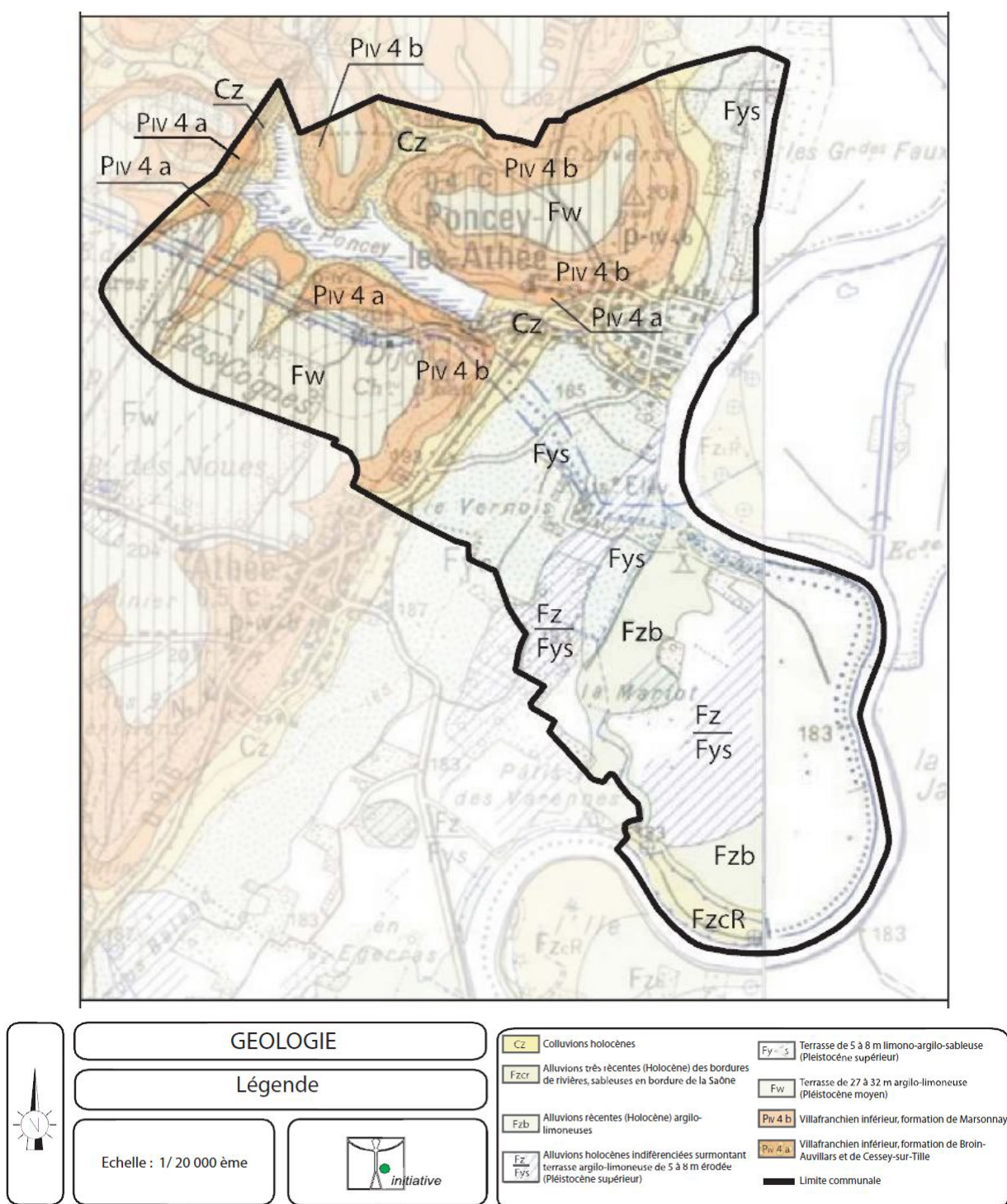
1.2.2.A/ Composition des sols

Géologie

(Données extraites des cartes géologiques au 1/50 000ème de Dijon et de Pesmes - BRGM)

La commune de Poncey-lès-Athée se partage entre la plaine de la Saône et la terrasse qui la borde.

Carte géologique



Données extraites de la carte géologique au 1/50 000ème de Dijon – BRGM Réalisation Initiative

Les formations géologiques rencontrées sur la commune sont présentées ci-dessous, des plus récentes aux plus anciennes :

Colluvions holocènes (Cz) : Il s'agit d'une accumulation en bas de pente de sédiments provenant de l'altération des formations environnantes et entraînées par les eaux sur de faibles distances. Elles sont localisées en bordure de l'Etang de Poncey ainsi qu'en bas de versant (au contact avec la plaine alluviale de la Saône).

Alluvions très récentes de l'Holocène (FzcR) : Ces alluvions sableuses, rencontrées en bordure de la Saône, se composent d'un sable siliceux plus ou moins argileux ou graveleux.

Alluvions récentes (holocènes) argilo-limoneuses (Fzb) : Ce sont des limons d'inondation déposés pendant la période récente de l'Holocène. Ces alluvions sont argilo-limoneuses et non carbonatées. Elles peuvent atteindre 2 à 3 m d'épaisseur. Cette formation s'étend au Sud-Est du territoire communal, dans la plaine de la Saône.

Alluvions holocènes indifférenciées surmontant une formation de terrasse (Fz/Fys) : La terrasse (du Pléistocène supérieur) recouverte par les alluvions est de texture argilo-limoneuse, érodée et épaisse de 5 à 8 m. Ces alluvions sont rencontrées dans la plaine de la Saône.

Formation de terrasse du Pléistocène supérieur (Fys) : Les niveaux sableux, situés immédiatement au-dessous des limons argileux de la partie supérieure, passent progressivement en profondeur à des graviers souvent siliceux. Cette formation est localisée en bordure de la plaine de la Saône.

Terrasse de 17-32 m du Pléistocène moyen (Fw) : Non soumise à une érosion importante, cette terrasse argilo-limoneuse est presque toujours recouverte par les limons éoliens du Pléistocène supérieur. Elle occupe les parties les plus hautes du territoire communal.

Formations du Villafranchien inférieur (pIV-4b et pIV-4a) : La formation de Broin-Auvillars et de Cessey-sur-Tille (pIV-4a) se compose d'argiles plus ou moins marneuses, souvent silteuses et même finement sableuses, partiellement décarbonatées et altérées en brun-ocre à l'affleurement. Cette formation est surmontée par la formation de Marsannay (pIV-4b). Cette dernière regroupe un ensemble argilo-limoneux, peu ou non carbonaté, de teinte ocre dominante. Les formations du Villafranchien inférieur sont localisées sur les secteurs en pente, entre la terrasse FW et les colluvions.

Sur le plan tectonique, la commune n'est affectée par aucune faille.

Pédologie

Plusieurs facteurs influencent la nature et l'évolution des sols, dont les principaux sont : la topographie (vallée, plateau, coteau), les conditions climatiques locales, la nature du sous-sol (marne, calcaire, ...) et la couverture végétale.

Sur le territoire communal de Poncey-les-Athée, on rencontre huit grands types de sols :

- *Les sols argileux à hydromorphie de nappe des alluvions récentes de la Saône*

Ils concernent les terrains de la plaine de la Saône. Ce sont des sols profonds montrant une certaine brunification¹ avec individualisation du fer et présence d'un horizon structural. En période sèche, les caractères d'hydromorphie² sont en général peu marqués, alors qu'en période de crue, ces sols sont ennoyés ou même submergés par la nappe alluviale. Leur texture est argileuse, souvent très argileuse. Ce type de sol présente une forte macroporosité et une bonne stabilité structurale (qui diminue toutefois avec la profondeur).

- *Les sols argileux des plaines alluviales*

Ce type de sol se rencontre ponctuellement dans la plaine alluviale, en limite communale avec Athée. Il apparaît dans les zones alluviales lorsque les conditions de circulation de la nappe sont nettement insuffisantes.

Ces sols présentent de haut en bas :

- un horizon humifère³ d'environ 15 cm d'épaisseur,
- un horizon intermédiaire caractérisé par la présence de taches rouilles sur une matrice grise. Il correspond à la zone d'oscillation de la nappe,
- un horizon de gley⁴ de teinte grise uniforme qui coïncide avec une zone de présence presque permanente de la nappe. Bien que possédant des textures différentes selon les horizons, le matériau est dans la plupart des cas très argileux.

- *Les sols sableux à hydromorphie de nappe des basses terrasses inondables de la Saône*

Ils concernent les terrains situés au Sud du village. Ce sont des sols profonds dont les caractères d'hydromorphie sont marqués dès 30 cm par des petites taches et des concrétions ferrugineuses, et plus en profondeur par des bandes horizontales ocre- rouille. Ils possèdent une très bonne stabilité structurale. Ils sont particulièrement bien adaptés à la culture maraîchère.

- *Les sols sablo-limoneux à hydromorphie de nappe des basses terrasses inondables de la Saône*

Ces sols sont localisés au Nord-Est du village, sur les pentes bordant la plaine de la Saône. Ces sols ont les mêmes caractéristiques hydrodynamiques que ceux décrits juste avant. Ils en diffèrent uniquement par la texture du matériau qui est sablo- limoneux.

¹ Processus de pédogénèse des sols bruns des climats tempérés, mais suffisamment drainés, riches en oxydes de fer et en argile fine.

² Ensemble des caractères attestant qu'un sol s'est formé ou a évolué dans un milieu submergé ou engorgé.

³ Qui contient une proportion relativement élevée d'humus.

⁴ Horizon d'engorgement formé au niveau d'une nappe aquifère, caractérisé par un sous-horizon inférieur continuellement inondé, présentant des tâches gris-bleu de fer réduit, surmonté par un sous-horizon supérieur partiellement oxydé, correspondant à la zone de fluctuation de la nappe, présentant des tâches ocre de fer oxydé.

- *Les sols sableux des terrasses de la Saône*

Ils sont localisés à l'Ouest du village (partie haute des terrasses). Le sol présente en général un aspect uniforme sans horizon bien individualisé sur le plan de la couleur, de la texture et de la structure. Des traces d'hydromorphie peuvent parfois apparaître en profondeur (hydromorphie de nappe perchée temporaire). Ils sont voués à la culture maraîchère.

- *Les sols limoneux des bas-fonds des massifs forestiers de la plaine*

On les rencontre sur tout le pourtour de l'Etang de Poncey, en fond de vallon. Ces sols reposent sur du limon colluvionné (formation géologique Cz). Ils sont franchement hydromorphes avec apparition de phénomènes de gleyification⁵ nettement marqués dès la surface et une matrice très fortement réduite.

- *Les sols limono-sableux des moyennes et basses terrasses*

On les rencontre sur la terrasse bordant la plaine de la Saône (secteur Nord-Ouest de la commune). Ces sols se composent de deux horizons aux caractéristiques différentes mais aux limites peu nettes et progressives. L'horizon de surface est de couleur brune, de structure grumeleuse à tendance polyédrique fragile. Sa texture est limono-sableuse. L'horizon sous-jacent est typique des sols lessivés avec une couleur brun-ocre, de fréquentes concrétions ferro-manganiques, des traces d'hydromorphie et de légers revêtements argilo-ferriques. Sa texture est argilo-limono-sableuse.

- *Les sols limoneux de culture partiellement « re-saturés » sur limons anciens*

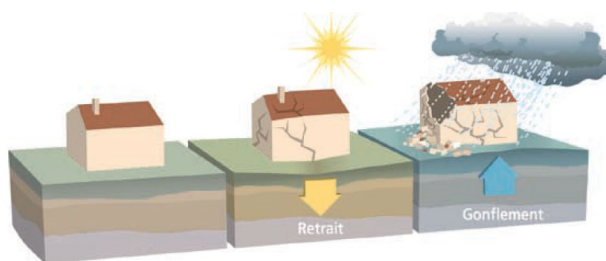
Ils sont localisés sur la partie la plus haute de la terrasse alluviale. Il s'agit de sols lessivés sous cultures présentant une succession d'horizons. Ils sont toujours très profonds. La surface du sol présente une texture franchement limoneuse, qui en période pluvieuse conduit à des phénomènes de battance⁶ très accusés. En profondeur, la texture devient argilo-limoneuse ou même parfois nettement argileuse. Dans ce dernier cas, l'horizon en question devient très compact et constitue en période sèche un obstacle à la pénétration des racines.

⁵ Processus de pédogénèse provoqué par les oscillations du niveau d'une nappe phréatique et aboutissant à la formation d'un gley.

⁶ Destruction de la structure d'un sol sous l'effet de la pluie, surtout en cas d'orages, avec formation d'une pellicule ou d'une mince couche superficielle, continue et consistante, dite croûte de battance.

1.2.2.B/ Aléa retrait-gonflement des argiles

La nature des sols influence sur les comportements de ces derniers face aux eaux pluviales. En effet, les sols argileux ont tendance à gonfler quand ils sont gorgés d'eau selon leur saturation en argile et le type de ce dernier. Ils peuvent ainsi causer des dégâts au niveau des infrastructures et des constructions à leur surface.



Source : Le retrait-gonflement des argiles, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables

Les sols argileux sont identifiés sur la quasi-totalité du territoire et concernent les terrains pouvant présenter un risque. Ils sont classés selon leur potentiel de gonflement et le niveau du risque encouru à leur surface.

De par sa nature de sous-sol, la commune est en totalité répertoriée en zone d'aléa moyen.

L'identification de cet aléa moyen signifie que la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais avec des désordres touchant principalement des bâtiments qui présentent des défauts de construction ou situés dans un contexte local défavorable tel que la proximité d'arbres ou l'hétérogénéité du sous-sol.

Une notice spécifique permettant de présenter en détails ce phénomène constitue une pièce annexe de la Carte Communale.

La cartographie est consultable sur le site du BRGM :

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/argiles/donnees#/>

Vous trouverez également, à la fin de la rubrique citée dans ce dernier lien, de la documentation à télécharger, notamment le guide « *Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ?* » et la plaquette sur la sécheresse et la construction sur sol argileux, dont vous trouverez les liens directs ci-dessous :

https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/dppr_secheresse_v5tbd.pdf

https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2019-05/dgaln_plaquette_secheresse_construction_sols_argileux_nov_2004.pdf

1.2.2.C/ Autres risques liés à la composition des sols

Le risque sismique

Sur la commune de Poncey-les-Athée, aucun risque sismique, ni aucun risque de mouvement de terrain n'ont été identifiés. En application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement, la commune est classée en zone de sismicité 2 (risque faible).

Le radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques, ainsi que de certains matériaux de construction.

Poncey-lès-Athée est identifiée au sein d'un potentiel radon de catégorie 1, c'est-à-dire sans risque particulier.

Le risque effondrement de cavités souterraines

L'évolution des cavités souterraines naturelles ou artificielles peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression ou un effondrement. De nombreuses communes dans le département présentent de telles cavités susceptibles d'être à l'origine d'un mouvement de terrain.

Certaines communes du territoire ont fait l'objet d'un recensement dans la base nationale :

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/cavites-souterraines/donnees#>

ou <http://infoterre.brgm.fr/page/cavites-souterraines>

Aucun phénomène d'effondrement n'a été répertorié sur la commune. Cependant, ce risque est à prendre en compte dans l'application du droit des sols.

Le risque glissement de terrain et coulées de boues

Les glissements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique.

Les coulées boueuses sont un transport de matériaux sous forme plus ou moins fluide, qui se produisent généralement sur les pentes, par dégénérescence de certains glissements avec afflux d'eau.

La commune de Poncey-lès-Athée n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques liées aux mouvements de terrains. Néanmoins, la commune a fait l'objet de 2 arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles pour inondations et coulées de boue.

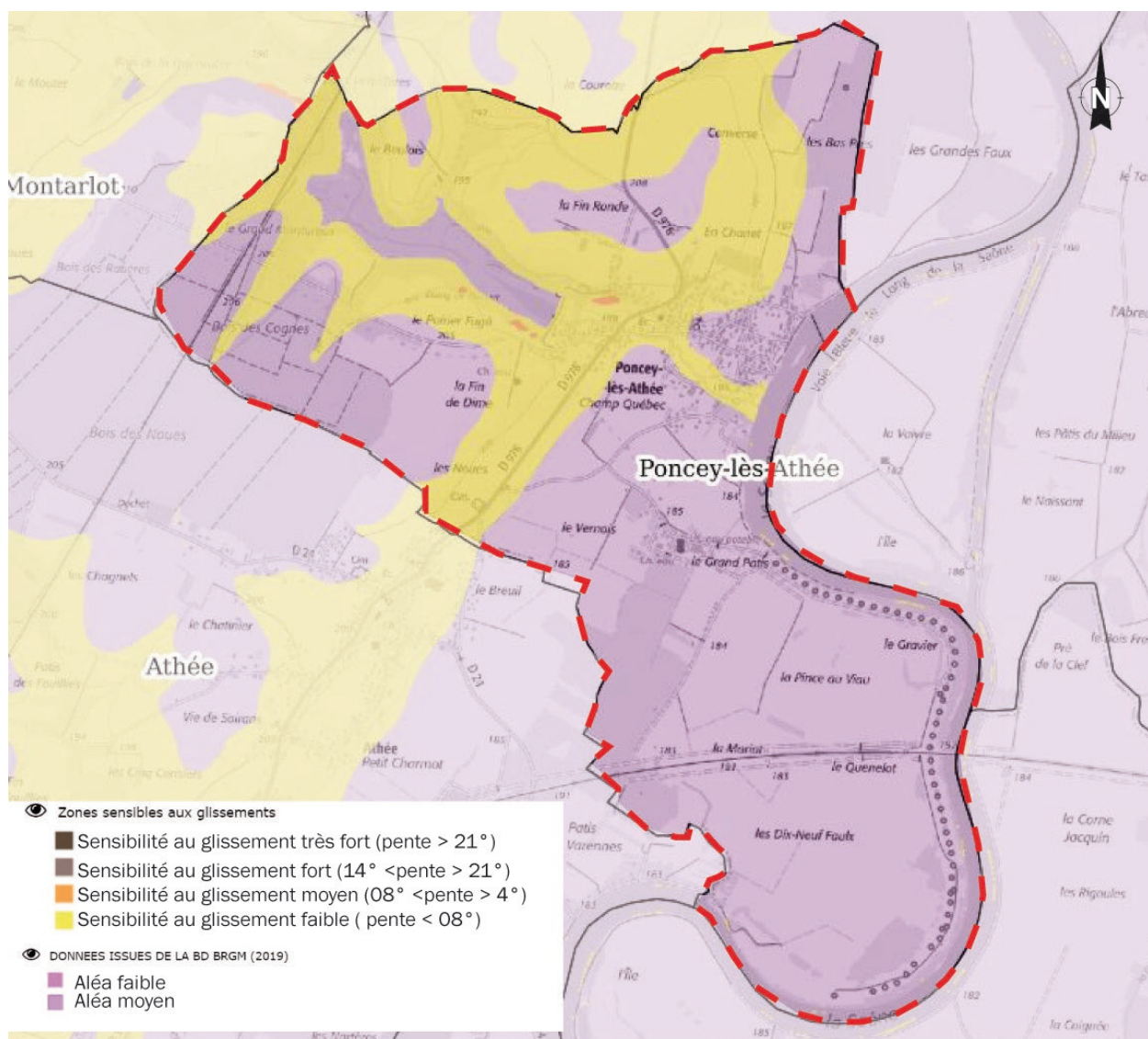
Dans le cadre de la révision de la carte communale, il conviendra de préserver de toute urbanisation les zones soumises aux aléas les plus importants en terme d'intensité. Sur les zones d'aléas plus faibles, il est recommandé de réaliser une étude géotechnique pour tout projet de construction.

Etude CEREMA d'Octobre 2016

La commune n'est pas répertoriée dans l'inventaire départemental des mouvements de terrain réalisé par le BRGM. Néanmoins, de nouveaux éléments de connaissance sont apportés par l'atlas départemental des mouvements de terrains réalisé par le CEREMA en 2016.

Cet atlas identifie uniquement la présence d'un phénomène de glissement de terrain sur le territoire de Poncey-les-Athée. Ce phénomène est représenté sur la cartographie présentée ci-dessous et met en avant une sensibilité faible sur la partie du Nord du territoire, dont les parties urbanisées de la commune de part et d'autre de la RD 976 et à proximité de l'étang.

Les atlas sont disponibles sur le site internet des services de l'État en Côte-d'Or à l'adresse suivante : <http://www.cote-dor.gouv.fr/atlas-departemental-des-mouvements-de-terrains-de-r3172.html>

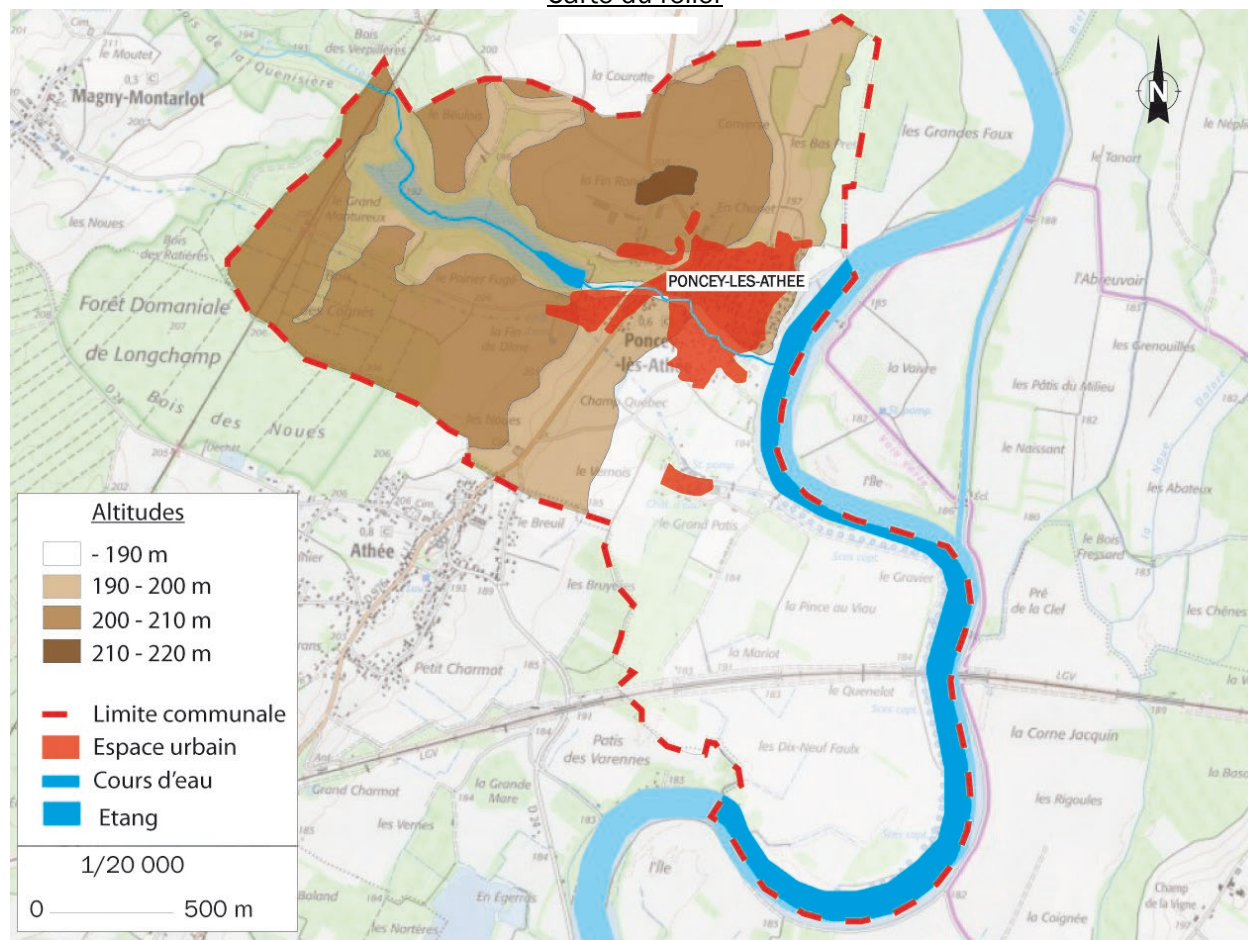


Réalisations Perspectives sur fond IGN
Données : BRGM

1.2.3 RELIEF ET HYDROGRAPHIE

1.2.3.A/ Description du relief et du réseau hydrographique

Carte du relief



Source : Réalisation Perspectives

La commune de Poncey-lès-Athée est caractérisée par une topographie douce, liée à la plaine alluviale de la Saône. Les pentes observées correspondent au versant de cette vallée.

Le relief se répartit en deux unités géomorphologiques :

- Le coteau de la vallée de la Saône : il couvre la moitié Nord-Ouest du territoire communal. Il forme une dénivellée d'une quinzaine de mètres séparant le haut de versant du fond de vallée. Le village s'est implanté sur le versant, jusqu'en bordure de la Saône. Le coteau est marqué par un léger vallon occupé par l'Etang de Poncey.
- La plaine de la Saône : elle occupe la partie Sud-Est du territoire. Elle est totalement plane et présente une altitude de 183 m.

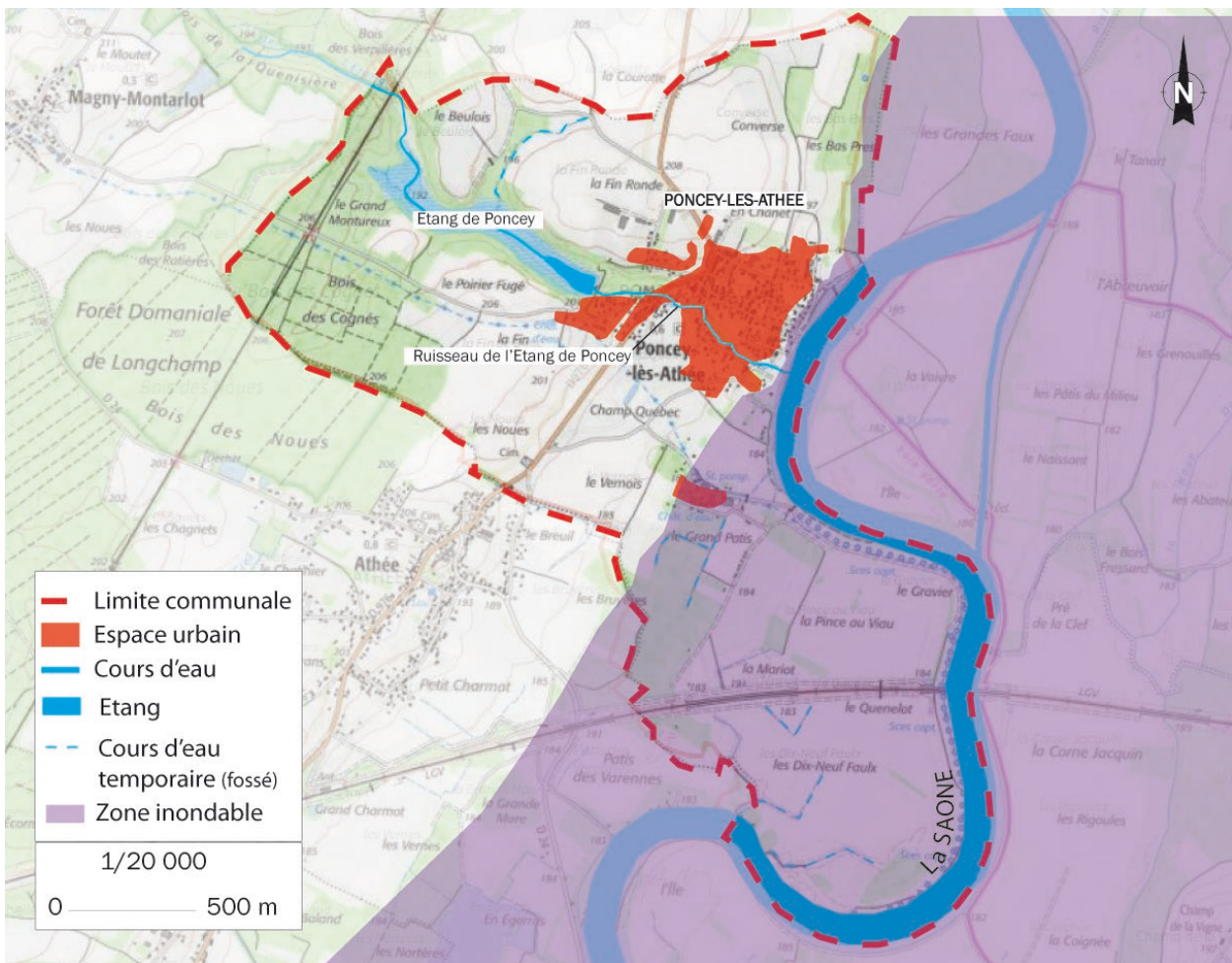
Le point le plus haut de la commune se trouve au Nord du village, le long de la RD 976, à environ 207 m d'altitude.

En raison de l'absence de relief dans la vallée de la Saône, le point bas du territoire est plus difficile à identifier. Un point topographique indique une altitude de 182 m au lieu-dit les Dix-neuf Faulx, mais l'on peut également considérer les berges de la Saône comme des points bas (altitude de 182-183 m).

Sur la commune, les pentes sont peu importantes et ne représentent pas une contrainte pour l'extension des zones d'habitat.

Réseau hydrographique

Carte de l'hydrographie



Source : Réalisation Perspectives

Malgré son importance, peu de données existent sur la Saône au voisinage de Poncey-les-Athée.

La totalité du débit passe dans le lit mineur en régime ordinaire.

Une étude (HYDRATEC) réalisée dans le cadre du passage de la LGV sur la partie Sud du territoire communal fournit les données suivantes :

DEBIT DE CRUE	
- crue décennale	1360 m ³ /s
- crue centennale	2000 m ³ /s
- crue cinq-centennale	2800 m ³ /s

La crue décennale déborde en lit majeur.

Le QMNA₅ (débit mensuel minimal annuel de retour 5 ans) est estimé à 32 m³/s.

La qualité de la Saône est suivie à Auxonne depuis de nombreuses années. Les campagnes de mesures réalisées depuis 2000 permettent de constater une amélioration globale de la qualité des eaux. La qualité physico-chimique des eaux est qualifiée de moyenne en raison notamment de teneurs importantes en nitrates, en matières organiques et oxydables et en microorganismes. La qualité biologique des eaux est bonne à moyenne.

Les eaux superficielles

Le réseau hydrographique est dominé par la Saône. Il est complété par l'Etang de Poncey, qui possède un exutoire nommé Ruisseau de l'Etang.



Ce dernier traverse le village et se jette dans la Saône après un parcours d'environ 990 m. Quelques fossés complètent ce réseau hydrographique.

Aucune donnée qualitative ou quantitative n'est disponible pour le Ruisseau de l'Etang.

• La Saône



La Saône définit presque toute la limite communale Est. Cette rivière prend sa source dans les Vosges. Au niveau de Poncey, son bassin versant est estimé à environ 9125 km².

C'est un cours d'eau à dynamique lente, due à une faible pente générale de la vallée (0,025 ‰). La largeur du lit mineur est d'environ 120 m.

Les eaux souterraines

Source : dossier d'autorisation – volet eau, RFF

Compte tenu de la nature des formations géologiques, les circulations d'eau souterraines se présentent sur la commune de Poncey-lès-Athée sous forme d'une nappe alluviale (nappe d'accompagnement de la Saône).

C'est une nappe libre à semi-captive qui s'écoule dans les alluvions de la Saône. Elle est protégée en partie supérieure par des limons de débordement argilo-limoneux. Sa base imperméable est constituée par le substratum marneux du Villafranchien et de l'Oligocène. Notamment en raison de la faible profondeur du toit de la nappe, cette dernière est fortement vulnérable à toute pollution des eaux et des terrains superficiels.

Les eaux potables

La commune est alimentée en eau potable par la CC Auxonne Pontailler Val-de-Saône.

Une partie des champs captant servant à l'alimentation de la métropole dijonnaise, du SINOTIV'EAU (réseaux Lonchamps et Fauverney) et de la CC Auxonne Pontailler Val-de-Saône, sont situés sur le territoire de la commune de Poncey-lès-Athée.

Ces ouvrages bénéficient des dispositions de deux arrêtés préfectoraux valant déclaration d'utilité publique du 15 juillet 2003 et 8 juin 2007 qui instaurent des périmètres de protection immédiate, rapprochés et éloignés (voir carte ci-après). Ces arrêtés viennent compléter et/ou renforcer celui pris le 27 décembre 1994.

Le volume maximum journalier de prélèvement autorisé est 80.000 m³. Pour mémoire : dans le cadre d'un développement urbain et d'un accroissement de la population, le besoin en eau potable doit être estimé sur la base d'un taux d'occupation des logements de 2,5 habitants/logements et un volume de 150 litres d'eau par jour par habitant.

La gestion du réseau d'alimentation en eau potable est assurée par la Communauté de communes Auxonne Pontailler Val-de-Saône, qui gère les puits de Dijon sur le territoire de Flammerans et celui de Poncey-lès-Athée.

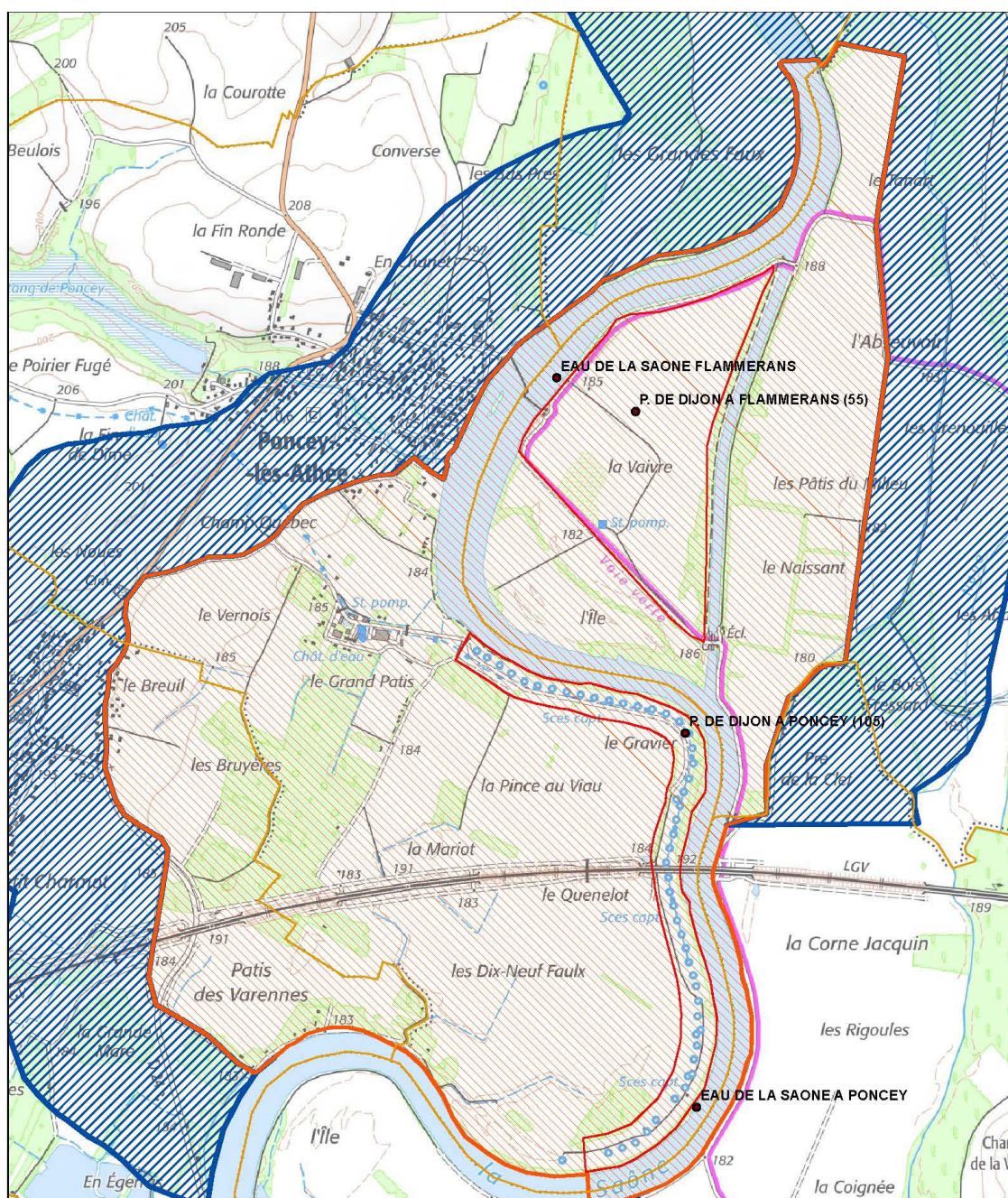
La commune est également incluse dans la zone de répartition des eaux (Z.R.E.) du bassin de la Tille et des zones souterraines associées (arrêté préfectoral du 25 juin 2010).

Par ailleurs, elle se situe sur la nappe alluviale du Val de Saône déclarée d'intérêt patrimonial.

La commune est aussi concernée par la masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable identifiée dans le SDAGE RMC 2022-2027 comme masse d'eau recelant des ressources majeures d'enjeu départemental à régional à préserver, à préserver pour l'alimentation en eau potable. Ces ressources en eau souterraine destinées à la consommation humaine, constituent un patrimoine indispensable qu'il convient de préserver, sur les aspects qualité et quantité, pour satisfaire les besoins des générations actuelles et futures, face à l'augmentation des besoins, l'évolution des pressions liées à l'aménagement du territoire, ou le changement climatique. L'une de ces ressources stratégiques a été identifiée sur votre commune : il s'agit de la zone de nappe alluviale du Val de Saône. Le PLU devra contribuer à la préservation de cette zone. Une étude est consultable sur le site : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/traitements-eau/eau-potable/ressources-majeures/index.php>

Le territoire communal est classé en zone vulnérable vis-à-vis des nitrates. Tout projet agricole doit se conformer à l'arrêté du 9 juillet 2018 modifié par l'arrêté du 23 juillet relatif au 6ème programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Carte des captages



Légende

- 021_CAP
- Communes2021
- PPI_DUP
- ▨ PPR_DUP
- ▨ PPE_DUP



PPI : Périmètre de protection immédiate, PPR : Périmètre de protection rapproché, Périmètre de protection éloigné

1.2.3.B/ Les outils de protection de la ressource en eau

Le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SDAGE – Rhône-Méditerranée :

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau.

Le bassin Rhône-Méditerranée regroupe les bassins versants des cours d'eau continentaux s'écoulant vers la Méditerranée et le littoral méditerranéen. Il couvre, tout ou partie, 9 régions et 30 départements, et s'étend sur plus de 12 000 km², soit près de 25% du territoire national.

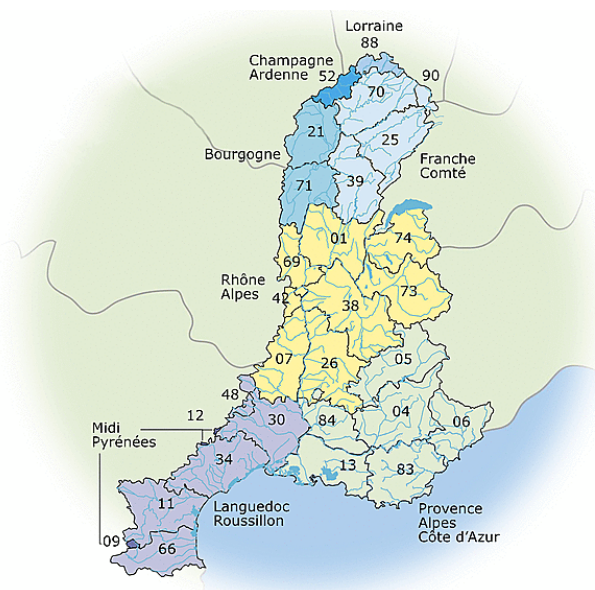
Le premier SDAGE a été approuvé en 1996. Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009 et vient de se terminer.

Le SDAGE 2022-2027 est entré en vigueur le 18 Mars 2022. Le SDAGE définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques du bassin Rhône-Méditerranée, il fixe, pour 6 ans, les grandes priorités, appelées "**orientations fondamentales**", de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Les huit orientations fondamentales du SDAGE :

1. Lutter contre les déficits en eau, dans un contexte de changement climatique
2. Garantir des eaux de qualité, préservant la santé humaine
3. Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
4. Restaurer les cours d'eau et réduire le risque d'inondation
5. Préserver les milieux aquatiques, humides et la biodiversité
6. Préserver le littoral méditerranéen
7. Développer la concertation avec tous les acteurs et renforcer la gouvernance locale de l'eau
8. Renforcer la cohérence de l'aménagement du territoire avec les objectifs de gestion de l'eau

Aire géographique couverte pour le SDAGE Rhône-Méditerranée



Source : site du Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SAGE :

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), institué par la loi n°92-3 sur l'eau du 3 Janvier 1992, est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, nappe, ...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau afin d'aboutir à un équilibre entre usages et milieux. Le SAGE doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de référence, en l'occurrence ici, celui de Rhône Méditerranée.

SAGE de la Tille :

La commune de Poncey-lès-Athée est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Tille.

La Commission locale de l'eau a adopté le SAGE le 13 février 2020, et le SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral le 3 juillet 2020.

En cours d'élaboration depuis septembre 2012, quatre grands axes ont déjà été définis :

1. La Gestion quantitative des ressources en eaux
2. La Préservation de la qualité des eaux
3. La Gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques
4. L'Aménagement du territoire et la gestion des risques d'inondation

Un dernier axe nommé « axe connaissance » a été ajouté et doit permettre de développer et de valoriser les connaissances relatives à l'eau et ses usages.

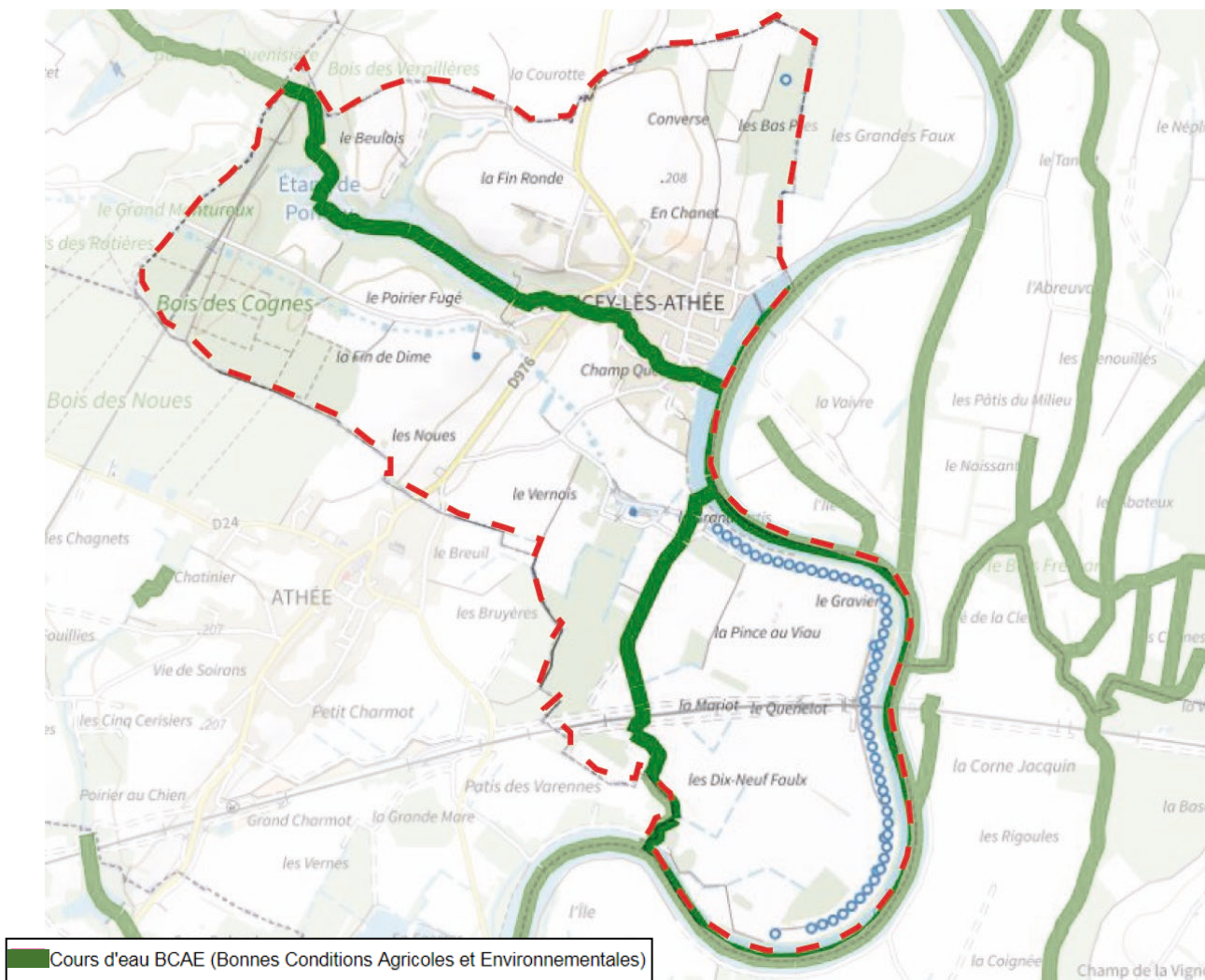
La stratégie du SAGE de la Tille a été validée en décembre 2014. Cette validation sera suivie de la validation du projet puis de la consultation des services et de l'enquête publique. Les objectifs du SAGE devront être atteints pour 2021, car celui-ci est concerné par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

Les cours d'eau Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) :

<http://www.cote-dor.gouv.fr/conditionnalite-et-controles-r3153.html>

Les exploitants agricoles demandeurs d'aides PAC soumises à la conditionnalité, doivent obligatoirement implanter une bande tampon d'une largeur minimale de 5 mètres en bordure des cours d'eau dits « BCAE ». Ces cours d'eau sont définis par arrêté ministériel et figurent en rose sur la cartographie des cours d'eau.

Carte des cours d'eau BCAA



Source : Services de l'Etat en Côte d'Or - <http://www.cote-dor.gouv.fr>

Sur la commune de Poncey-les-Athée, l'étang et le ruisseau de l'Etang de Poncey au Nord, le fossé situé au Sud du village, et la Saône, sont identifiés comme cours d'eau BCAA.

Ces bandes tampons doivent porter un couvert herbacé, arboré ou arbustif permanent et couvrant. Elles ne doivent recevoir ni traitement phytopharmaceutique, ni fertilisation.

Pour plus de précisions sur l'implantation de ces bandes tampon, il est possible de consulter la fiche conditionnalité "BCAE 1" accessible depuis la rubrique "Conditionnalité et contrôles" sur le site des Services de l'Etat en Côte d'Or à l'adresse suivante : <http://www.cote-dor.gouv.fr>

1.2.3.C/ Les risques d'inondation

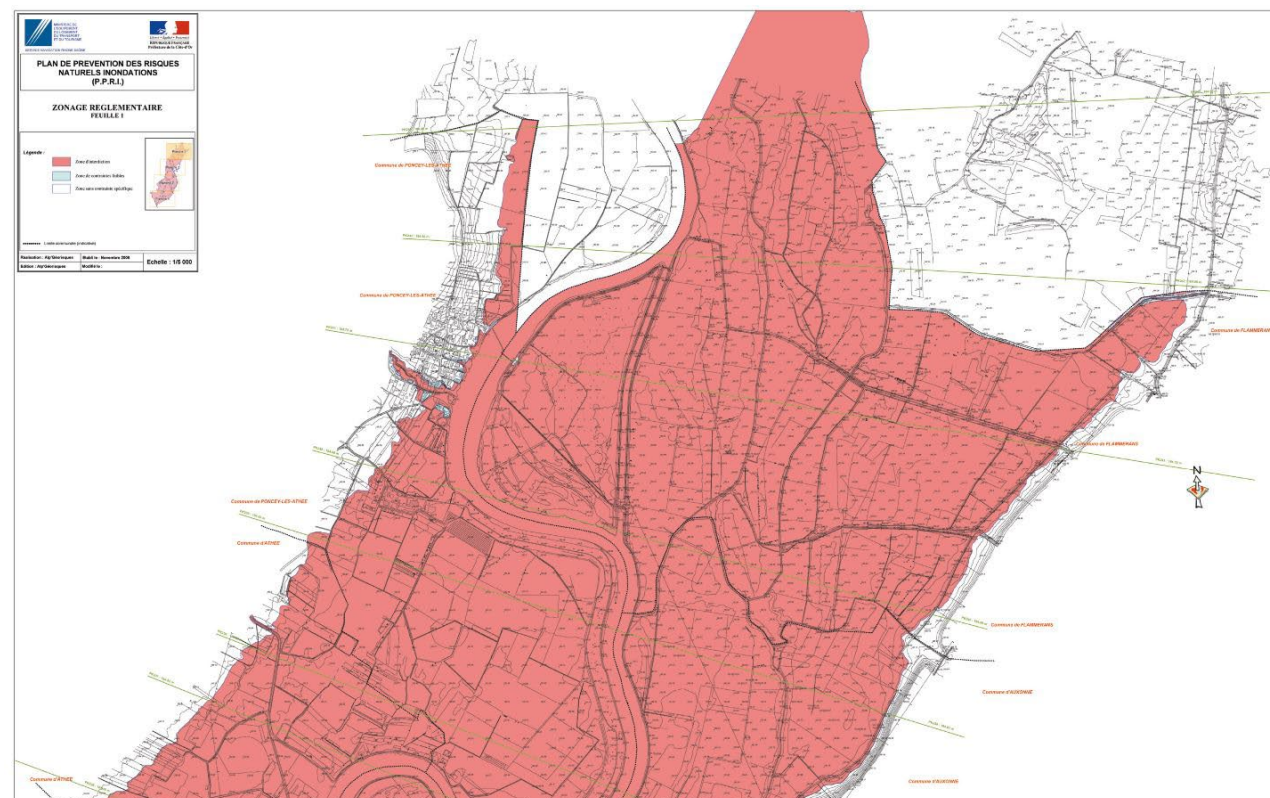
Le lit majeur de la Saône occupe toute la partie Nord-Est du territoire communal. Ce secteur est soumis à des phénomènes d'inondation du cours d'eau.

Quelques habitations du bourg ainsi que des habitations légères (chalets, bungalows) situés dans la plaine sont affectées par les épisodes de crue.

La commune de Poncey-Lès-Athée possède un plan de prévention des risques naturels d'inondation approuvé par arrêté préfectoral en date du 28 décembre 2006. Le dossier est consultable sur le site internet des services de l'État en Côte-d'Or à l'adresse <http://www.cote-dor.gouv.fr/saone-1-r1640.html>

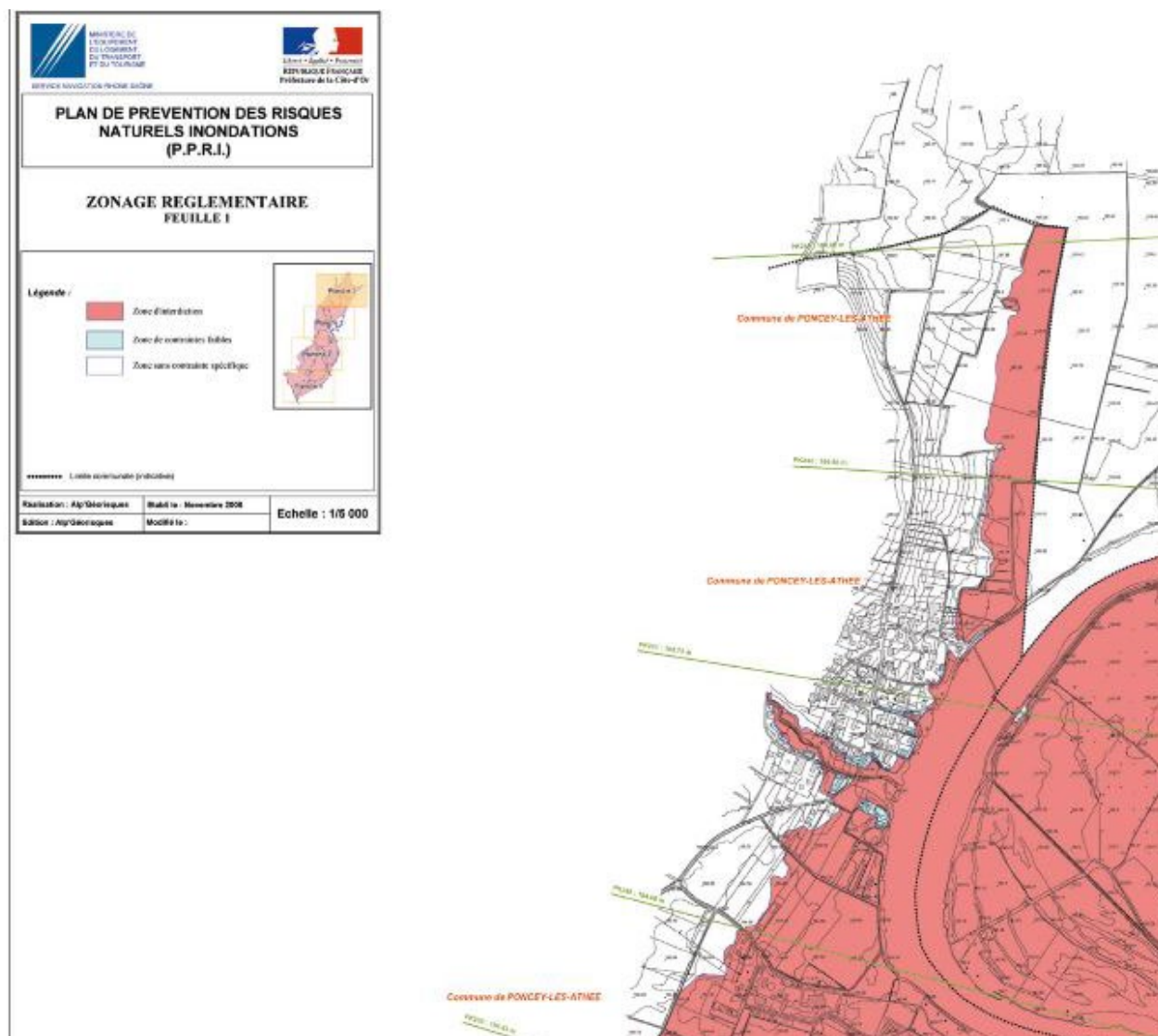
Votre commune a fait l'objet de 2 arrêtés portant constatation de l'état de catastrophe naturelle : arrêté du 11/01/1983 et arrêté du 21/06/1983.

Plan de prévention des risques naturels inondations (PPRI)



La partie rosée indique les zones inondables *

Plan de prévention des risques naturels inondation à l'échelle de la commune



Source : Initiative

Le plan de prévention des risques naturels inondations montre que la commune de Poncey-Lès-Athée est concernée par ce risque dans la plaine alluviale de la Saône, là où l'altitude est inférieure à 190 mètres. Dans le village cela concerne les habitations en bordure de la Saône et du ruisseau de l'étang de Poncey.

Risque rupture d'ouvrages hydrauliques :

La commune est concernée par ce risque pour le barrage de l'étang de Poncey, classé en type C.

Les remontées de nappes

Les inondations par remontées de nappes sont lentes, localisées (caves, bâtiments noyés, chaussées dégradées...) et peuvent persister plusieurs mois. De nombreux secteurs sont très sensibles aux remontées de nappes, notamment dans les vallées, où la nappe est sub-affleurante.

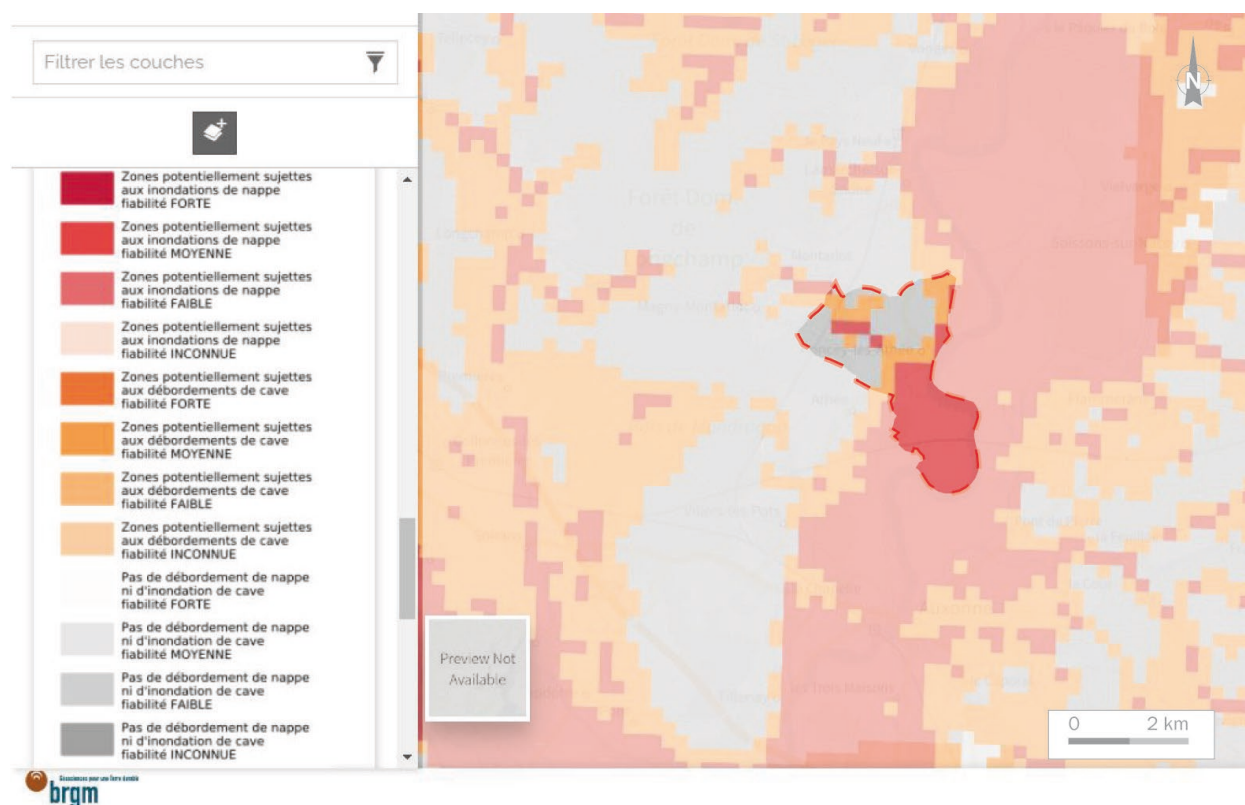
La commune est concernée par des zones potentiellement sujettes aux inondations de caves (orange) et des zones potentiellement sujettes aux débordements de nappes (rouge) principalement au Sud et au centre de son territoire, soit à proximité de l'étang de Poncey et au sein de la plaine alluviale de la Saône. Les espaces urbanisés du territoire sont grandement concernés par ces zones.

Il est cependant indiqué que ces zones présentent une fiabilité moyenne.

Ces données sont à coupler avec les connaissances communales avant d'affirmer si la majeure partie du village de Poncey-lès-Athée est concernée par le risque de remontées de nappes ;

<https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/les-inondations-par-remontee-de-nappe>

Carte des zones potentiellement sujettes aux débordements de nappes et aux inondations de caves à l'échelle du territoire :



Réalisation Perspectives sur fond aérien
Données : BRGM

Inondations par débordement – Plan de Gestion du risque inondation du bassin Rhône-Méditerranée (PPGI)

Au vu de sa proximité avec la Saône, Poncey-lès-Athée est grandement concernée par un risque inondation par débordement.

Cependant, la commune est soumise au PGRI du bassin Rhône-Méditerranée, document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin, qui a été arrêté par le préfet coordonnateur du bassin par arrêté le 7 décembre 2015. Suite à leur mise à jour, il a été reconduit sur la période 2022-2027 et fixe les cinq grands objectifs suivants :

- ✓ Renforcer les mesures de prévention des inondations en limitant l'urbanisation en zone inondable et en réduisant la vulnérabilité des enjeux déjà implantés, affirmer sur tous les territoires les principes fondamentaux de la prévention des inondations en tenant compte du décret PPRI du 5 juillet 2019.
- ✓ Développer les solutions fondées sur la nature alternatives aux ouvrages de protection pour lutter contre les inondations plus souples et résilientes face au changement climatique ; en mettant en avant l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau (EBF) comme outil pertinent pour la prévention des inondations, articulé avec les PAPI, et en incitant les collectivités gémapiennes à définir des stratégies foncières pour faciliter la reconquête de champs d'expansion des crues. Encourager les porteurs de PAPI à porter des études globales à l'échelle du bassin versant sur le ruissellement et à définir des actions spécifiques visant à réduire et à gérer les inondations par ruissellement.
- ✓ Organiser la surveillance, la prévision et la transmission de l'information sur les crues et les submersions marines et passer de la prévision des crues à la prévision des inondations, pour tenir compte des évolutions récentes, notamment la structuration d'atlas de cartes de zones inondées potentielles (ZIP) et développer la culture du risque.
- ✓ Intégrer les objectifs de la politique de gestion des risques d'inondation aux projets d'aménagement du territoire et associer les acteurs concernés le plus en amont possible et affirmer la nécessaire co-animation Etat / collectivités locales des SLGRI pour amplifier leur mise en œuvre opérationnelle.
- ✓ Poursuivre le développement de la connaissance des phénomènes d'inondation et étudier les effets du changement climatique sur les aléas, particulièrement en zone de montagne et sur le littoral.

Ce document est consultable sur le site internet du bassin Rhône - Méditerranée :

<https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/pgri-2022-2027>

1.2.4 PATRIMOINE NATUREL

1.2.4.A/ Les sites naturels référencés

Les ZNIEFF sont des sites présentant un intérêt écologique par la richesse de leurs écosystèmes où la présence d'espèces rares est menacée. Sans portée réglementaire, ces zones permettent d'améliorer la connaissance scientifique du patrimoine français. L'inventaire des ZNIEFF est commandité par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, au niveau national. Le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et le Museum National d'Histoire Naturelle prennent en charge les validations régionale et nationale, respectivement.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- ✓ ZNIEFF de type 1, secteur de superficie généralement réduite, abritant au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, à forte valeur patrimoniale. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou transformation même limitées ;
- ✓ ZNIEFF de type 2, ensemble naturel plus étendu, riche et peu artificialisé, pouvant englober des zones de type 1.

L'ensemble des milieux et espèces présent sur une ZNIEFF est détaillé au sein de fiches références mises à disposition du public par l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) sur le site internet à l'adresse suivante : inpn.mnhn.fr/zone/znieff.

Seule la plaine alluviale de la Saône est concernée par des zones remarquables répertoriées par la DIREN. Il s'agit d'une ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type I, d'une ZNIEFF de type II et d'un site Natura 2000 directive habitat.

ZNIEFF de type 1 260030237 de la vallée et terrasse de la Saône entre Lamarche, Vielverge et Tillenay :

Source : <https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/260030237>

Description générale :

Le Val de Saône, formé d'alluvions superficiels récents, présente dans ce secteur des terrasses alluviales typiques. Occupé dans sa partie inondable par une surface importante de prairies de fauche, mais aussi de ripisylves, de petits territoires cultivés et, dans un périmètre plus large, de petits secteurs boisés, ce site est relativement bien conservé.

Intérêt des milieux et des espèces

Ces prairies abritent l'un des cortèges d'espèces végétales les plus remarquables de Côte-d'Or :

- l'Ail anguleux (*Allium angulosum*), rarissime en Bourgogne et inscrit au livre rouge de la flore menacée de France,
- la Scutellaire hastée (*Scutellaria hastifolia*), très rare en Bourgogne, protégée réglementairement et inscrite au livre rouge de la flore menacée de France,
- l'Orchis incarnat (*Dactylorhiza incarnata*) et l'Orchis vert (*Dactylorhiza viridis*), orchidée protégée réglementairement,
- l'Oenanthe à feuilles de Silaüs (*Oenanthe silaifolia*), protégée réglementairement,
- l'Euphorbe des marais (*Euphorbia palustris*), protégée réglementairement.

Et également : la Stellaire glauque (*Stellaria palustris*), l'Inule des fleuves (*Inula britannica*), le Séneçon des marais (*Jacobaea paludosa*) et le Peucedan à feuilles de Carvi (*Dichoropetalum carvifolia*).

Les zones prairiales présentes dans la zone inondable ainsi qu'au sein des îles formées sur ce secteur constituent des zones de nidification pour une espèce rare en Bourgogne, le Courlis cendré (*Numenius arquata*).

Les prairies bocagères, les haies, les bosquets et les linéaires boisés en bord de Saône constituent d'excellents territoires de chasse pour deux colonies de mise bas d'une chauve-souris, le Grand Murin (*Myotis myotis*). Cette espèce d'intérêt européen se reproduit en effectifs importants dans les bâtiments sur les communes de Lamarche-sur-Saône et Auxonne. La Saône est aussi un élément d'intérêt de la zone, notamment par ses herbiers aquatiques et sa flore inféodée comme l'Hottonie des marais (*Hottonia palustris*), plante aquatique protégée réglementairement. Les berges de la Saône abritent par ailleurs une espèce rupicole assez rare en Bourgogne, l'Hirondelle de rivage (*Riparia Hottonie*). Les lisières de certaines peupleraies accueillent la dernière station régionale connue d'Adénocarpe plié (*Adenocarpus complicatus* - une autre existait aussi récemment mais semble avoir disparu). Dans les cultures, sur les terrains sableux, se rencontre la Gagée des champs (*Gagea villosa*), plante inscrite au livre rouge de la flore menacée de France. Enfin, sur ce territoire alluvial où la Saône peut inonder périodiquement les prairies attenantes, le Brochet (*Esox lucius*) dispose de zones de frai bien préservées. Ce patrimoine naturel riche dépend d'une gestion extensive des abords de la Saône et de la conservation des prairies de fauche ainsi que des linéaires boisés, haies et bosquets.

ZNIEFF de type 2 260014849 de la vallée de la Saône de Pontailier à Auxonne :

Cette ZNIEFF présente un intérêt européen. D'une surface de 3720 ha, cette zone se compose de prairies inondables, de forêts et de cours d'eau.

Les prairies inondables sont en régression dans toutes les vallées, par la mise en culture ou plantation de peuplier. Elles sont inscrites dans la Directive Habitat⁷, parmi les milieux naturels à protéger. On y trouve plusieurs plantes rares et protégées de la flore bourguignonne comme l'Orchis Grenouille (non observée à Poncey), l'Euphorbe des marais ou la Gratiola officinale.

Un certain nombre d'oiseaux est inféodé à des surfaces importantes de prairies humides. C'est le cas ici du Râle des genêts, du Courlis cendré et des Busards St Martin et cendré. Toutes ces espèces sont en danger, particulièrement le Râle des genêts dont les populations françaises ont chuté de 40 % en 8 ans. Sa survie dépendra du maintien de surfaces importantes de prairies humides.

Le bois de Pontailier est une frênaie-ormie alluviale inondable à petites mares. Ces types forestiers ont fortement régressé face aux cultures et aux prairies. Il abrite une faune variée avec de nombreuses espèces inscrites dans la Directive Habitats comme le Pic cendré, le Pic mar, ou bien le Sonneur à ventre jaune (petit crapaud menacé en France).

Site Nature 2000 directive habitat Identifiant : FR4301342 : Val de Saône de Vonges à Auxonne :

En adoptant la directive Habitats, Faune, Flore, la France s'est engagée à mettre en place un réseau cohérent de sites, dénommé réseau Natura 2000, et à préserver le patrimoine naturel d'intérêt communautaire recensé dans ces espaces.

La Directive n°92/43 du conseil des Communautés Européennes du 21 mai 1992 concerne les habitats naturels d'intérêt communautaire, les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire, les éléments de paysage qui par leur structure ou leur rôle de relais sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Les objectifs en sont la protection de la biodiversité dans l'union européenne, le maintien, le rétablissement ou la conservation des habitats naturels.

Description générale

Source : <https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/FR4301342>

Le site Natura 2000 directive habitat Val de Saône de Vonges à Auxonne est situé à l'extrémité Nord du territoire communal ; en tout, il recouvre une surface de 21 691 ha.

« La vallée alluviale de la Saône (lit majeur et lit mineur) constitue ce site dominé par les prairies (fauche et pâture).

Parmi les groupements herbacés constituant le lit majeur de la vallée, on distingue :

- L'arrhénathéraie à colchique
- Les prairies inondables à brome et à séneçon et pâture
- Les prairies longuement inondables à Oenanthe fistuleuse et le groupement pâturé inondable à Vulpin genouillé
- Des mégaphorbiaies, cariçaies et roselières sont associées aux ensembles prairiaux

Dans le lit majeur de la Saône, se développent également plusieurs types de forêts :

- La chênaie-frênaie-ormie
- Des aulnaies marécageuses
- Les saulaies et aulnaies-frênaies de rives, Vauchoux
- L'érablaie-tiliaie à Scolopendre

Intérêt des milieux et des espèces

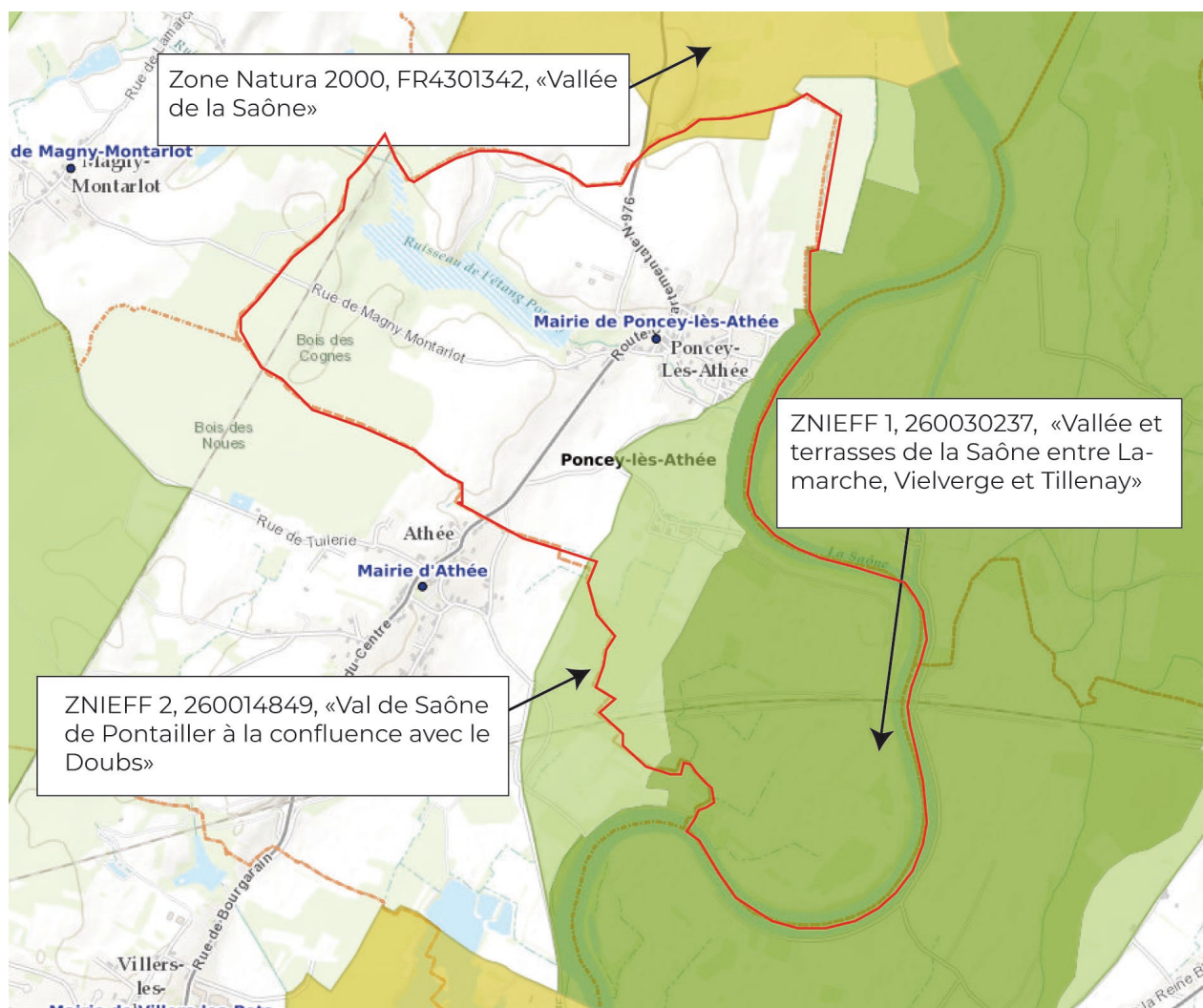
A Poncey-les-Athée, le site concerne des populations de chauves-souris principalement en mise bas et prend en compte leurs gîtes et territoires de chasse. Il est composé de 26 « entités » réparties sur 140 communes et ce, sur toute la Bourgogne.

Au sein des entités, il a été noté la présence de 17 espèces de chauves-souris (neuf en mise bas et dix en hibernation). Parmi les huit espèces d'intérêt européen, six en mise bas sont concernées par des gîtes et les territoires de chasse associés : le Petit rhinolophe, le Grand rhinolophe, le Rhinolophe euryale, le Vespertilion à oreilles échancrées, le Grand murin et la Barbastelle d'Europe.

Les périmètres définis pour les chauves-souris intègrent également de petites populations localisées de Sonneurs à ventre jaune, Tritons crêtés et d'Ecrevisses à patte blanches. Les entités présentent des habitats diversifiés (forêts, bocages, étangs, vallées...), dont certains d'intérêt européen, ainsi que d'autres espèces animales et végétales.

Le site comprend les gîtes de mise bas, le plus souvent situés en bâtiments ou infrastructures artificielles et les terrains de chasse associés pour les jeunes de 1 an, soit un rayon de 1 km autour des gîtes. Ces terrains de chasse sont sélectionnés en fonction de leur qualité en excluant les zones les plus artificialisées. Ils abritent également des habitats et d'autres espèces d'intérêt communautaire, liés notamment aux milieux humides et cours d'eau de grande qualité. Il regroupe dans le cas de l'Auxois, au sein d'une entité paysagère cohérente, plusieurs colonies majeures.

Localisation de l'ensemble des sites naturels référencés sur la commune de Poncey-lès-Athée



Réalisation Perspectives

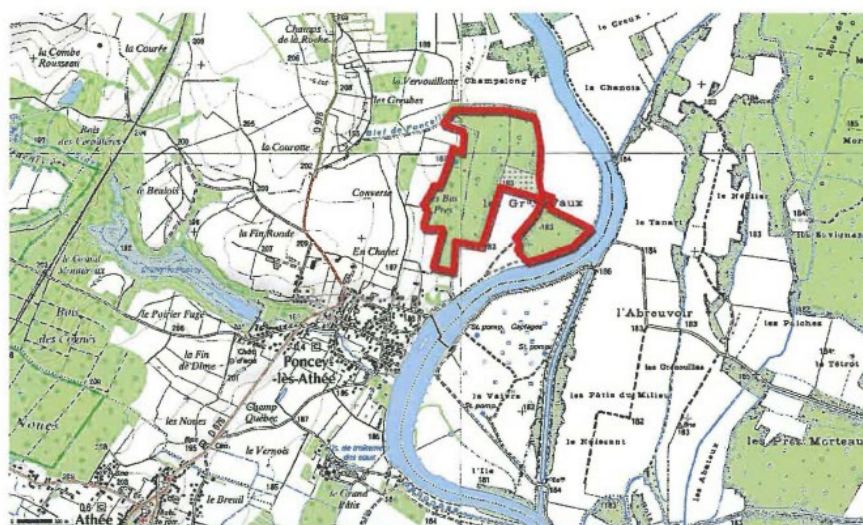
Espace Naturel Sensible (ENS)

L'article L.113-8 du Code de l'Urbanisme a donné au Département la compétence pour mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles boisés ou non.

Aussi, le Conseil Départemental de la Côte-d'Or a élaboré un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) pour la période 2018-2025. Les informations sont disponibles sur le site du Conseil Départemental de la Côte-d'Or :

<https://www.cotedor.fr/votre-service/environnement/preservation-de-la-biodiversite/les-espaces-naturels-sensibles-ens-en>

Périmètre de l'ENS des prairies et forêts inondables du Val de Saône sur les communes de Poncey-lès-Athée et de Lamarche-sur-Saône



Afin de mener une politique de protection de la biodiversité concrète et efficiente, le législateur permet aux départements de pouvoir exercer un droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles. Le principe et les modalités de définition des zones de préemption ont été actés lors de la session du Conseil Général de la Côte-d'Or du 19 octobre 2012. Seul le Conseil Départemental peut créer des zones de préemption, de sa propre initiative ou à la demande d'une Commune ou d'un autre partenaire, dans le respect du Code de l'Urbanisme. Le Conseil Départemental peut également substituer ou déléguer ce droit de préemption aux acteurs concernés, dont font partie les Communes.

Le territoire communal de Poncey-lès-Athée est concerné par un ENS labellisé en 2017. Le site intitulé « Prairie et forêts inondables du Val de Saône sur les Communes de Lamarche-sur-Saône et de Poncey-lès-Athée » est situé à cheval sur les Communes de Poncey-lès-Athée et de Lamarche-sur-Saône, dans un contexte relativement préservé, caractérisé par la présence de forêts alluviales, de prairies humides et de mégaphorbiaies de prairies.

Les parcelles concernées jouxtent directement le périmètre du site Natura 2000 « FR2601012 - Gîtes et habitats à chauve-souris en Bourgogne » et sont incluses dans la ZNIEFF de type II n° 260030237, « Vallée et Terrasses de la Saône entre Lamarche, Vierge et Tillenay ». Les habitats naturels y sont exceptionnels, notamment au sein des prairies qui abritent l'un des cortèges d'espèces végétales les plus remarquables de Côte-d'Or.

L'Etablissement Public Territorial du Bassin (EPTB) Saône et Doubs s'est porté acquéreur du site en 2017. Un plan de gestion a été établi. Ce sont ainsi près de 40 hectares de nature qui seront restaurés afin de préserver les zones humides qui contribuent à la protection de la ressource en eau et de la biodiversité.

Sites naturels référencés sur les communes voisines

La proximité de la Saône induit la présence d'un patrimoine naturel important sur les communes voisines de Lamarche-sur-Saône, Magny-Montarlot et Athée qui sont concernées par l'identification de 2 ZNIEFF :

- ZNIEFF de type 2 n° 260014849 « Val de Saône de Pontallier à la confluence avec le Doubs »
- ZNIEFF de type 1 n° 26003041 « Etang neuf à Lamarche-sur-Saône »

La commune est concernée directement sur son territoire par la présence de la Natura 2000 directive habitats FR4301342 « Vallée de la Saône », la révision de la Carte Communale est soumise à Evaluation Environnementale.

1.2.4.B/ Les zones humides

Les services rendus par les zones humides



Source : Office National de la Biodiversité

La richesse du réseau hydrographique, induit des sols et des sous-sols gorgés d'eau et donc la présence de zones humides. En effet, d'après l'article L.211-1 du code de l'environnement, « on entend par zone humide, les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ». Les zones humides sont des lieux où s'exercent diverses activités humaines : élevage, pêche, pisciculture, chasse, loisirs... Cependant, ces milieux fragiles sont menacés, notamment sous la pression du drainage, de l'urbanisation, de l'aménagement de voies de communication terrestres ou fluviales.

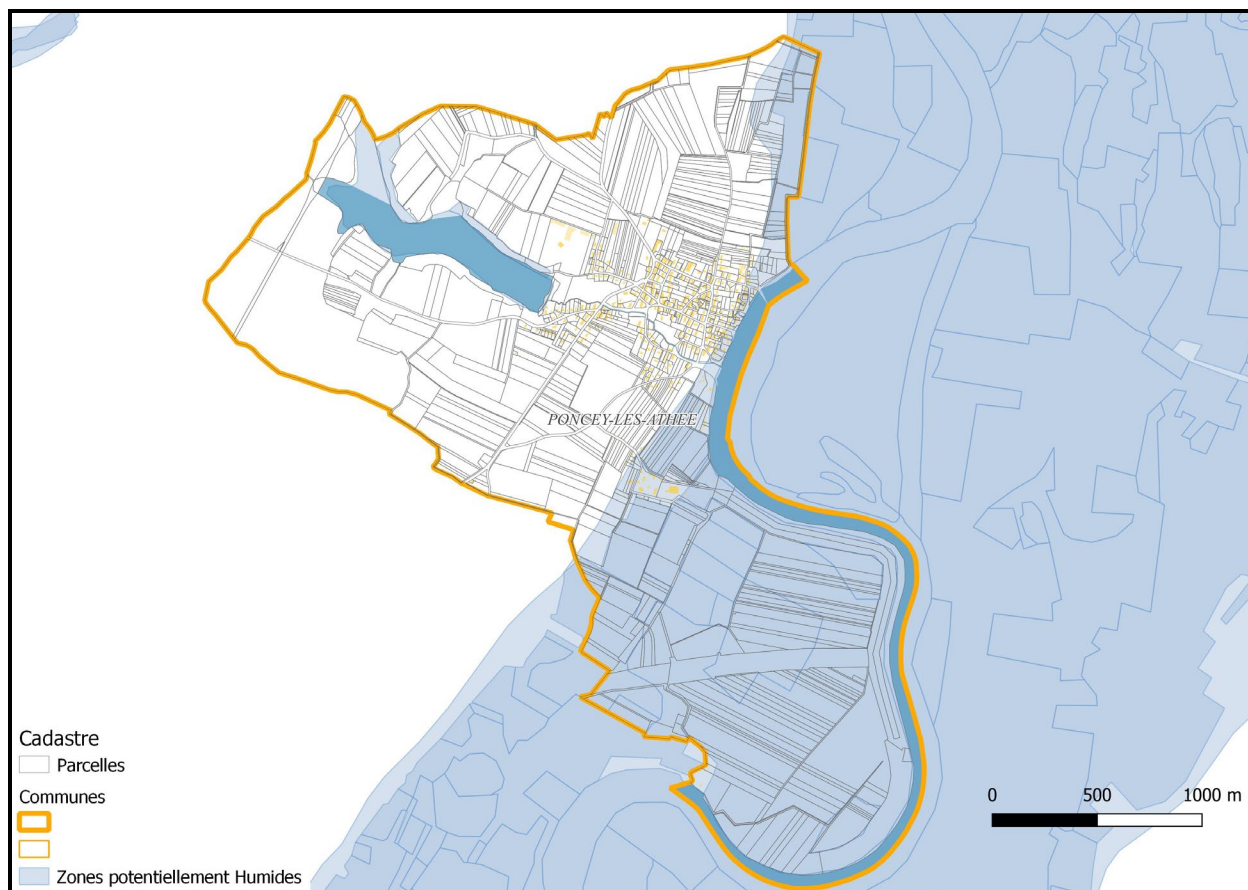
Longtemps décriées, accusées d'être nuisibles à l'agriculture, voire à la santé des hommes et des animaux, les zones humides sont, aujourd'hui, reconnues pour leur valeur, en particulier suite à leur raréfaction. Outre leur intérêt pour la biodiversité, que ce soit pour la faune ou pour la flore, elles sont également indispensables à une bonne gestion de l'eau. Elles retiennent l'eau en période de crue, la restitue à l'étiage et participe à son épuration, contribuant ainsi à la qualité des rivières.

Afin de les préserver, l'ancienne DREAL Bourgogne a réalisé un inventaire des zones humides de Bourgogne en 1999 par la cellule d'application en écologie de l'Université de Bourgogne pour le compte de la DIREN et sur la base des caractéristiques géologiques de la région. Cet inventaire a été repris à l'échelle de la grande Région Bourgogne – Franche-Comté.

L'inventaire a été réalisé en appliquant les critères de l'article 2 de la loi sur l'eau de 1992, ce qui a nécessité une caractérisation écologique de la région Bourgogne, une précision des critères techniques (sol et marques d'hydromorphie, flore hygrophile, période de retour de crue) et de nombreuses prospections de terrain.

La démarche d'identification a été basée en partie sur la géologie et les propriétés lithologiques vis-à-vis de l'eau et plus globalement les caractéristiques abiotiques. Il en a résulté dans un premier temps l'élaboration de macro-modèles permettant de localiser avec une probabilité importante la localisation de zones humides (géologie et lithologie, géomorphologie et topographie). Dans un second temps, les prospections de terrains, basées sur le sol (sondages pédologiques), la végétation (inventaires phytocécologiques) et l'analyse du fonctionnement des espaces inondables ont permis de délimiter l'enveloppe des zones humides ainsi qu'une cartographie de l'occupation du sol et d'affiner le déterminisme et le fonctionnement écologique des zones humides (micro modélisation).

Cartes des zones à dominante humide :



Réalisation Perspectives sur fond de plan PCI)

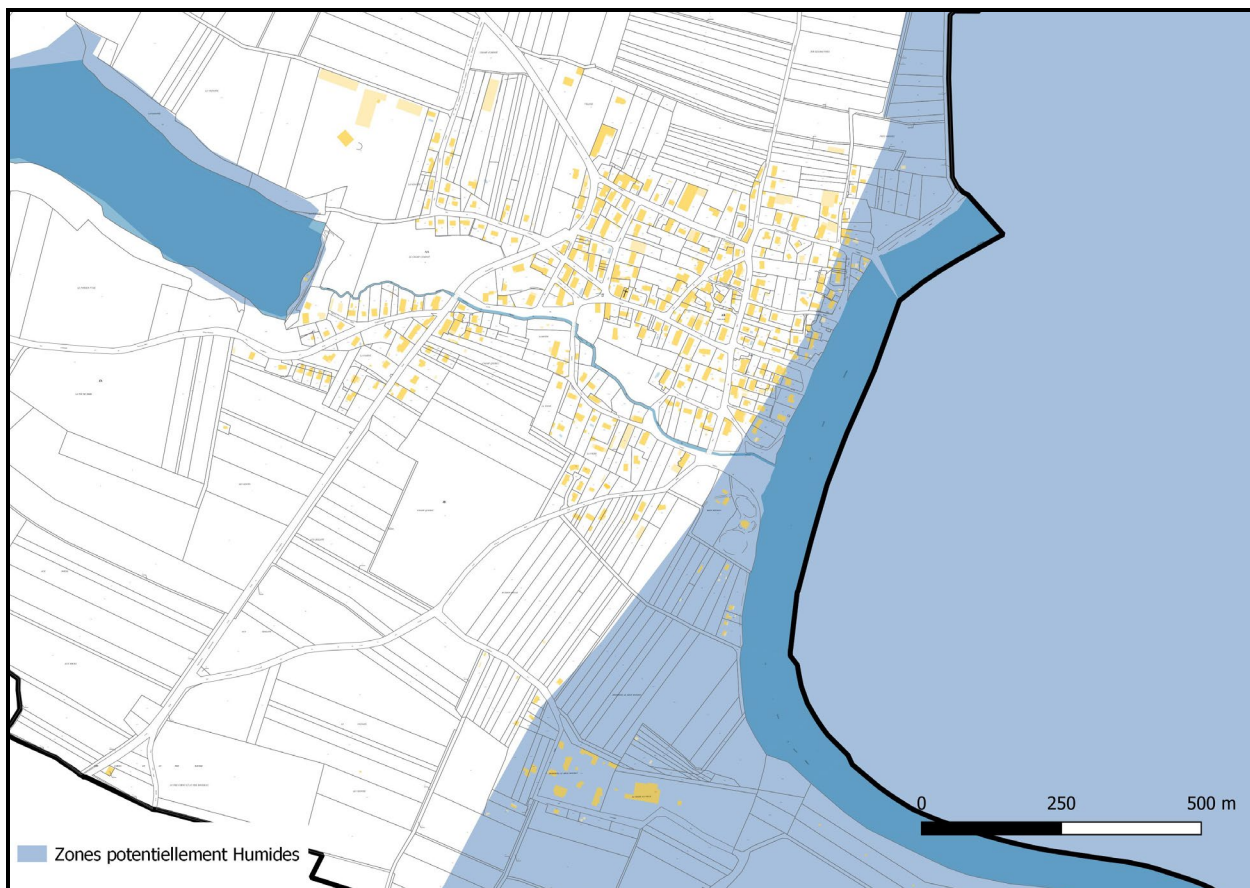
L'inventaire non exhaustif des zones humides établi par la DREAL **BFC fait état de** plusieurs zones humides situées principalement en bordure de Saône, mais aussi à l'Ouest de la partie urbanisée (le long du ruisseau de l'étang) et dans toute la partie au Sud de la Rue du Buisson Brûlé. Ainsi, la moitié de la commune est concernée par des parcelles potentiellement humides.

La disposition 6B-04 du SDAGE RMC et, le SAGE de la Tille par son article n°5 pour la partie concernée citée supra, visent la préservation de ces zones.

Dans le cadre de travaux, projets ou aménagements dans l'emprise de ces zones déjà identifiées, la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC) devra être mise en place. Les impacts de projets dans ces zones feront l'objet de mesures de compensation. Celles-ci devront être recherchées et mises en place par le porteur en cas d'impacts résiduels de son projet sur ces zones.

Leur préservation passe par leur classement en zone non constructible.

Un projet entraînant l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation ou un remblai dans cette zone peut être soumis à une procédure « Loi sur l'eau ».

Cartes des zones à dominante humide à proximité de la trame urbaine :

Réalisation Perspectives sur fond de plan PCI)

L'enveloppe urbaine de Poncey-lès-Athée est globalement située en dehors de ces zones potentiellement humides. Dans le village, seules les habitations construites à moins de 130 mètres de la Saône sont concernées.

Les prairies au Sud de la commune abrite quelques bâtis légers en lien avec des jardins potagers et/ou vergers.

L'usine de production d'eau potable, et les quelques habitations l'entourant sont situées au cœur des zones potentiellement humides.

1.2.5 TRAMES VERTE ET BLEUE

1.2.5.A/ Définition des trames verte et bleue

Le cadre législatif

Les trames verte et bleue (TVB) ne doivent pas être confondues avec le réseau des sites Natura 2000. En effet, ces trames sont un ensemble de continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques et de cours d'eaux et canaux.

Elles se doivent de répondre à différents engagements internationaux, européens et nationaux :

Niveau International :

1979 : Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (à l'origine des directives Oiseaux et Habitat)

1992 : Convention sur la diversité biologique adoptée lors du Sommet de Rio

Niveau Européen :

1979 : Directive n° 79-409 sur la conservation des oiseaux sauvages dite Directive Oiseaux

1992 : Directive 92/43/CEE sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages dite Directive Habitat

1995 : Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère approuvée à Sofia par les ministres européens de l'environnement

Niveau National :

2002 : Décret d'approbation du schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux (SSCENR)

2004 : Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB)

2005 : Plans d'action déclinant la Stratégie Nationale pour la Biodiversité

2009 : Loi Grenelle Environnement (Grenelle I), définissant la trame verte et bleue

2010 : Projet de loi Grenelle Environnement II, établissant la création des schémas régionaux de cohérence écologique

2010 : Loi Grenelle II du 12 juillet 2010 (portant engagement national pour l'environnement)

2012 : Décret n° 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue

2014 : Décret n° 2014-45 du 20 janvier 2014 concernant les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

2016 : Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Les objectifs

Au niveau national, leurs définitions et objectifs sont déterminés par l'article L.371-1 du code de l'environnement créé par la loi du 12 Juillet 2010 et modifiée par la loi du 8 Août 2016 :

« La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ainsi que la gestion de la lumière artificielle la nuit ».

Cet objectif est repris en 6 axes :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

Les définitions

Les continuités écologiques : Association de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques et de cours d'eaux et canaux.

Réservoirs de biodiversité : Zones vitales, riches en biodiversité, où les individus peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie.

Corridors : Voies de déplacement empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité.

Zone tampon : Espaces périphériques qui protègent les zones nodales et les corridors des influences extérieures potentiellement dommageables.

La notion de continuité des corridors : Pour un oiseau d'eau migrateur, la continuité peut s'entendre par le maintien ou la reconstitution de zones humides de loin en loin le long du littoral du Nord au Sud. Pour un insecte pollinisateur, la continuité peut correspondre à un ensemble d'espaces sans pesticide ni insecticide. Pour un petit mammifère, une simple succession de haies suffira. Pour la grande faune, un couvert forestier ou de près de façon continue sur de grandes distances, est nécessaire (on peut là parler de **corridors**). Pour une plante, il va s'agir de maintenir des milieux favorables. Des batraciens auront, quant à eux, besoin d'un réseau de mares, etc...

Les points noirs : Ils correspondent aux lieux où un corridor écologique est coupé créant ainsi un obstacle difficilement franchissable, voire infranchissable pour les espèces vivantes.

Cet obstacle peut être linéaire (autoroute, canal, etc,...) ou surfacique (zone urbaine entre deux massifs boisés).

1.2.5.B/ Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique – SRCE – de Bourgogne

La constitution des trames verte et bleue nationales se fait à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale.

A ce titre, le SRCE de Bourgogne a été adopté par le Conseil Régional de Bourgogne le 16 Mars 2015 et peut être consulté sur le site de la DREAL Bourgogne Franche Comté à l'adresse suivante : <http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr>

Les services de la DREAL Bourgogne Franche Comté indiquent que l'échelle de visualisation est bloquée au 1/100 000 qui est le niveau de précision d'un SRCE : un zoom à une échelle plus fine n'a ni sens, ni valeur ; les limites ou les trajets précis d'un corridor étant à affiner par une approche à l'échelle territoriale.

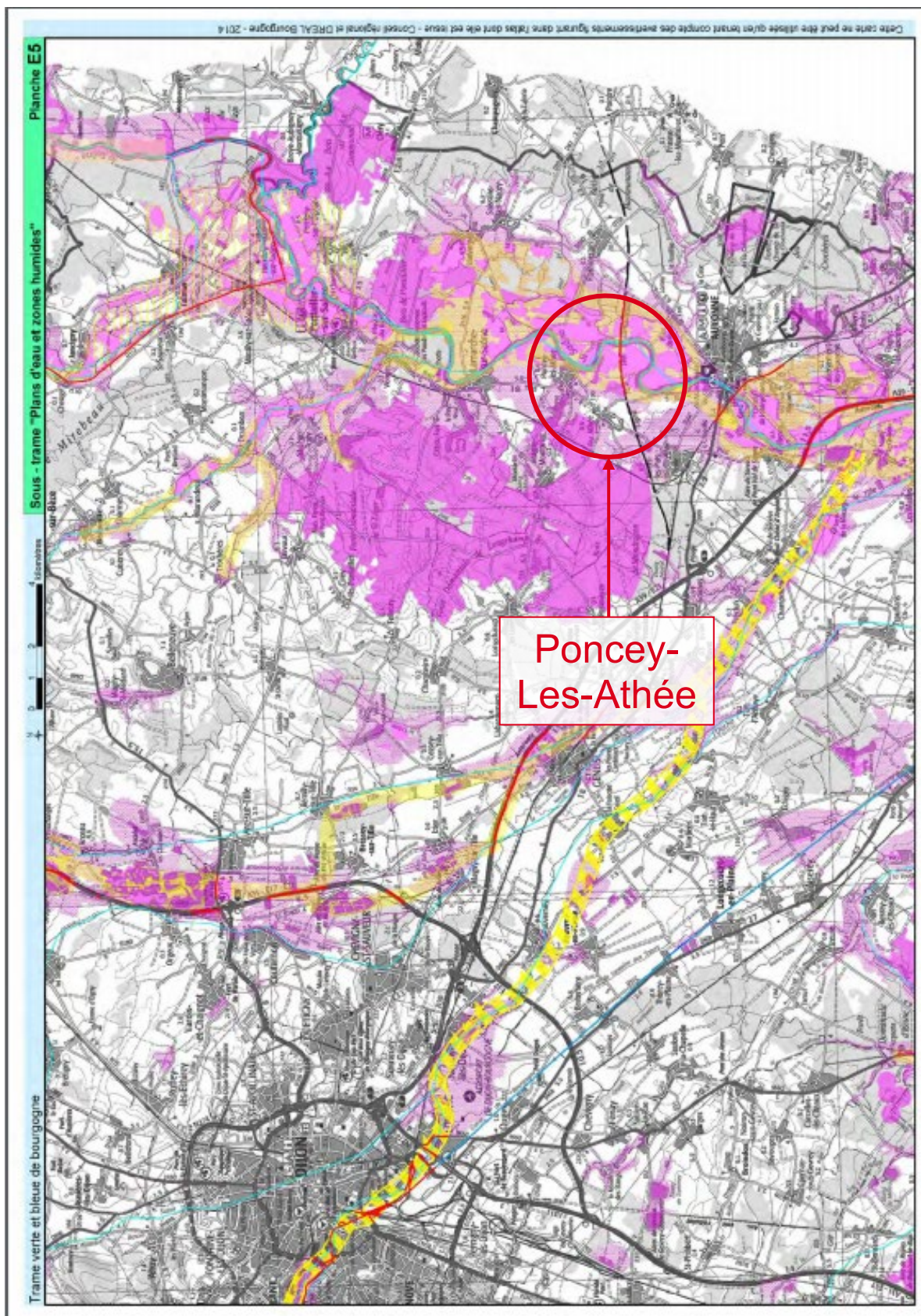
La cartographie présentée ci-après respecte donc cette échelle de visualisation en présentant l'intégralité de la planche du SRCE sur laquelle se situe la commune de Poncey-les-Athée.

Le SRCE de Bourgogne identifie des éléments **de la sous-trame « Plans d'eau et zones humides » de la trame Bleue et de la sous-trame « Forêt » de la trame Verte**.

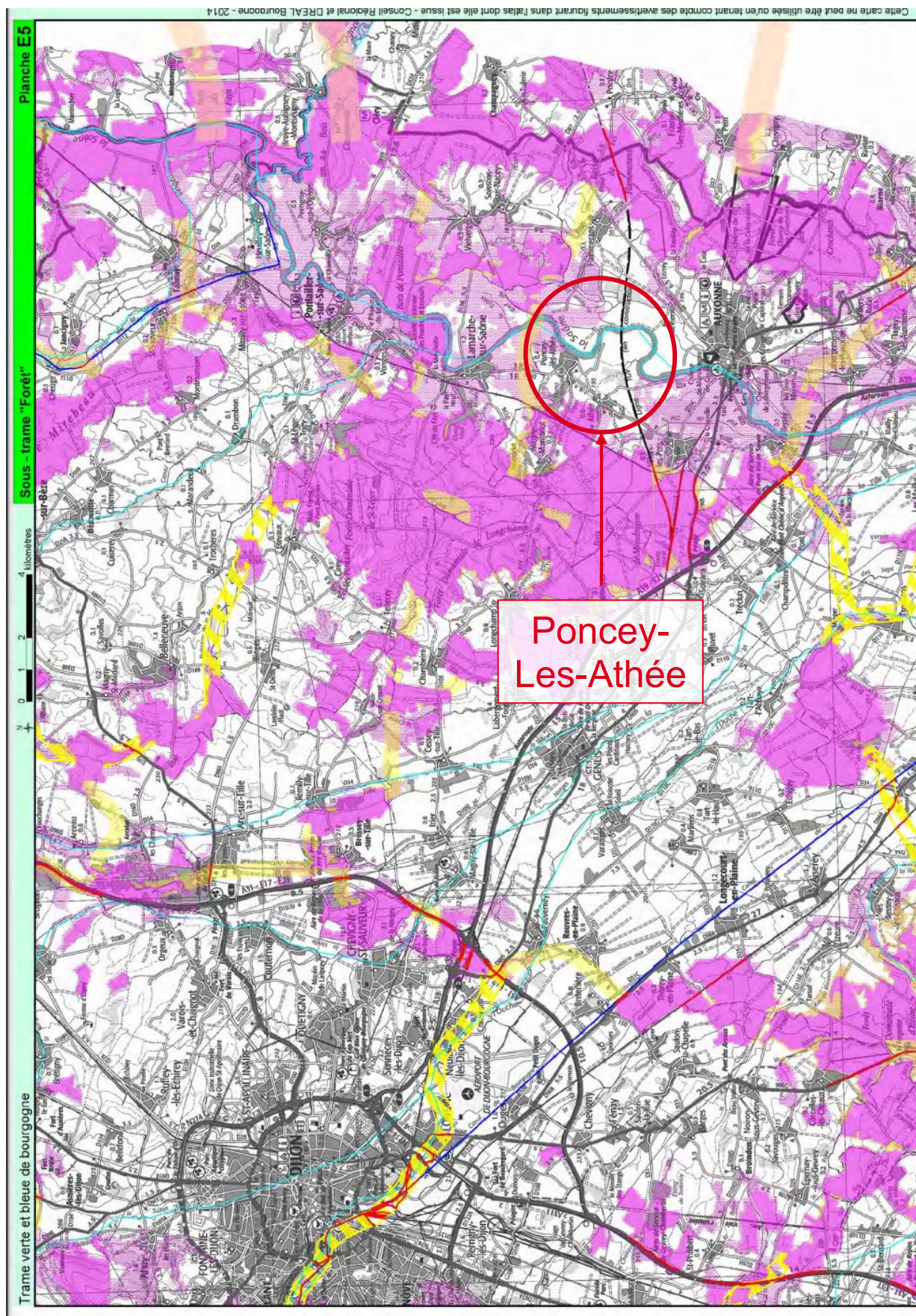
En superposant les données de ces sous-trames, on constate que les réservoirs de biodiversité et les continuums écologiques correspondent aux mêmes espaces.

Il s'agit des massifs boisés référencés en ZNIEFF et des prairies de la plaine alluviale de la Saône. On constate que le village de Poncey-les-Athée se situe sur ce continuum écologique pour la sous-trame « Plans d'eau et zones humides ».

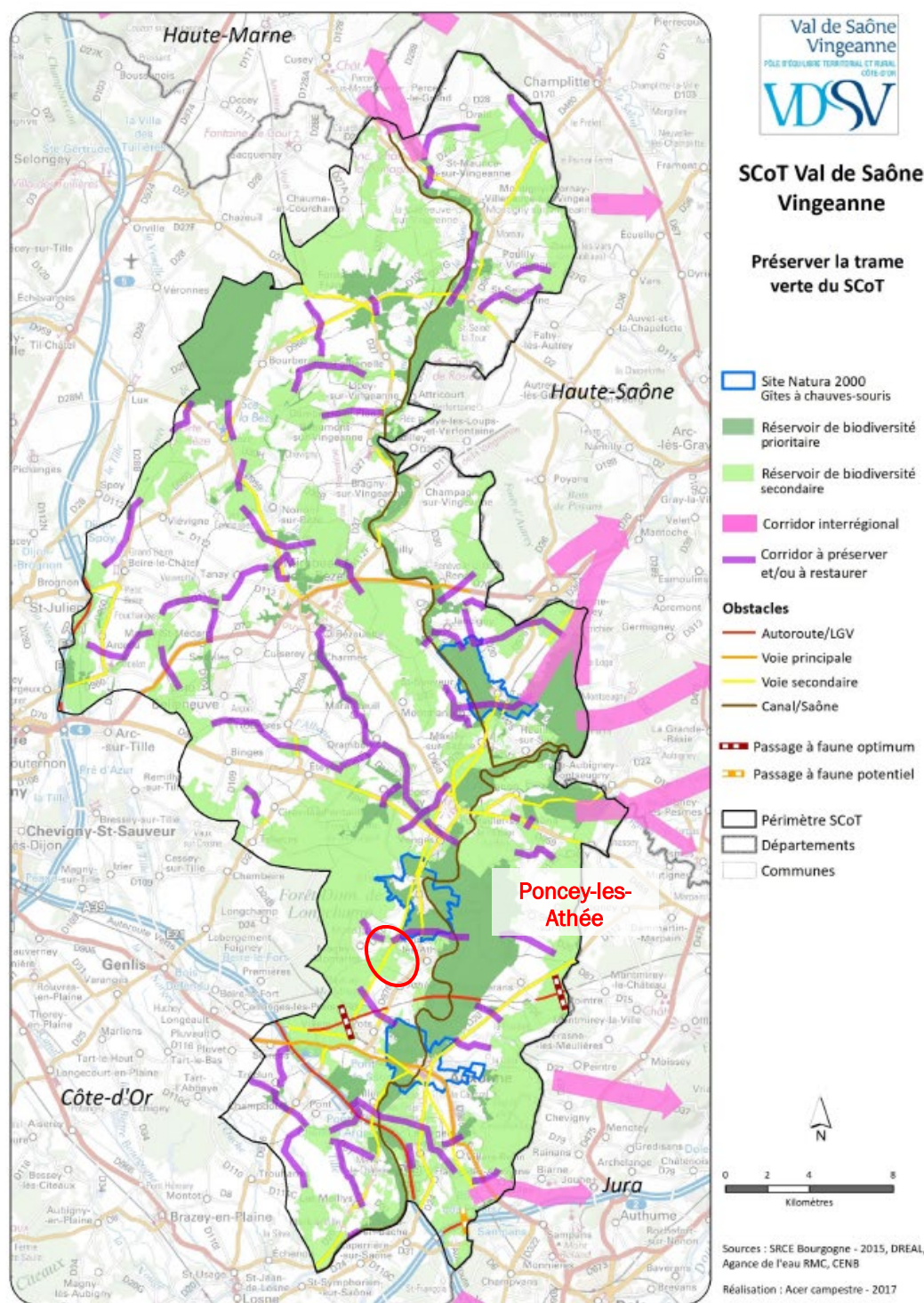
Cartographie de la sous trame « Plan d'eau et zones humides » du SRCE de Bourgogne :



Cartographie de la sous trame « Forêt » du SRCE de Bourgogne :



Carte des Trames verte et bleue à l'échelle du SCOT Val de Saône Vingeanne



Val de Saône Vingeanne
SCoT Val de Saône Vingeanne Rapport de présentation volet 6/6 – Atlas cartographique

2

Source : Rapport de présentation du SCoT Val de Saône Vingeanne

A l'échelle du SCoT Val de Saône Vingeanne, Poncey-lès-Athée présente sur son territoire un réservoir de biodiversité secondaire correspondant à l'emprise de la ZNIEFF. Cet espace est par ailleurs, relié par un corridor écologique de trame verte avec un réservoir de biodiversité prioritaire.

En ce qui concerne la trame bleue, la rivière de la Saône est répertoriée comme un élément principal.

1.2.5.C/ Les trames verte et bleue à l'échelle locale

Les Trames Verte et Bleue à l'échelle locale correspondent aux éléments identifiés au sein du SRCE de Bourgogne. En effet, les continuités boisées et les différents cours d'eau qui composent le territoire sont dans leur totalité identifiés au sein du SRCE.

Il s'agit :

- **des différents boisements référencés au sein des ZNIEFF** de la commune (Bois des Cognes, le Petit Montureux, le Grand Montureux, la Grand Patis, ...),

- **des milieux aquatiques et leurs abords**

Ces milieux liés à l'eau sont très présents même s'ils représentent des superficies modérées (au regard des prairies et pâtures) sur le territoire communal.

On les rencontre en périphérie de l'étang, aux abords ou dans l'emprise de certains fossés agricoles, au voisinage de boisements humides ainsi qu'au niveau de la Saône, sur certaines portions de berges ou de hauts fonds.



Source : Initiative

Ils sont souvent identifiables en raison de la prolifération d'une communauté végétale spécifique (liée à l'abondance d'eau) dominée par une espèce en particulier, telle que la lentille d'eau ou le roseau commun.

Flore :

Parmi les espèces les plus présentes dans ce type de milieux, on peut citer outre le roseau commun (*Phragmites australis*) : le rubanier (*Sparganium emersum*), le plantain d'eau (*Alisma plantago-aquatica*), la sagittaire (*Sagittaria sagittifolia*), le nénuphar jaune (*Nuphar lutea*), la lentille d'eau (*Lemna minor*), l'iris des marais (*Iris pseudacorus*), la baldingère faux roseau (*Phalaris arundinacea*) pour les secteurs les plus humides voire régulièrement recouverts d'eau.

D'autres secteurs humides, mais non submergés verront se développer le jonc épars (*Juncus effusus*), l'eupatoire à feuille de chanvre (*Eupatorium cannabinum*) ou encore la reine des prés (*Filipendula ulmaria*).

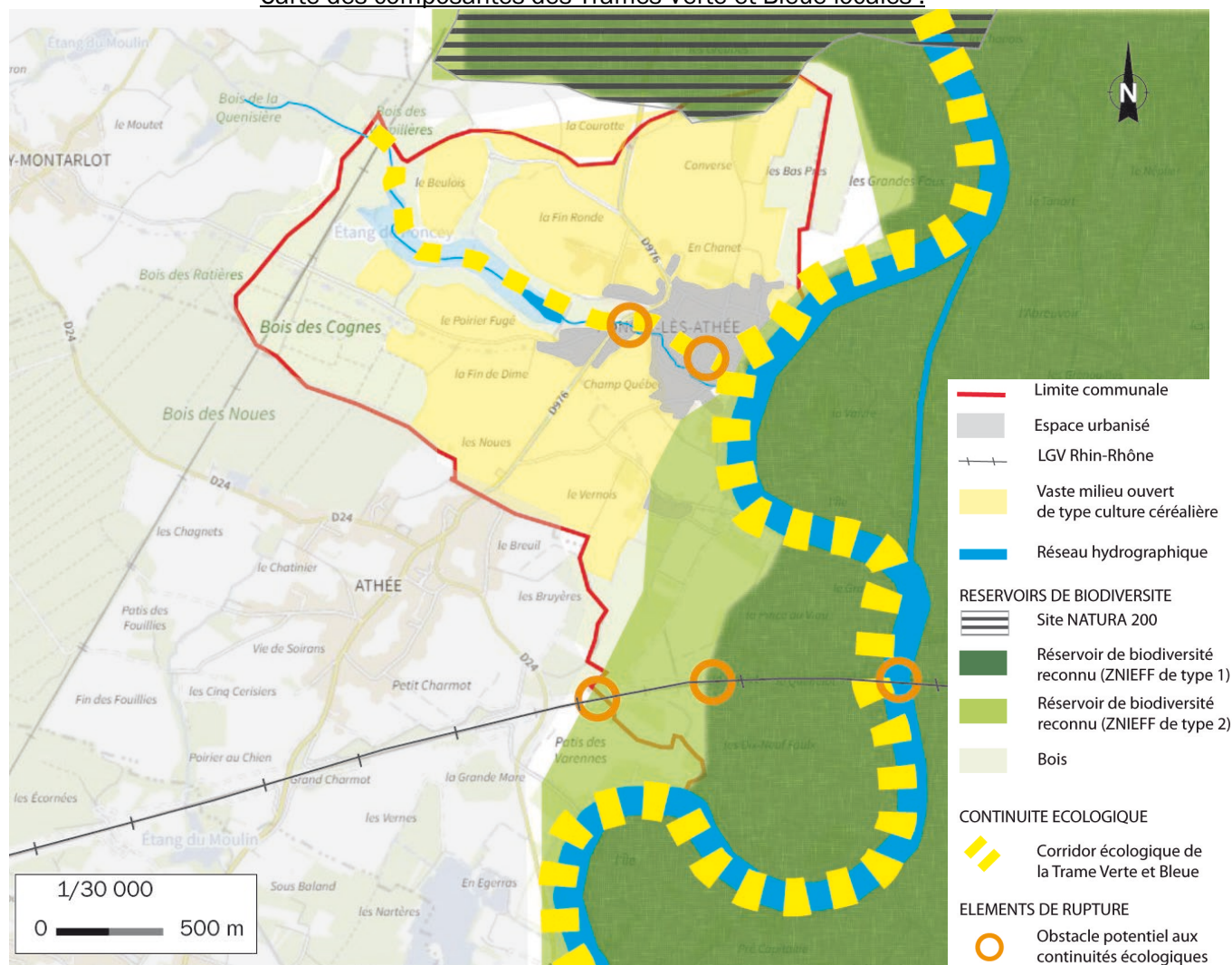
Faune :

La faune piscicole de la Saône se compose entre autres d'Ablette, de commune, de Gardon, Brème ... Les zones humides, l'étang et la Saône (lieux particulièrement propices à l'installation de nombreux oiseaux) accueillent une multitude d'espèces parmi lesquelles le cygne tuberculé (*Cygnus olor*), les aigrettes (*Egretta*), le héron cendré (*Ardea cinerea*), le grèbe huppé (*Podiceps cristatus*), la poule d'eau (*Gallinula chloropus*), le martin pêcheur (*Alcedo atthis*), la rousserolle effarvée (*Acrocephalus scirpaceus*) et la bergeronnette grise (*Motacilla alba*), ...

Par ailleurs, les batraciens (grenouille verte, rainette, salamandre) colonisent les eaux stagnantes et peuvent également être visibles au niveau de quelques fossés.

Synthèse des trames verte et bleue locales

Carte des composantes des Trames Verte et Bleue locales :



Réalisation : Perspectives sur fond IGN

Le corridor écologique principal du territoire est le cours d'eau de la Saône. Sa particularité est d'être important au niveau local est régional. Cette rivière traverse les sites inventoriés et protégés de Poncey-les-Athée, soulignant son importance dans la diversité de la faune et de la flore. Cette trame est complétée par des éléments secondaires (mais tout aussi important) tel que l'étang, son ruisseau et le maillage de haie et de bois jouxtant le territoire communal. A cela s'ajoute les éléments boisés, tel que le Bois des Cognes.



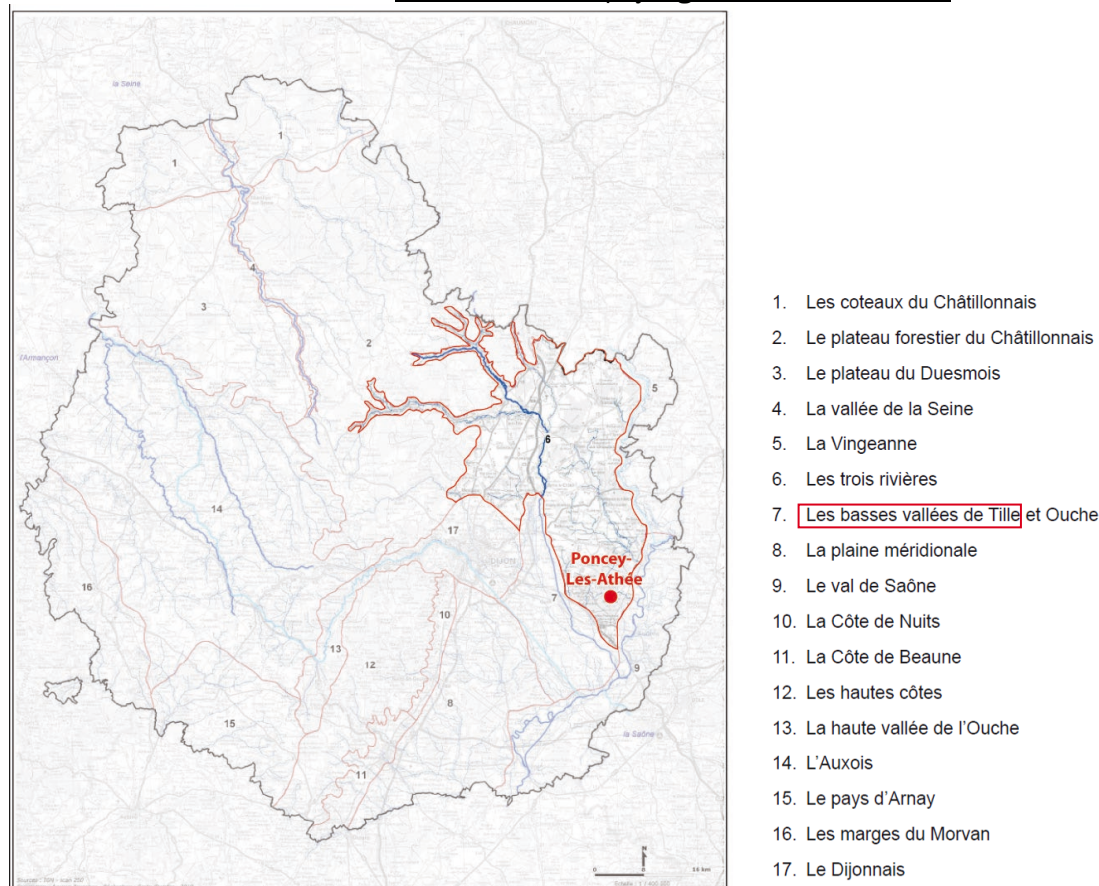
PARTIE 2 :

ORGANISATION SPATIALE ET FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

2.1 LE GRAND PAYSAGE

2.1.1 A L'ECHELLE REGIONALE

Carte des unités paysagères de la Côte d'Or :



Source : Atlas des paysages de la Côte d'Or – Novembre 2010

Selon l'Atlas des Paysages de Bourgogne, la commune de Poncey-lès-Athée se partage entre deux entités paysagères : le Val de Saône (pour une majorité du territoire communal), et la plaine de Mirebeau (qui touche l'extrémité Nord-Ouest de la commune).

Le paysage de la plaine de Mirebeau est un paysage de plaine ondulée où alternent les espaces de grandes cultures, les bois et les clairières. Cette entité paysagère englobe les terrains de la partie Ouest du territoire communal : Bois des Cognes, moitié Ouest de l'Etang de Poncey et clairière au lieu-dit le Beulois.

Le Val de Saône présente un paysage de vallée alluviale caractérisée par un fond plat occupé par des prairies inondables, des cultures et des boisements. Le paysage est rural et tranquille, la Saône peu visible dessine de larges méandres, signalés par des rideaux de peupliers. Dans le fond de vallée, une mosaïque de prairies, de cultures et de peupleraies donne un paysage changeant. Les villages de cette entité paysagère, groupés, adossés à d'épaisses forêts ou des plateaux cultivés, sont installés sur les terrasses qui bordent la zone inondable.

Les éléments structurants et les lignes de forces

Le paysage de Poncey s'articule autour d'éléments structurants et de lignes de force, qui sont présentés ci-dessous :

- Le passage de la Saône tout le long de la limite communale à l'Est.
- Les éléments boisés : ils cadrent les vues au sein de ripisylves (massifs rivulaires). Ils accompagnent également le relief et les pentes en tant que boisements sommitaux. Pour finir les peupleraies complètent cette empreinte forte dans le paysage communal en tant « qu'architecture plantées ».
- La trame urbaine : Le village ancien est regroupé entre la RD 976 et la Saône. Autour de la station de traitement d'eau potable sont implantées quelques habitations liées à l'activité. Quelques habitations légères (de type cabanon et abris de jardin) sont éparpillées dans certains secteurs de la plaine alluviale.
- L'axe de circulation principal : le territoire communal est traversé en son centre par la RD 976.

2.1.2 A L'ECHELLE LOCALE

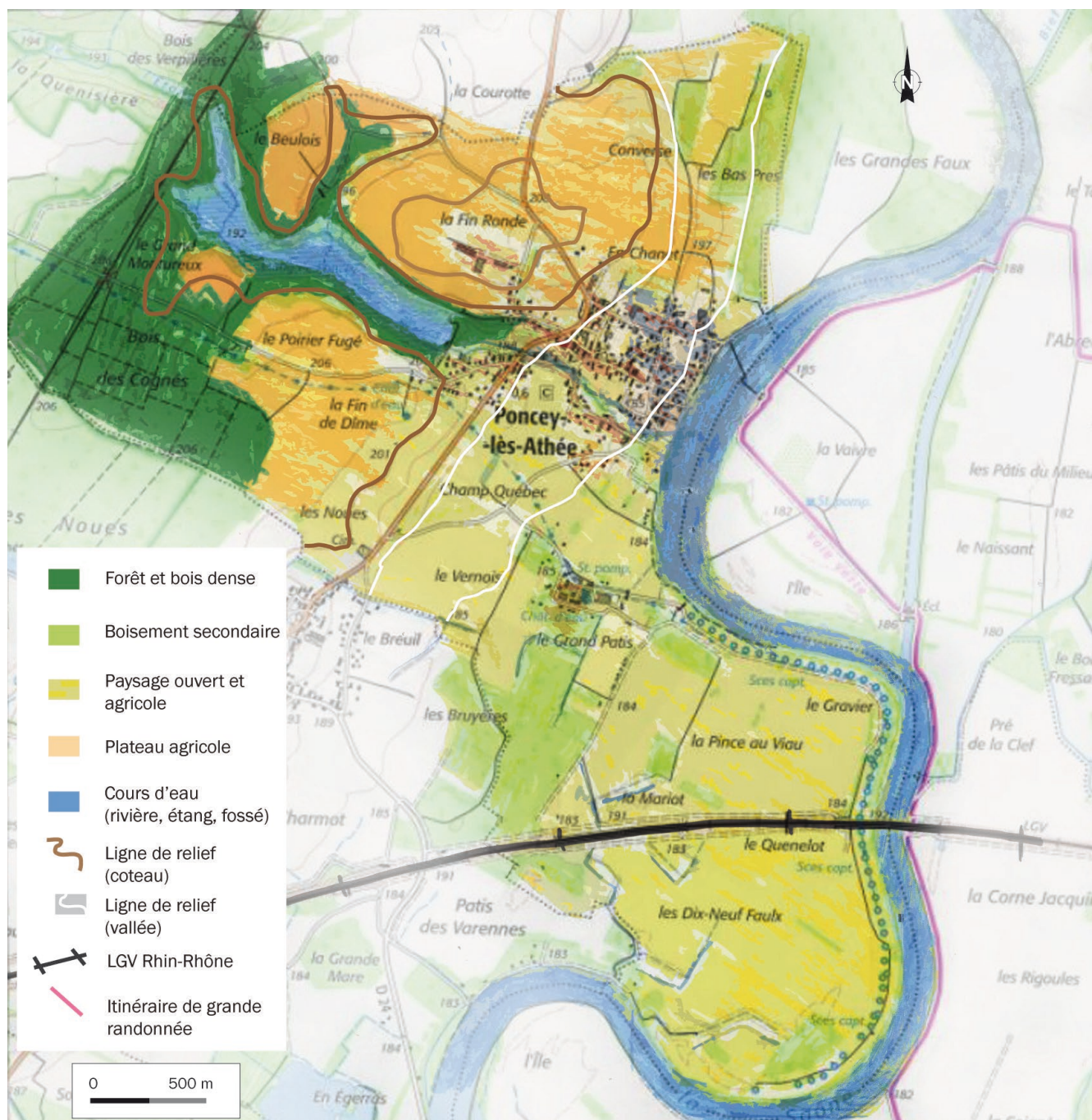
Le paysage communal est de type rural fortement marqué. Il se présente sous forme d'un village groupé en bordure de terrasse alluviale, au contact de la Saône, et entouré de cultures.

Le territoire peut se découper en quatre unités paysagères :

- les boisements,
- le domaine des cultures,
- l'enveloppe urbaine,
- la plaine de la Saône.

Une unité paysagère correspond à un espace délimité présentant une cohérence, une ambiance, une couleur propre et définie.

Carte synthétique du paysage local



Réalisation Perspectives sur fond IGN

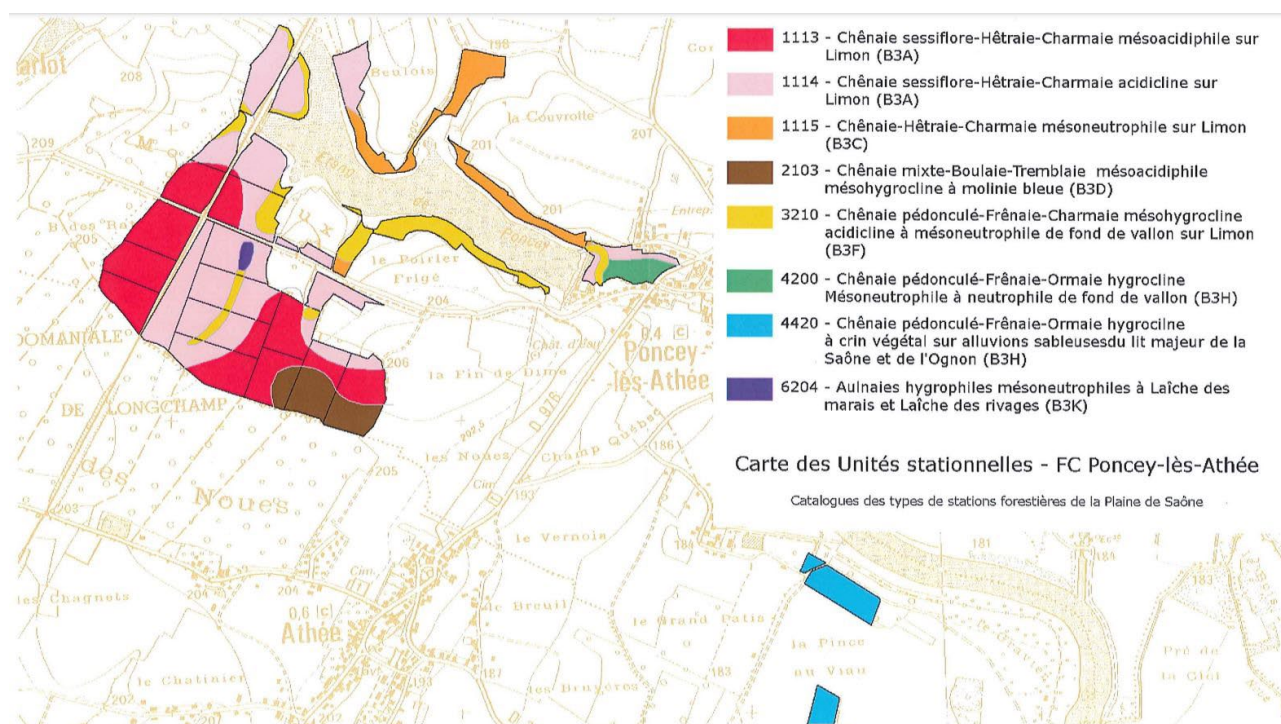
⇒ Unité paysagère 1 : les boisements



Boisement au sein de la plaine alluviale au Sud de la ligne LGV - Source : Perspectives

Boisements

La forêt communale représente une superficie de 66 à 80 ha. Le diagnostic a abouti à un plan de gestion de 2016 jusqu'à ce jour.



Source : agents de l'ONF (Mr VAUTIER et Mr BINETRUY)

La couverture boisée est majoritairement composée de chêne et de frêne répartie en majorité sur le Nord-Ouest du territoire, à proximité de l'étang de Poncey. Ces boisements possèdent une bonne diversité floristique. Les massifs forestiers présentent un grand intérêt pour la faune (lieu d'habitat et de nourrissage). Ils interviennent dans la lecture des paysages en tant que repères visuels soulignant l'horizon et créant une alternance entre les vues ouvertes et fermées.

Les boisements d'exploitations tels que les peupleraies marquent le paysage par la régularité des arbres et leur uniformité. Ils sont particulièrement visibles depuis la RD 976 (en venant d'Athée) au Sud de l'usine de production d'eau potable. La diversité en faune et flore est beaucoup plus pauvre qu'au sein des chênaies et frênaies. L'objectif est la production de bois d'œuvre.

Les boisements se partagent entre bois privés (Les Bas Prés, Prés des Loches, Pré de la Chapelle, ...) et bois communaux (Bois des Cognes, le Petit Montureux, le Grand Montureux, la Grand Patis, ...).



Régularité et densité uniforme d'une peupleraie
Source : Perspectives



Foisonnement des formes et âges des essences d'une chênaie

Flore :

La chênaie mixte (hêtraie) charmaie acidocline :

L'étage dominant se compose essentiellement de chêne sessile. On note également la présence de chêne pédonculé et de robinier. Le hêtre est présent de façon erratique. Le charme compose le sous-étage. Dans les secteurs les plus humides, il laisse place à l'aulne, au tremble et au noisetier. Le chèvrefeuille des bois complète par endroits la strate arbustive.

La végétation herbacée est souvent abondante et se compose notamment de crin végétal, de millet diffus, de menthe des champs, de molinie bleue, d'agrostide blanche et d'oseille des bois.

La frênaie-ormnaie-aulnaie :

L'étage dominant est composé de frêne, de peupliers, d'aulne glutineux, de robinier et de saule. Ce groupement se trouve implanté sur des sols argileux.

De très nombreuses peupleraies peuvent être recensées sur le territoire communal, soit en bordure ou en aval de l'étang, soit dans la plaine de la Saône. L'unique espèce arborée dans ces plantations est le peuplier. Il affectionne les terrains hydromorphes.

La strate herbacée est de type mégaphorbiaie (végétation de grandes herbes), et souvent liée à une humidité importante des sols. Les secteurs les plus humides sont colonisés par la baldingère faux roseau ou le roseau. Différentes espèces de laîche et de joncs sont également présents.

Au niveau de l'ensemble de la forêt communale, les essences se répartissent en surface de la façon suivante :

Chêne sessile	65 %
Charme	15 %
Peuplier	13 %
Hêtre	3 %
Merisier	2 %
Divers	2 %

Faune :

De nombreuses espèces sont inféodées aux forêts, même si elles transitent vers les milieux ouverts pour se nourrir. C'est le cas de mammifères tels que :

- le sanglier (*Sus scrofa*), le chevreuil (*Capreolus capreolés*), le renard (*Vulpes capreolés*), le lièvre brun (*Lepus capensis*), le blaireau (*Meles meles*).

L'avifaune est également bien représentée. Elle étend également son territoire sur les espaces plus ouverts (zones de cultures). On peut observer entre autres :

- le geai des chênes (*Garrulus glandarius*), la mésange charbonnière (*Parus major*), la mésange bleue (*Parus caeruleus*), le pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), la sitelle torchepot (*Sitta europaea*), la pie bavarde (*Pica europaea*), la bécasse des bois (*Scolopax rusticola*), le faisan (*Phasianus colchicus*) issu de lâchers, le rouge-gorge (*Erithacus rubecula*).

⇒ **Unité paysagère 2 : le domaine des cultures**



Les cultures occupent une bonne partie de l'espace agricole. Elles se composent de prairies artificielles, de cultures céréalières et maraîchères. Les éléments boisés sont minoritaires (quelques bosquets).

Les cultures représentent surtout pour la faune un lieu de nourrissage (sangliers, chevreuils, rongeurs et passereaux).

De par leur fort degré d'artificialisation, elles sont d'un faible intérêt écologique.

Prairie en limite Nord du village - Source : Perspectives



Les prairies et pâtures sont localisées à l'Ouest du territoire (au Nord et au Sud de l'étang) ainsi qu'au Sud-Est de la commune, dans la boucle de la Saône. Quelques-unes entourent également le bourg.

Sur la partie Ouest du territoire, l'alternance avec les parcelles cultivées permet d'enrichir la diversité d'espèces fréquentant les zones agricoles.

Prairie entre la LGV et la Saône Sud de la commune - Source : Perspectives

Les bois et bosquets, ainsi que les quelques arbres isolés au sein des pâtures situées dans la plaine inondable favorisent la présence de nombreux oiseaux.

Flore :

Les pâtures présentent une flore commune composée d'espèces ubiquistes telles que :

- le plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*), le ray grass anglais ou ivraie vivace (*Lolium perenne*), le paturin des prés (*Poa pratensis*), le pissenlit (*Taraxacum campyloides*), le trèfle des prés (*Trifolium pratense*), l'achillée millefeuille (*Achillea millefolium*), la succise des prés (*Succisa pratensis*), ...

Les secteurs plus frais (humides) voient se développer la cardamine des prés (*cardamine pratensis*), le bident à fruits noirs (*Bidens frondosa*), le cabaret des oiseaux (*Dipsacus fullonum*), voire même le jonc épars (*Juncus effusus*).

Faune :

Les espaces ouverts sont surtout des zones de nourrissage des animaux, et peu d'espèces y vivent en permanence ou s'y reproduisent (sauf dans les boisements de type haies ou bosquets qui accompagnent certaines pâtures). De nombreux passereaux et autres oiseaux affectionnent particulièrement ces endroits : la buse variable (*Buteo bute*), le milan noir (*Milvus migrans*), le tarier pâtre (*Saxicola torcata*), l'alouette des champs (*Alauda arvensis*), les bruants jaune (*Emberiza citrinella*) et proyer (*Miliaria calandra*), le chardonneret élégant (*Carduelis cardueus*).

Parmi les mammifères, les rongeurs sont les plus représentés, avec parmi eux :

- le mulot (*Apodemus sylvaticus*), le campagnol (*Microtus arvalis*), la musaraigne (*Crocidura russula*).

⇒ Unité paysagère 3 : Les éléments de paysage au sein du secteur urbanisé

La convention européenne du Paysage de Florence (2000) qui définit le paysage comme « *une partie de territoire, telle que perçue par les habitants du lieu où les visiteurs, qui évolue dans le temps sous l'effet des forces naturelles et de l'action des êtres humains* » ; met en avant les milieux « ordinaire ». Ils se différencient des paysages remarquables par leurs caractères quotidiens. De ce fait, se sont souvent des sites liés aux activités humaines (cultures, boisements d'exploitations...) ou des éléments « secondaires » de la composition des milieux (haies, chemin creux, ruisseaux, jardins privés ...).

Les abords du ruisseau de l'étang de Poncey :

L'eau s'écoule au sein du territoire dans un axe Ouest-Est, soit de l'étang de Poncey jusqu'à la Saône. La liaison de ces deux composantes est assurée par le ruisseau. Le village s'est implanté de part et d'autre du cours d'eau en préversant les terrains humides. Ainsi les abords du ruisseau sont enherbés, souvent complétés par les fonds de jardin et crée un espace de respiration et de promenade au sein du village.



Fond de jardin et le ruisseau rue Lamotte
Source : Perspectives



Prairie humide au cœur du village (Vue depuis la RD 976)

Les vergers :

La présence de vergers est rare sur la commune. Les reliquats de cette composante, autrefois fortement présente, se trouvent à proximité des prairies humides du ruisseau ou au sein de jardin privé.

Ils constituent un habitat et une source de nourriture intéressant pour l'avifaune et les insectes. Ils abritent de nombreuses espèces d'oiseaux (dont la plupart sont communes avec le milieu forestier) : pinson des arbres, mésange bleue, rouge-gorge, épervier d'Europe, pic vert, pouillot véloce, merle noir... Mais aussi des espèces moins communes telles que la chouette chevêche, la huppe fasciée, ...



Ancien verger en fond de jardin
Source : Perspectives



Jeune verger à proximité du ruisseau de l'étang de Poncey

⇒ Unité paysagère 4 : la plaine de la Saône

Cette unité paysagère est caractérisée par une topographie plane qui offre de larges perspectives. La présence de boisements réduit la profondeur de champ et conduit à une alternance de paysage ouvert et fermé. Cette lecture est appuyée par la barrière visuelle créée par la LGV Rhin-Rhône. Elle crée une barrière visuelle complexifiant la lecture de la plaine alluviale et morcelant les vues vers la Saône. L'impact paysager de cette voie ferrée est important, tout comme le viaduc de la Saône marquant le grand paysage à l'extrémité Sud-Est du territoire communal.



Prairie cadrée par des feuillus en arrière-plan
Source : Perspectives



Ouvrage de la LGV séparant en deux la plaine de la Saône

La ripisylve de la Saône et les peupleraies qui la bordent définissent la ligne d'horizon en direction de l'Est et constituent une barrière visuelle. Ils soulignent également la limite communale.

Cette unité paysagère semi-ouverte est marquée par la prédominance de prairies et pâtures. Quelques cabanons et autres constructions légères sont implantés en différents points, mais ne forment pas (sur le plan paysager) des unités bâties. En effet, elles sont souvent masquées (au moins en grande partie) par une végétation dense.

La différence d'occupation des sols permet de distinguer deux sous-unités :

- la première située au Nord du village : elle est composée de cultures et de boisements,
- la seconde couvre la boucle de la Saône (au Sud du bourg) : les surfaces en herbe y sont dominantes. La relative densité d'éléments arborés (en comparaison avec l'espace cultivé) donne à cette sous-unité une touche bocagère (que l'on ne rencontre nulle part ailleurs sur le territoire communal). Ces différents boisements qui ponctuent le paysage apportent une palette de couleur changeante au fil des saisons, qui agrémentent les nuances de vert des prairies et pâtures.

2.1.3 LES « ENTREES DE VILLAGE »

Carte de localisation des entrées de village



Réalisation Perspectives sur fond de plan IGN

Le paysage des entrées de village représente la première image que l'on se fait de la commune. Son traitement doit pouvoir permettre d'identifier clairement l'entrée du village. Au-delà de l'aspect sécuritaire, et de la réduction de la vitesse, l'entrée de village marque souvent une partie de l'identité de la commune.

On dénombre 4 entrées de village pour accéder à Poncey-les-Athée.

1. Entrée Ouest par la RD 24 (depuis Magny-Montmarlot)



Bois des Cognes à gauche et première habitation visible à droite

Source : Perspectives

La route serpente lorsqu'on arrive à Poncey-lès-Athée depuis Magny-Montmarlot. En empruntant les dernières courbes de la RD24 les toits de quelques habitations apparaissent. Le village est en grande partie masqué, à gauche de la route, par le Bois des Cognes. La première maison située du côté droit de la route, est nettement visible en raison d'une trame végétale présente mais éparse (absence de haie).

A ce niveau, l'urbanisation est unilatérale, mais s'équilibre rapidement et devient bilatérale. Par ailleurs, le caractère légèrement sinueux de la route contribue à limiter la vitesse des véhicules sur cet axe.

En amont de cette vue, le château d'eau est pleinement visible sur la droite (au sein des terres agricoles), et constitue un important point d'appel pour le regard.

2. Entrée Sud par la RD 976 – en venant d'Athée



Entrée principale de la commune au sein de la plaine - Source : Perspectives

Dès la sortie du village d'Athée, après avoir dépassé le cimetière, le village de Poncey est visible dans toute son étendue (presque jusqu'au bord de la Saône).
La route étant rectiligne, l'entrée de village est perceptible de loin.

L'entrée d'agglomération est parfaitement lisible : le panneau est implanté en amont des premières constructions, et l'urbanisation est bilatérale.
La présence de quelques éléments arborés autour des habitations donne une bonne qualité paysagère à l'ensemble.

3. Entrée Sud par la rue du Buisson brûlé



Entrée secondaire de la commune depuis la rue du Buisson brûlé - Source : Perspectives

En sortie du village d'Athée, peu après avoir dépassé le cimetière, il est possible d'emprunter la rue du Buisson brûlé pour accéder au village de Poncey-les-Athée. C'est une entrée secondaire facilement lisible grâce au relief plat et aux cultures basses.

La ligne d'horizon, déjà relativement chargée en habitation (arrière-plan), se voit maintenant chargée de nouvelles constructions au premier-plan. Les logements construits à gauche de la voie sont particulièrement visibles en l'absence de plantation. Les limites parcellaires gagneraient à être plantées de haies ou arborées avec des essences diverses (en évitant les haies monospécifiques) pour apporter une transition entre la plaine de la Saône et la trame urbaine.

4. Entrée Nord par la RD 976



Entrée en provenance de Lamarche sur Saône - Source : Perspectives

En arrivant des hauteurs de Lamarche-sur-Saône, la majeure partie du village est située en deçà de la route, seules les toitures sont visibles, à l'exception d'une habitation à gauche de la route. Elle dénote au sein du paysage agricole offrant un panorama sur la vallée de la Saône et les terres cultivées.

La route atteint le point culminant du territoire communal. Malgré cette construction, l'intérêt paysager de cette entrée est fort.

Après avoir franchi cette première maison, l'automobiliste quitte la terrasse pour descendre dans la plaine et par la même occasion dans le village. Cette implantation en fond de vallée est caractéristique du village ancien de Poncey-les-Athée. Conserver l'usage agricole des terres situées entre le hangar agricole et le panneau d'entrée de ville, préserverait la cohérence urbaine, le paysage et limiterait les conflits d'usages entre les automobilistes et l'accès des habitations.

2.2 CARACTERISTIQUES URBAINES

2.2.1 MORPHOLOGIE URBAINE

Comme dans tout le Sud du Pays Plaine de Saône Vingeanne, on observe un parcellaire urbain de dimension assez grande, une dimension et une composition des voies publiques et des rues larges, des volumes de dimension moyenne. Les villages comptent peu de maisons mitoyennes, elles sont en général individualisées et en retrait de la route. La forme urbaine reste distendue, avec un regroupement des volumes assez lâche.

L'impression spatiale ressentie est celle de villages étalés, d'un bâti peu dense, de rues ouvertes du fait de la distance des fronts bâtis. Les parcelles sont peu arborées en front de rue, ce qui amoindrit encore la perception de la densité bâtie.



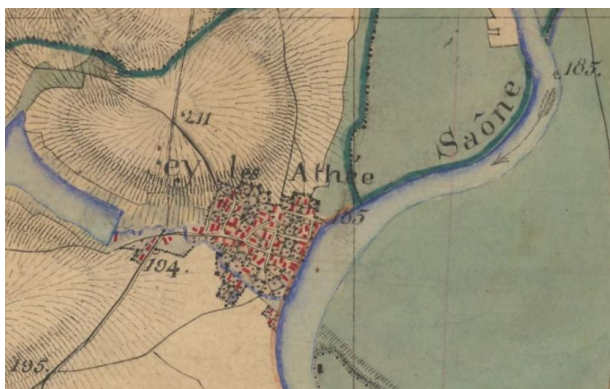
Vue d'ensemble de la commune - Source : Mairie de Poncey-lès-Athée

Organisation et évolution du bâti

Sur la commune de Poncey-lès-Athée, l'habitat est implanté en fond de vallée entre la Saône et la RD976. Cette voie de circulation principale est un axe de communication vers les territoires lointains, mais ne fait pas office de colonne vertébrale au sein du village. Au niveau du village, l'habitat ancien est réparti le long de nombreux bouclages circonscrits à l'Est de la route départementale.

Une partie de Poncey-lès-Athée s'est développée entre l'étang et la RD976. Ce sont des exploitations agricoles et des habitations récentes.

Implantation de Poncey-lès-Athée :



Source : Géoportail

Originellement, la commune s'est implantée au fond de la vallée de la Saône, entre la rivière et son coteau.

Les espaces urbains se distinguent en deux entités :

L'habitat ancien de Poncey-lès-Athée s'est réparti en bordure des différents bouclages formés par les rues du village. Les îlots les plus petits sont complètement bâtis. Les îlots de plus grande taille conservent en leur centre des espaces verts ou jardins liés aux habitations. L'habitat ancien est en grande majorité constitué de corps de ferme. Ceux-ci sont souvent proches les uns des autres, et ont tous leur faîçage orienté dans le même sens (Nord/Sud). Rares sont les habitations anciennes situées à l'Ouest de la RD 976, ainsi qu'en bordure immédiate de Saône.

Par la suite, l'habitat s'est implanté dans quelques espaces laissés libres entre les fermes, mais surtout en périphérie du « village ancien ».

L'habitat récent a poursuivi son développement à l'Ouest de la RD 976, généralement dans la continuité du bâti existant. Les constructions récentes implantées au cœur du bâti ancien sont rares. Elles se sont préférentiellement implantées en périphérie de la zone urbanisée, à l'Ouest de la RD 976, le long des voiries existantes et parfois en bordure de Saône, mais en dehors des secteurs identifiés comme inondables au niveau du PPRI.

Typologie du bâti

L'habitat ancien

Il s'agit principalement d'anciennes fermes, mais on trouve également quelques beaux édifices publics.

Les édifices publics

Les constructions sont de volume simple et sont assez élevées. Elles présentent des toits à quatre pans ou deux pans avec croupes couverts de tuile mécanique. Les débords de toiture sont inexistants, aussi bien sur pignon que sur façade. Les toits ne présentent traditionnellement aucune ouverture. Les murs sont en crépis dans des teintes claires. Les ouvertures sont plus hautes que larges, disposées de façon régulière, alignées d'un étage à l'autre. Elles sont encadrées de linteaux et jambages de pierres laissées apparentes.



Les anciennes fermes



Ferme rue Lamotte - Source : Perspectives

Ces constructions sont également de volume simple, mais moins élevées que les édifices publics. Elles ont une base rectangulaire.

Les toitures sont couvertes en tuile mécanique. Les constructions présentent généralement des toits à deux pans. Les débords de toiture sont faibles en façade et absents sur pignon.



Anciens bâtis agricoles devenus des habitations - Source : Perspectives

Les avancées de toit protégeant les entrées de granges sont le fruit d'aménagements ultérieurs à l'époque de construction. Les cheminées sont disposées presque au faîtage, en limite de pignon. Les toits ne présentent traditionnellement aucune ouverture. Toutefois, lors de rénovations, des ouvertures sur toiture de type châssis ouvrant (velux par exemple) ont pu être réalisées.

Les façades sont sobres (absence d'escaliers, de balcons ou de vérandas, ...). Une annexe accolée présentant une toiture à un pan s'adosse quelquefois au bâtiment principal.

Hormis l'entrée de grange, les ouvertures sont peu nombreuses et d'assez faibles dimensions. En règle générale, la disposition des ouvertures n'obéit à aucune symétrie particulière.

Les entrées de grange présentent traditionnellement un linteau droit, constitué d'une poutre de bois, parfois remplacée par d'autres matériaux (béton). Quelques entrées de grange en arc surbaissé sont visibles. Elles sont alors composées de pierres de taille ou de briques.

Habitat récent

Les formes urbaines récentes se présentent sous la forme d'un habitat pavillonnaire diffus. Elles se caractérisent par des volumes et parfois une densité plus réduite que l'habitat ancien.

Au niveau des constructions les plus récentes, une grande variété de style existe : certaines maisons sont inspirées de l'architecture traditionnelle, d'autres sont de style pavillonnaire, ...

Les formes des constructions sont généralement moins sobres que l'habitat traditionnel.

La toiture à 2 pans n'est pas exclusive et les ouvertures en toiture sont plus fréquentes. Les constructions sont en général de plus petite taille que le bâti ancien, et ne comportent parfois qu'un rez-de-chaussée.

L'habitat individuel s'est installé sur un parcellaire calibré et la rue n'a qu'une fonction de desserte.

Le plus souvent, ce sont des pavillons posés les uns à côté des autres, l'ensemble ne présentant pas d'unité. Le bâti diffère des bâtiments traditionnels, il est disparate dans son architecture, ses volumes, ses implantations, ses matériaux, ses couleurs, ses hauteurs, ses orientations, ses espaces extérieurs et ses limites parcellaires (clôtures)...

Les nouvelles constructions implantées dans le bâti ancien ne prennent généralement pas en compte leur contexte : elles sont simplement posées au centre de la parcelle, selon la place disponible et sans adaptation particulière (orientations, volumes, matériaux).



Pavillon récent
Source : Perspectives



Habitation contemporaine au toit plat

Autres constructions



Usine de production d'eau potable - Source : Mairie de Poncey-les-Athée

L'usine de production d'eau potable est située entre le village et la LGV Rhin-Rhône, au sein de prairies. Quelques habitations accompagnant l'usine sont également situées dans la plaine inondable. L'ensemble est entouré d'un cordon boisé créant un îlot de constructions invisible depuis la RD 976.

2.2.2 PATRIMOINE LOCAL

Note : Les éléments présentés ne constituent pas une liste exhaustive du patrimoine local.

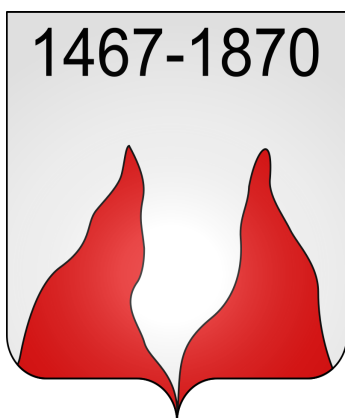
Histoire

(Source : <https://www.athee-21.fr/historique>; <https://fr.wikipedia.org/wiki/Poncey>)

« Du Moyen Âge à la Révolution, Poncey est une dépendance de la seigneurie d'Athée. Elle se situe en terre d'Empire et constitue l'un des trois territoires du fief de Saint-Seine-sur-Vingeanne, dépendant du comté d'Auxonne, tenu par des comtes pour les moines du prieuré de Saint-Vivant-en-Amous.

Le seigneur d'Athée est donc le vassal de celui de Saint-Seine, lui-même vassal du comte d'Auxonne, lui-même vassal des moines de Saint-Vivant, eux-mêmes vassaux de l'empereur. A partir de 1237, le comte d'Auxonne est remplacé dans cette chaîne de vassalité par le duc de Bourgogne, à la suite d'un échange de terres entre le duc Hugues IV de Bourgogne et le comte Jean I^{er} de Chalon.

De 1366 à la Révolution française, la seigneurie d'Athée est tenue par des coseigneurs, que sont les chanoines de la Sainte-Chapelle de Dijon, d'une part, et un seigneur laïc (familles Laverne, Senevoy, Moussier ...), d'autre part.



En 1469 et 1870, deux incendies ravagent le village. Ces catastrophes marquantes sont rappelées sur les armoiries de la commune.

En 1516, la seigneurie devient une terre du royaume de France, dépendant du bailliage d'Auxonne et de la généralité de Bourgogne.

En 1735, le bourgeois Nicolas Verdelet fonde, près de la Saône, la chapelle, placée sous le vocable de la Vierge, succursale de l'église Notre-Dame-de-la-Nativité d'Athée.

Entre 1790 et 1794, Poncey-Lès-Athée, devient une commune indépendante, dépendant du canton d'Auxonne, du district de Saint-Jean-de-Losne et du département de la Côte-d'Or.

Source : wikipédia

Au cours des années 1930, 1950, 1970 et 1980, pas moins de 104 puits, soit une capacité de captage totale de 80 000 m³/jour, sont forés, en bord de Saône, afin d'alimenter en eau une partie de la ville de Dijon.

En 1995, une usine de traitement de l'eau potable, d'une capacité de 60 000 m³/jour, gérée par la Lyonnaise des Eaux, est mise en service. Elle permet l'élimination des sels de fer et du manganèse, naturellement présents dans les eaux du Val de Saône.

Sites archéologiques

La protection du patrimoine archéologique est fondée sur la loi du 27 septembre 1941, qui soumet les fouilles à autorisation et au contrôle de l'État. Elle vise également à assurer la conservation des découvertes, lesquelles doivent être déclarées et peuvent faire l'objet d'un classement ou d'une inscription au titre des monuments historiques.

La loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 (consolidée en mai 2009), relative à l'archéologie préventive rappelle que l'archéologie préventive a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement.

A titre conservatoire, dans l'état initial de l'environnement, le rapport de présentation devra produire une rubrique relative au patrimoine archéologique et mentionner explicitement les textes qui constituent le cadre législatif et réglementaire de protection du patrimoine archéologique :

- Livre V du code du patrimoine, relatif à l'archéologie préventive ;
- Loi du 15 juillet 1980 (articles 322-1 et 322-2 du nouveau code pénal) relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (dont la destruction, détérioration de vestiges archéologiques ou d'un terrain contenant des vestiges archéologiques) ;
- Loi 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux et son décret d'application n°91-787 du 19 août 1991 ;
- Article R.111-4 du code de l'urbanisme (permis de construire et prescriptions d'ordre archéologique).

(données de la DRAC)

Trois sites archéologiques ont été répertoriés et localisés sur la commune à ce jour. La DRAC signale également la présence d'autres sites dont la localisation reste trop imprécise voire inconnue pour être signalée sur une carte.

N°	Type et emplacement approximatif
1	Moulin de période récente visible sur le cadastre napoléonien – Sud-Est de l'Etang de Poncey
2	Présence supposée d'une motte féodale, d'après la toponymie du lieu et sa configuration sur le cadastre napoléonien – lieu-dit Lamotte
3	Découverte de plusieurs objets gallo-romains laissant supposer la présence d'un ancien gué – au niveau du barrage sur la Saône

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au maire de la commune, lequel prévient la DRAC de Bourgogne, service régional de l'archéologie (39 rue Vannerie – 21000 DIJON ; tél. 03.80.68.50.18 ou 03.80.68.50.20).

Le Décret n°2004-490 prévoit que « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations » (art. 1).

Conformément à l'article 7 du même décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages et travaux... peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance ».

La commune de Poncey-lès-Athée n'est concernée par aucune servitude de protection, que ce soit au titre des Sites Classés ou Inscrits, des Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager, ou des Monuments Historiques.

Le patrimoine local

Aucun monument historique, n'a été recensé. Néanmoins, on trouve sur la commune des éléments du patrimoine local :

Petit patrimoine religieux

La Chapelle (xx^e), la croix et calvaire de la Grande-Rue et le long de la RD 976



Source : Perspectives

Poncey-Lès-Athée ne dispose pas d'une église traditionnelle, mais d'un bâtiment aménagé en chapelle.

Et aussi :

Le Monument aux Morts (xx^e), Route départementale

Petit patrimoine hydraulique

- La Barrage sur la Saône (xx^e)



Source : Perspectives Mairie de Poncey-les-Athée

Et aussi :

- Le Viaduc de la Saône (2011) pour la LGV Rhin-Rhône
- La Fontaine (xix^e), rue Saint-Médard

2.2.3 DYNAMIQUE D'URBANISATION

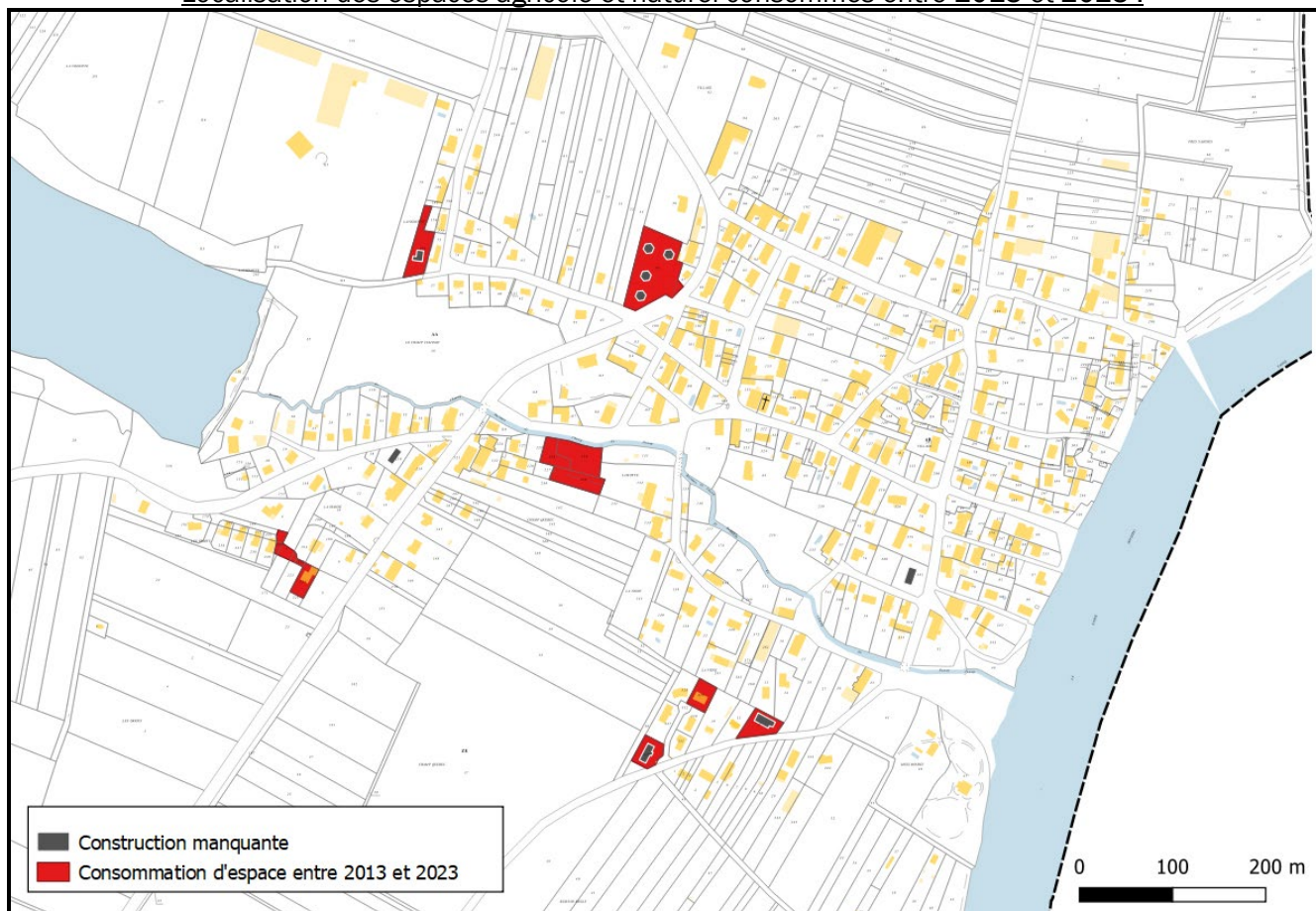
Consommation d'espaces des 10 dernières années

Source : Données communales, analyse des photos aériennes de juillet 2013 et de septembre 2020, des permis de construire délivrés jusqu'en 2022.

L'analyse des photos aériennes de juillet 2013 et de septembre 2020, des bandes de données parcellaires, les visites de terrains effectuées en 2022 et les données communales ont permis de déterminer la consommation d'espaces agricole et naturel moyenne des 10 dernières années (2013 - 2023) conformément à l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, c'est 1,1 ha d'espaces agricole et naturel qui a été consommé pour l'habitat et les équipements entre 2013 et 2023.

Localisation des espaces agricole et naturel consommés entre 2013 et 2023 :



Réalisation : Perspectives sur fond PCI

Consommation d'espaces entre 2011 et 2021

Source : Données communales, analyse des photos aériennes de 2011 et de septembre 2020.

Cette analyse doit permettre d'engager les réflexions concernant les objectifs de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) présentés au sein de la Loi Climat et résilience qui recommande :

- entre 2021 et 2031 à l'échelle régionale, de diviser par 2 la consommation d'espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (NAF) mesurée entre 2011 et 2021 ;
- d'ici février 2024, que les SRADDET territorialisent les objectifs de diminution pour chaque SCoT, qui territorialiseront à l'échelle des EPCI et communes.

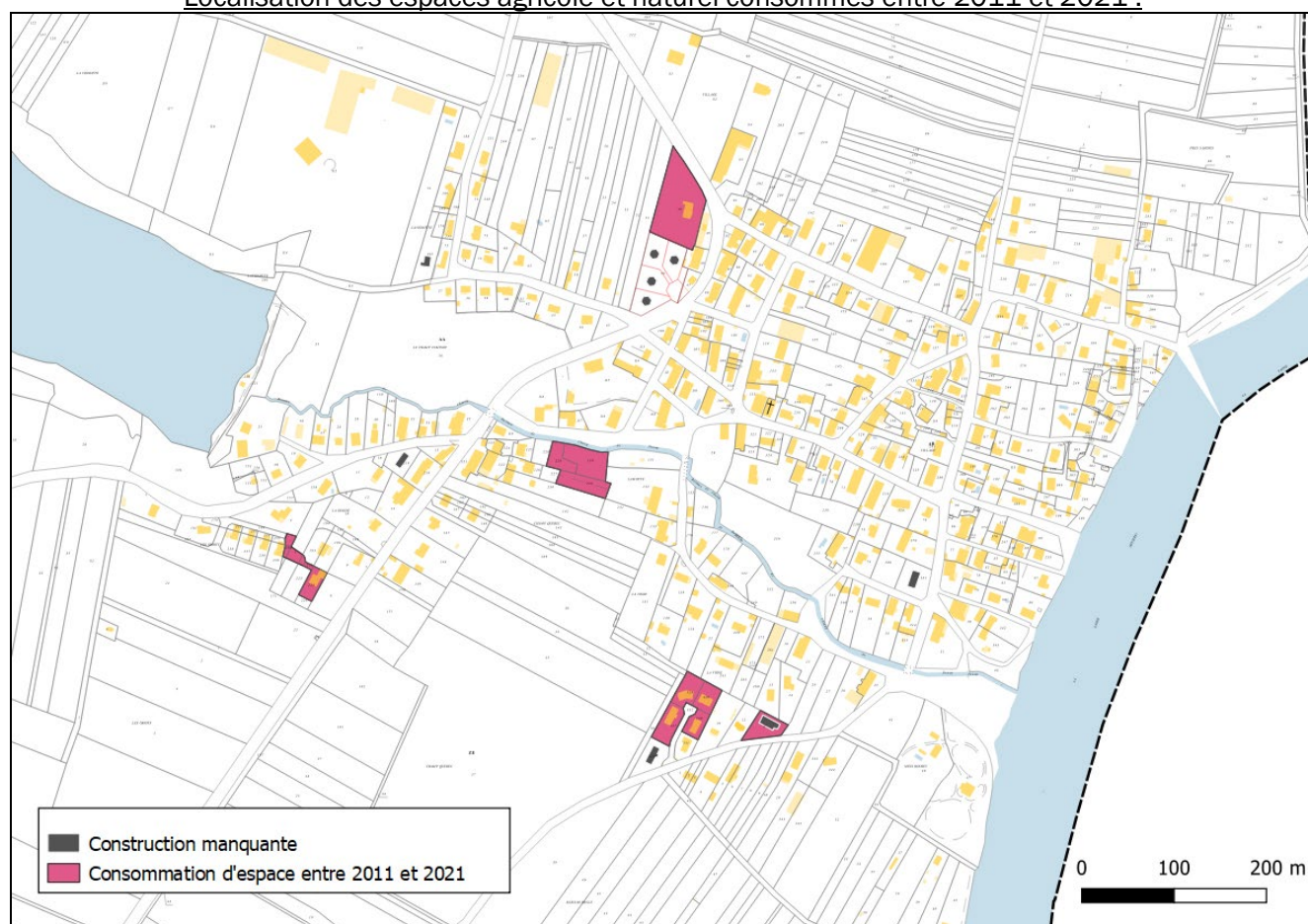
Cette analyse ne peut donc en aucun cas se substituer au travail d'analyse et de territorialisation en cours à l'échelle du SRADDET et constitue bien une base de réflexion pour engager une trajectoire ZAN dans l'attente de cette territorialisation des objectifs 2031 par les SRADDET.

De cette façon, la commune répond aux enjeux précisés dans la circulaire du 04 août 2022, dans laquelle il est rappelé la nécessité de ne pas anticiper la territorialisation des objectifs 2031 tout en invitant les collectivités à rester sensibles à la réduction de la consommation des espaces visant ainsi les objectifs de la loi.

L'analyse des photos aériennes de 2011 et de septembre 2020 et des bandes de données parcellaires ont permis de déterminer la consommation d'espaces agricole et naturel durant cette période.

Ainsi, **c'est 1,15 ha d'espaces agricole et naturel qui a été consommé pour l'habitat et les équipements entre 2011 et 2021.**

Localisation des espaces agricole et naturel consommés entre 2011 et 2021 :



Réalisation : Perspectives sur fond PCI

Potentiel de densification et bilan de la Carte Communale approuvée en 2008

La Carte Communale approuvée en 2008 avait pour objectif d'accueillir une cinquantaine de logements à l'horizon 2018, soit un rythme de construction de 5 logements par an. Pour cela, la carte communale identifie une surface d'accueil de nouveaux logements de 5,85 hectares, soit un potentiel de 58 logements (densité moyenne de 10 logements par hectare), plus un potentiel d'accueil de 20 logements en dents creuses.

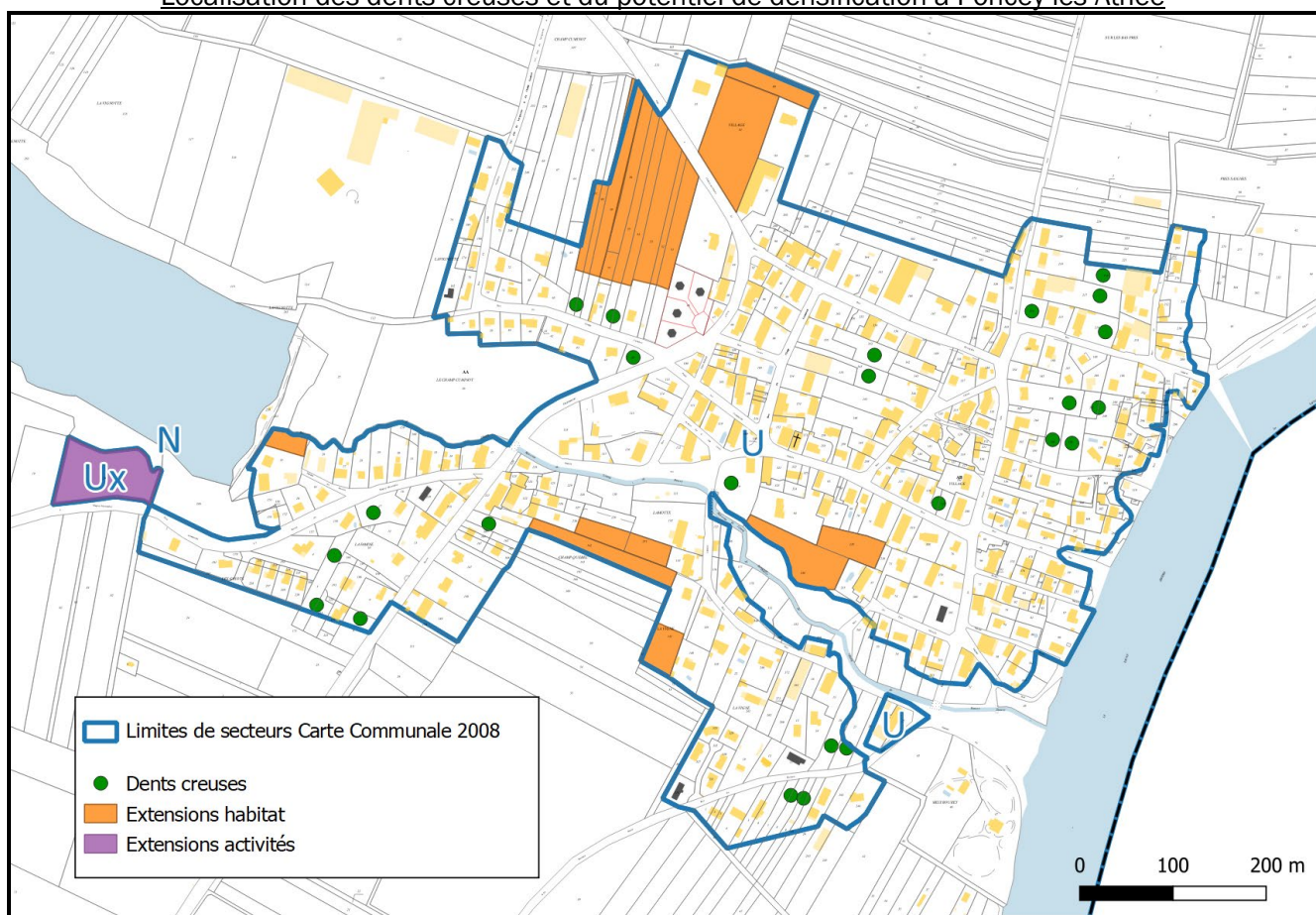
Un taux de rétention foncière de 30% a été appliqué à ce potentiel qui est ainsi réduit à 55 logements.

De plus, la carte communale prévoyait la création d'une zone artisanale au sein d'un secteur dédié de 0,57 ha.

En 2023, la prise en compte des constructions réalisées depuis 2008 et une analyse plus fine des disponibilités en dents creuses, ont permis d'identifier un potentiel constructible restant réel de 3,84 ha en extension plus un potentiel d'accueil de 24 logements en dents creuses.

Ainsi, en 2023 le potentiel de la carte communale est de 39 logements en extension et de 24 logements en dents creuses soit un potentiel total de 63 logements sans prise en compte du phénomène de rétention foncière.

Localisation des dents creuses et du potentiel de densification à Poncey-les-Athée



Réalisation : Perspectives sur fond aérien Géoportail

2.3 CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA POPULATION ET DES LOGEMENTS

2.3.1 EVOLUTION GENERALE DE LA POPULATION

Sources : Données Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2013 et RP2018 exploitations principales.

La commune de Poncey-lès-Athée connaît un **nombre d'habitants en forte augmentation entre 1999 et 2008, passant de 396 à 544 habitants, soit une augmentation de 4 % par an.**

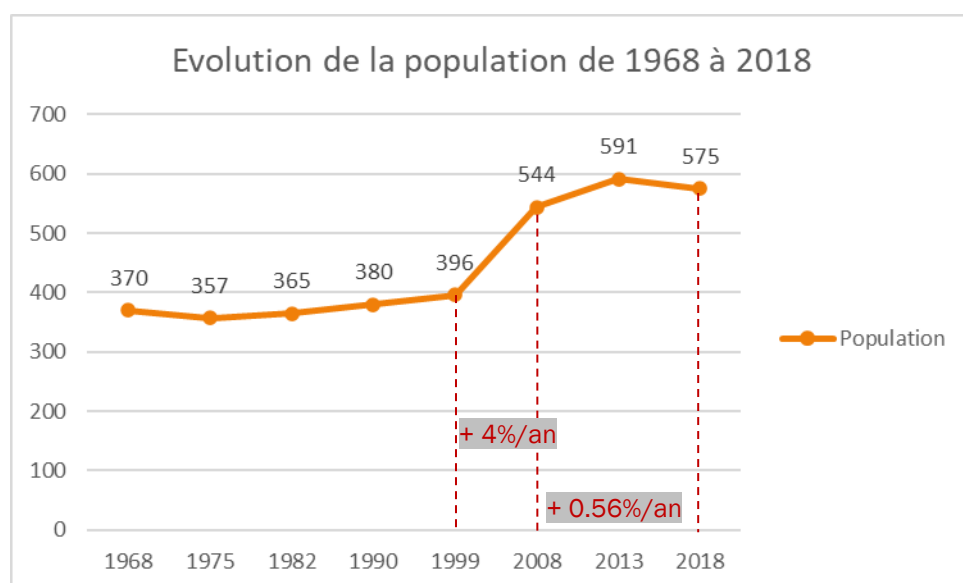
Cette augmentation continue entre 2008 et 2013, passant de 544 à 591 habitants, soit une augmentation de 0,56 % par an.

Aujourd'hui, la population de la commune connaît une légère diminution représentant le départ des enfants des familles arrivées au début des années 2000.

Les chiffres communaux indiquent que **la population est de 580 en 2022.**

Depuis la mise en place de la Carte Communale en 2008, la commune a accueilli 31 nouveaux habitants entre 2008 et 2018. Entre 2008 et 2022, 20 nouveaux logements ont été construits sur la commune de Poncey-lès-Athée.

Evolution de la population de Poncey-lès-Athée de 1968 à 2018

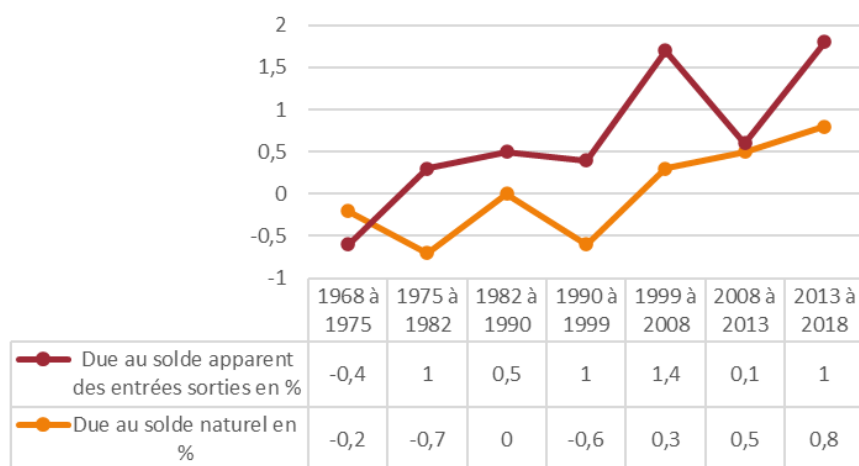


Evolution du solde migratoire et du solde naturel

Définitions

- **Solde naturel** : Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur la période.
- **Solde migratoire** : Différence entre le nombre de personnes arrivant sur la commune et ceux qui la quittent.

Evolution du solde migratoire et du solde naturel



Les variations du solde naturel et du solde migratoire permettent de mieux comprendre l'évolution de la population communale.

On note que le solde naturel a alterné entre augmentation et diminution progressive entre 1968 et 1999. Cependant, celui-ci reste positif depuis 1999. Il a donc pour effet d'augmenter la population communale, en particulier entre 1999 et 2008 où le solde naturel était de 1,4 %.

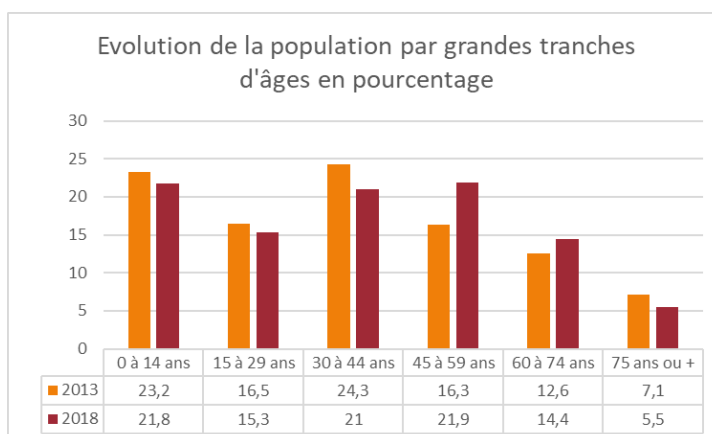
Le solde migratoire connaît des variations plus importantes qui impactent de façon plus significative la croissance de la population. Ainsi, on note une période majeure en matière d'installation de nouveaux habitants entre 1999 et 2008. Cette période correspond à la forte augmentation de la population et la construction des principaux lotissements sur le territoire.

Structure par âge de la population

La commune présente un léger vieillissement de la population. En effet, on note que les tranches d'âges de 45 à 75 ans ont augmenté.

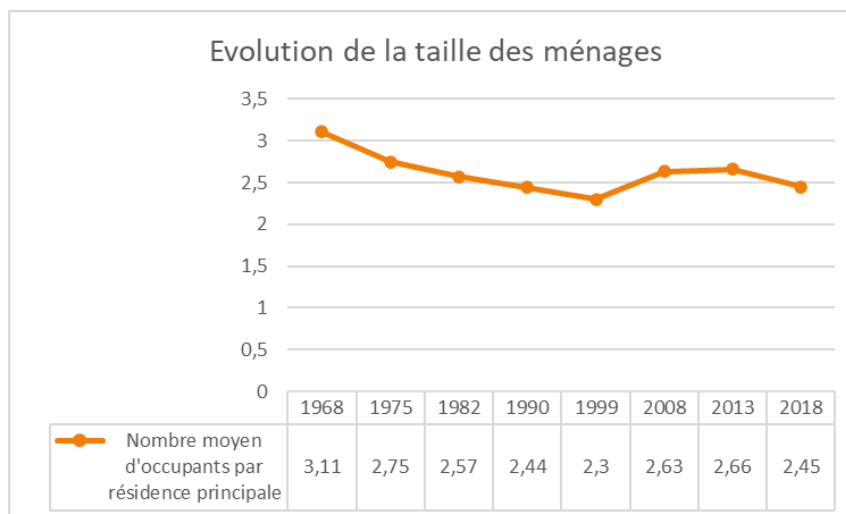
Cependant, la population communale reste relativement jeune puisque plus de 58 % de la population a moins de 45 ans.

Ce phénomène est principalement dû à l'arrivée de jeunes familles durant la période 1999 – 2008 au sein du lotissement qui ont permis un renouvellement de la population (à vérifier). Sans un nouveau renouvellement de cette dernière, la commune connaîtra une phase de vieillissement de sa population et de diminution due au départ des jeunes enfants (études, premier emploi, ...).



2.3.2 EVOLUTION DES MÉNAGES

Taille des ménages



Le nombre de personnes par ménage a connu une baisse importante entre 1960 et 1999 avant de connaître une légère hausse entre 1999 et 2013 qui correspond à la croissance de la population et à l'accueil de nouvelles familles sur le territoire communal.

Cependant, le nombre moyen d'occupants par résidence principale tend de nouveau à baisser, ce qui est cohérent avec la structure d'âge de la population qui montre un léger vieillissement de la population.

Comme évoqué ci-dessus, la commune risque de connaître dans les prochaines années un phénomène de décohabitation dû au départ des plus jeunes (études, premier emploi, ...).

A l'échelle nationale, on constate également ce phénomène de baisse du nombre de personnes par foyer dû à l'évolution de la composition des ménages qui présente de plus en plus de familles monoparentales et un nombre moyen d'enfants par ménage en baisse. Ainsi, au niveau national, la taille des ménages est de 2,19 personnes par ménage en 2018 contre 2,23 en 2010.

La commune est donc soumise au même phénomène.

Desserrement des ménages

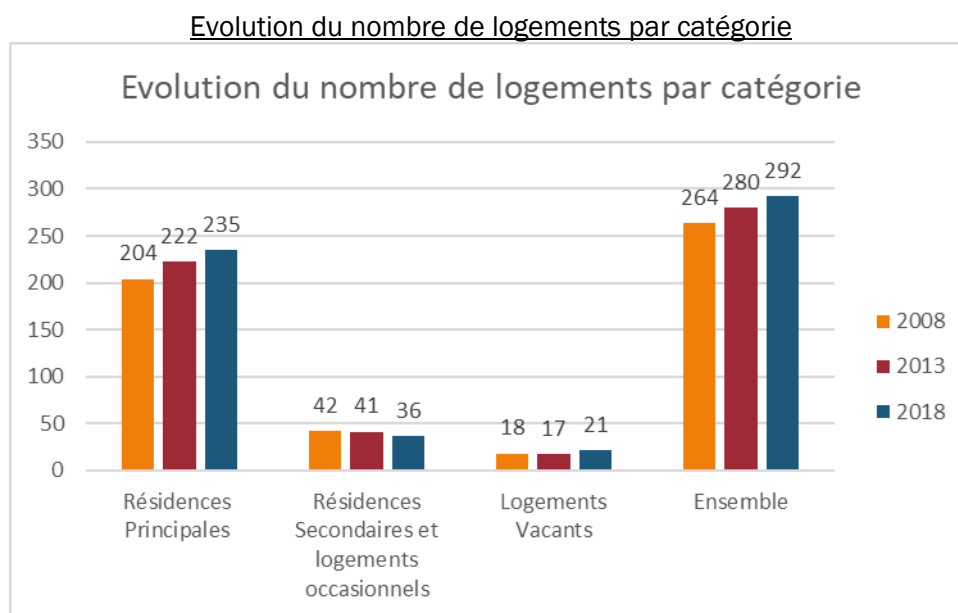
Cette évolution du nombre de personnes par foyer impose d'analyser le « desserrement des ménages » qui est un phénomène étroitement lié à la réduction de la taille des ménages et correspond à un besoin en logements supplémentaires pour le maintien de la même population en place.

Si le phénomène passé n'a pas empêché la commune d'accroître sa population, il est important d'intégrer le phénomène futur à la Carte Communale, notamment pour permettre une projection des besoins en logements.

Etant donné ce constat et le phénomène de baisse nationale de la taille moyenne des ménages qui se poursuit et le risque de vieillissement de la population sur la commune, on peut supposer que Poncey-lès-Athée va encore connaître une légère baisse de cette taille moyenne.

Ainsi, sur une hypothèse d'une baisse modérée du nombre de personnes par foyer de l'ordre de 0,10 habitant par ménage en moins (passant de 2,45 personnes par foyer à 2,35), la commune devra accroître son parc de logements de 10 habitations pour conserver le même nombre d'habitants d'ici 10 à 15 ans.

2.3.3 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS



Le nombre de résidences principales augmente de façon cohérente avec l'augmentation de la population. Ainsi, on note le recensement de 18 logements supplémentaires entre 2008 et 2018 et de 13 logements supplémentaires entre 2012 et 2017.

En parallèle de la construction de nouveaux logements, la commune présente un taux de 6 à 7 % de logements vacants dont le nombre avoisine les 20 logements vacants depuis 2008.

(Un taux de vacance raisonnable est estimé entre 6 % et 7 % pour une bonne fluidité des parcours résidentiels).

Typologie et taille des logements

En 2018, le parc de logements est constitué à 79,3 % de maisons individuelles composées moyenne de plus de 4 pièces. Cette typologie de logements est caractéristique des territoires ruraux où les grandes maisons individuelles avec terrains sont privilégiées.

Statut d'occupation des logements

La part des propriétaires est plus importante avec 89,3 % de personnes en 2018. Cette part des statuts d'occupation des logements est cohérente avec le caractère rural du territoire.

Équipements automobiles des ménages

La commune est très dépendante du flux migratoire et des déplacements automobiles puisque les zones d'emplois principales se situent dans les entités administratives supérieures et parfois éloignées.

Cette situation impacte les formes urbaines et les typologies de logements, puisque la part des habitations comprenant au moins un emplacement réservé au stationnement est de 87,3 % en 2018.

2.4 DEPLACEMENTS

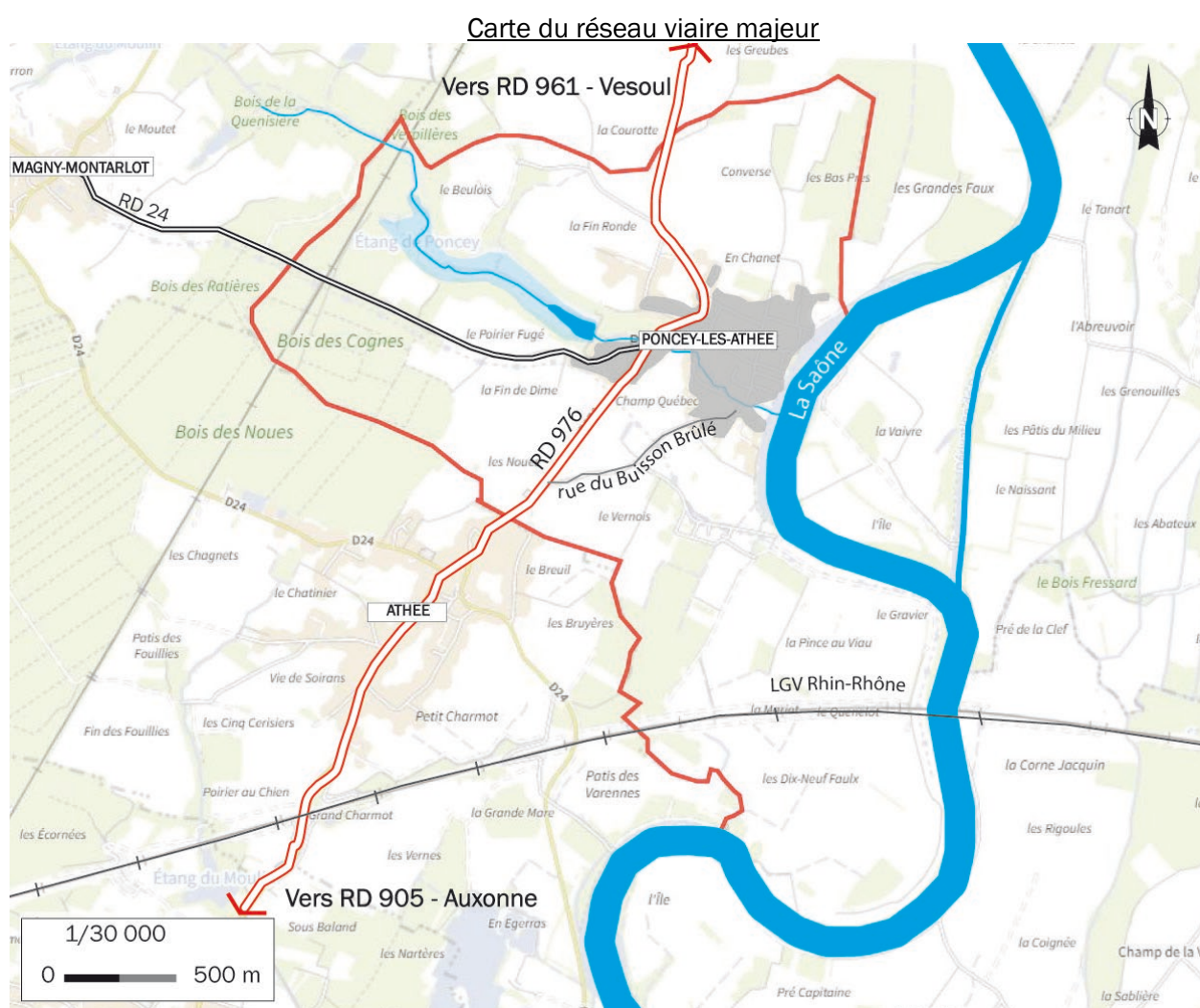
2.4.1 RESEAU VIAIRE

2.4.1.A/ Réseau viaire majeur

Elle est particulièrement bien structurée au niveau du village. Les différentes voiries forment de nombreux bouclages à l'intérieur desquels des zones vertes ont quelquefois été maintenues.

A l'exception de la traversée de la RD 976, le cheminement des piétons peut s'effectuer en toute sécurité dans le village.

Aucun problème de stationnement n'est à signaler : les constructions se trouvant en majorité en recul par rapport à la voirie, permettent le stationnement des véhicules.



Réalisation : Perspectives sur fond IGN

Le village de Poncey-lès-Athée est traversé par la RD 976.

Un comptage routier a été réalisé en mars 2021 au PR 39+785.

On dénombre au cours de ce comptage, tous véhicules, tous sens confondus : 3 191 véhicules.

Sur ces 3 191 véhicules, 5,99% sont des poids-lourds, soit 191 véhicules.

Il faut déplorer une vitesse excessive génératrice d'accidents dans la traversée du village, certains véhicules atteignant 80 km/h au droit du pont qui enjambe le Ruisseau de l'Etang.

Des aménagements de dispositifs obligeant les automobilistes à ralentir ont été réalisés en 2008.

Terre-plein central et bandes en entrée de ville depuis Athée (RD 976)



Source : Perspectives

2.4.2 CONTRAINTES LIEES AU RESEAU ROUTIER

2.4.2.A/ Bruit et nuisances sonores

Les RD 24 et RD 976 sont des routes fréquentées, sur lesquelles la vitesse reste élevée dans la traversée du village et du hameau notamment, ce qui induit des nuisances (bruit) pour les habitations implantées le long de cette voie et des problèmes de sécurité. La création de tout nouvel accès doit y être limité et réfléchi.

Cependant, ces infrastructures ne sont pas classées parmi les infrastructures bruyantes de la Côte d'Or.

2.4.3 TRANSPORT EN COMMUN

La commune n'est desservie par aucun réseau de bus.

Un service de Transport A la Demande est proposé par la Communauté de Communes Auxonne Pontailier Val de Saône (CCAVDS).

Il s'agit du service de transport à la demande LISA. Ce service propose quatre circuits au départ de Talnay, Flammerans, Billey, Soirans permettent de rejoindre Auxonne et les correspondances vers Dijon, Dole ou Besançon, du lundi au vendredi (hors jours fériés) par simple appel la veille avant 17h00, pour un coût de 1,50 € le trajet. Il permet ainsi d'accéder à tous les services médicaux, emplois, loisirs et commerces des communes desservies.

De plus, la CCVADS a créé un parking à la gare d'Auxonne – Tillenay en collaboration avec la SNCF. Cet aménagement permet d'accueillir avec plus de confort et de sécurité, l'ensemble des usagers au sein d'un véritable Pôle d'Echanges multimodal :

- 160 emplacements pour véhicules légers clairement délimités et éclairés.
- Une aire de covoiturage.
- Un abri réservé aux 2 roues couvert et sécurisé (avec un système de badge payant).

2.4.4 STATIONNEMENT

La commune dispose d'aires de stationnement non marquées :

- A côté de la mairie et de l'école au cœur du bourg pour environ 20 véhicules
- Au sein de l'impasse du château pour accéder au bord de la Saône et aux containers de tris pour environ 5 véhicules.
- Au bout de la rue du bac pour les habitations avoisinantes et pour accéder à la promenade de bord de Saône pour environ 6 véhicules.

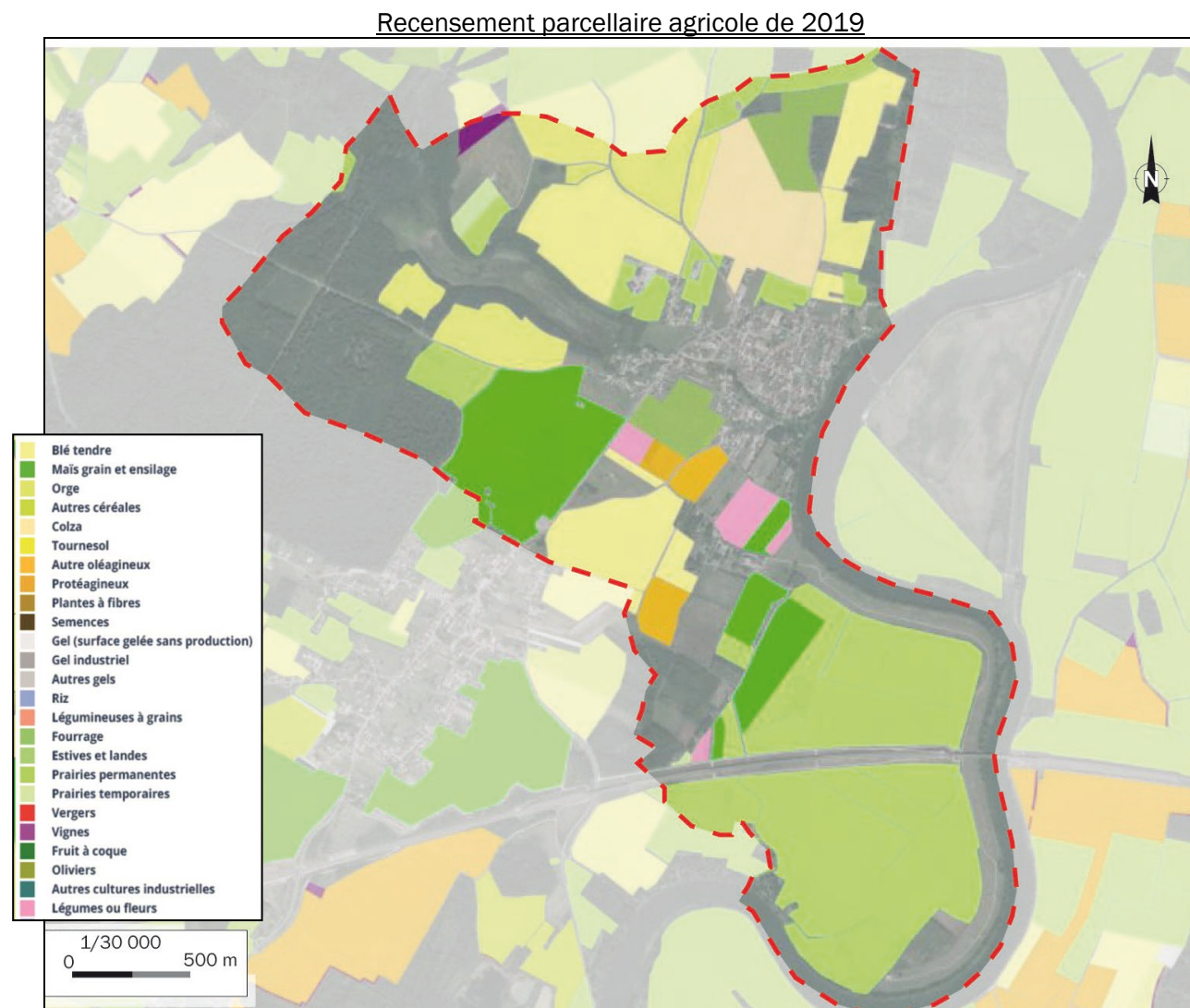
Dans le reste du bourg, les usagers ont tendance à se garer le long des voies ou sur les accotements.

A noter qu'aucune borne de recharge de véhicule électrique publique ne se trouve sur la commune, et qu'aucun projet d'installation n'est en réflexion.

2.5 ECONOMIE LOCALE

2.5.1 ACTIVITE AGRICOLE

Caractéristiques des terres agricoles



Réalisation : Perspectives sur fond Géoportail

Le recensement parcellaire agricole de 2019 montre que les terres agricoles sont principalement composées de prairies permanentes et temporaires puis de cultures céréalières avec notamment la présence de blé, d'orge et de quelques cultures d'oléagineux et de légumes.

La culture des terres est une activité traditionnelle des habitants de Poncey-lès-Athée. Bien que le nombre d'exploitations agricoles soit aujourd'hui en régression, le territoire communal est encore largement marqué par l'activité agricole.

La commune de Poncey-lès-Athée est comprise dans l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Emmental français Est-Central », « Moutarde de Bourgogne » et « Volailles de Bourgogne ».

2.5.1.A/ Exploitations agricoles

5 exploitations agricoles professionnelles ont leur siège d'exploitation sur la commune de Poncey-lès-Athée.

1. L'exploitation située au Nord-Ouest du village présente encore un élevage de bovins allaitants. Les bâtiments situés à l'Ouest sont concernés par un périmètre sanitaire de 100 mètres au titre des ICPE et celui à l'Est de 50 mètres en application du Règlement Sanitaire Départementale. Cette exploitation possède un bâtiment de stockage de matériel situé au centre du village le long de la rue du Champ communal.
2. Le bâtiment situé au Nord du village le long de la rue de la Louvière appartient à une exploitation céréalière et sert uniquement de stockage de matériels agricoles.
3. Ce bâtiment accueillait un élevage lors de l'élaboration de la carte communale. Aujourd'hui ce bâtiment permet uniquement le stockage de matériels agricoles. Ce bâtiment ne fait donc plus l'objet de périmètre sanitaire.
4. Le bâtiment situé au Sud du village le long de la rue Lamotte appartient à une exploitation céréalière et sert uniquement de stockage de matériels agricoles.
5. Le bâtiment situé au Sud du village à l'angle des rues Lamotte et du Buisson Brûle appartient à une exploitation céréalière et sert uniquement de stockage de matériels agricoles.

Deux de ces exploitations (la numéro 1 et 2 sur la carte ci-après) sont situées en dehors de la zone urbanisée, les autres étant implantées dans le village ou sa périphérie immédiate.

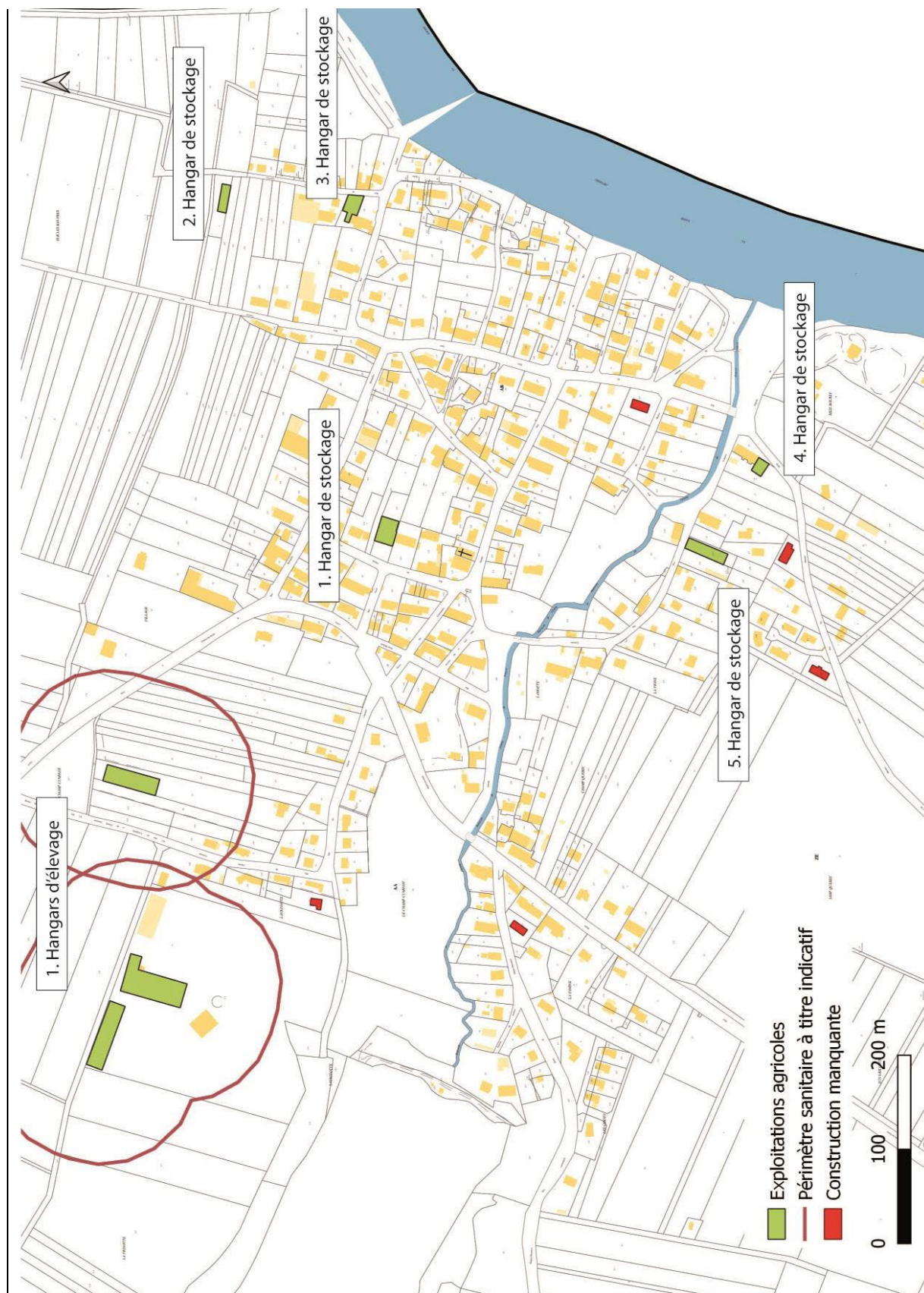
Les activités principales de ces exploitations sont la polyculture (culture céréalière ou maraîchage) et l'élevage.

Parmi les exploitations ayant leur siège sur le territoire communal, 1 exploitation faisant de l'élevage est soumise au Règlement Sanitaire Départemental (sous réserve de modifications non déclarées).

Un périmètre de protection de 50 mètres s'applique autour des bâtiments agricoles concernés (sauf hangars de stockage de matériel). L'exploitation agricole concernée ainsi que les périmètres sont reportés sur la carte ci-après.

La SAU communale est de 323 ha. Une partie de cette superficie est utilisée par quelques exploitants qui viennent de communes voisines.

Localisation des bâtiments d'exploitation et du périmètre sanitaire (à titre indicatif)



Perspectives sur cadastre IGN

2.5.2 AUTRES ACTIVITES ECONOMIQUES

Etablissements actifs (commerce, artisanat et services à la personne)

L'activité économique non agricole de Poncey-lès-Athée est représentée par quelques entreprises réparties de façon diffuse au sein du village. On recense à Poncey-lès-Athée :

- 1 entreprise de travaux forestiers,
- 1 entreprise d'électricité,
- 2 entreprises de plomberie/chauffage,
- 1 transporteur.

La commune ne compte aucun commerce alimentaire. Quelques denrées (pomme de terre, fromage de brebis, propolis) sont disponibles sous forme de ventes directes au sein du village.

Les habitants se rendent à Auxonne pour accéder aux commerces et services de base. L'agglomération dijonnaise est bien sûr un pôle également très fréquenté.

Il n'existe pas de zone artisanale sur la commune. Une surface de 0,56 ha avait été prévue à cet effet lors de la réalisation de la carte communale en 2008 au Sud de l'étang de Poncey.

Tourisme et activités de loisirs

La commune compte des infrastructures de loisirs et des associations permettant de faire vivre le milieu touristique.

La commune de Poncey dispose d'une salle polyvalente et d'un terrain de sports voisins de la mairie. Elle est également dotée d'un terrain de city-stade et d'une piste de course à proximité du ruisseau de l'Etang de Poncey.



Vue sur le city stade – Source Perspectives

L'association Les Ouillottes organise différentes manifestations tout au long de l'année. Il existe également une association d'anciens combattants.

On recense aussi une association de chasse (ACCA) sur la commune. Elle regroupe en moyenne 9 chasseurs. Une réserve de chasse est implantée au Sud du village, au voisinage de la limite communale avec Athée. Il existe également une chasse privée au niveau de l'Etang de Poncey (gibier d'eau).

L'activité de pêche sur la commune est gérée par l'APPMA « la Gaule Axonnaise et Athéenne ». La fréquentation du bord de Saône par les pêcheurs est importante. La pêche est également pratiquée sur l'étang (exploité en pisciculture).

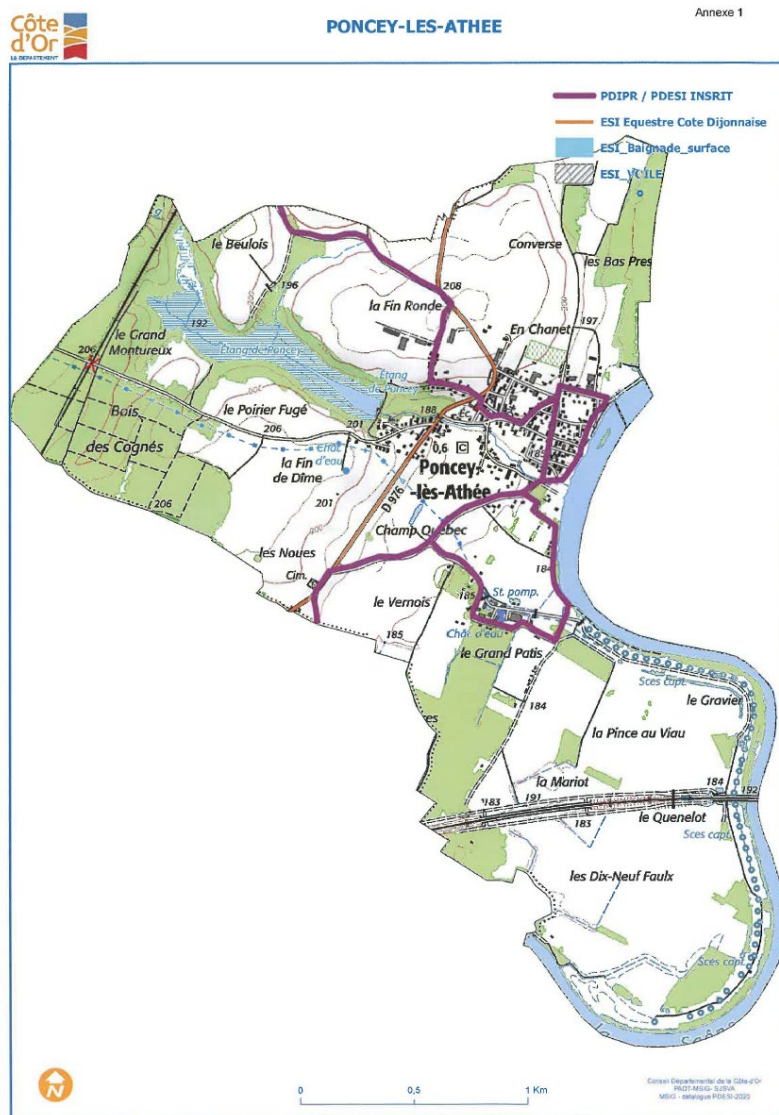
Les espèces pêchées sont entre autres le Brochet, la Perche, le Gardon, le Chevesne, le Carassin,

Les différents chemins de la commune sont régulièrement fréquentés. Un itinéraire de randonnée est balisé (cf. carte ci-contre). Il propose un parcours alternatif en cas d'inondation des bords de Saône.

Ce sentier est inscrit au Plan
Départemental des Itinéraires de
Randonnée Pédestre (PDIPR).

Le PDIPR est un document opposable aux tiers, qui impose des mesures de protection des chemins ruraux (article L.361-1 du code de l'environnement) : « Toute aliénation d'un chemin rural susceptible d'interrompre la continuité d'un itinéraire inscrit sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée doit, à peine de nullité, comporter soit le maintien, soit le rétablissement de cette continuité par un itinéraire de substitution. Toute opération publique d'aménagement foncier doit également respecter ce maintien ou cette continuité ».

Le but du PDIPR, élaboré par le Conseil Départemental, est d'offrir aux usagers une garantie de sécurité et d'intérêt touristique.



Le chemin de randonnée passe notamment par les bords de la Saône au sein du village de Poncey-lès-Athée.



Le chemin longeant la berge de la Saône est un espace public à part entière servant également de sensibilisation aux milieux humides – Source Perspectives

La chambre d'hôte « La Galante » est l'unique hébergement touristique de la commune. En termes d'attrait touristique, le site de l'office de tourisme Cap Val de Saône met en avant le barrage de Poncey-lès-Athée. Avec ses prairies, ses bords de Saône référencés en ZNIEFF et son site Natura 2000, la commune pourrait mettre en avant son paysage et la richesse de la faune et de la flore le composant.

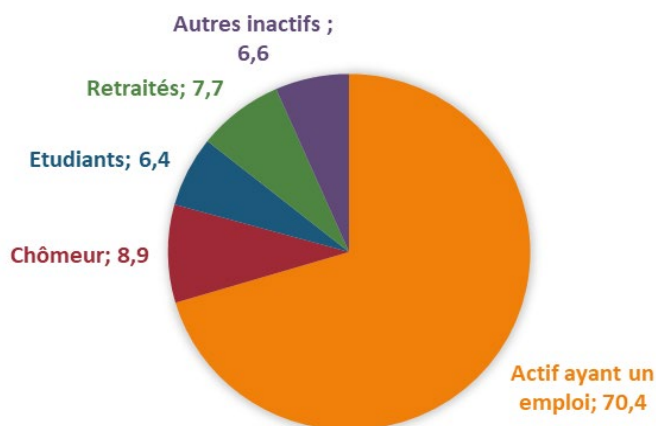
Poncey-lès-Athée œuvre pour évaluer de manière harmonieuse avec son environnement grâce à son label « village étoilé » qui récompense les communes luttant contre la pollution lumineuse. En Bourgogne, seules 16 communes bénéficient de ce label.

2.5.3 POPULATION ACTIVE

Composition de la population active

Population des 15 à 64 ans par type
d'activité en 2016

POPULATION PAR TYPE D'ACTIVITÉS EN 2018 ET EN %



Les actifs ayant un emploi représentent 70,4% de la population active.

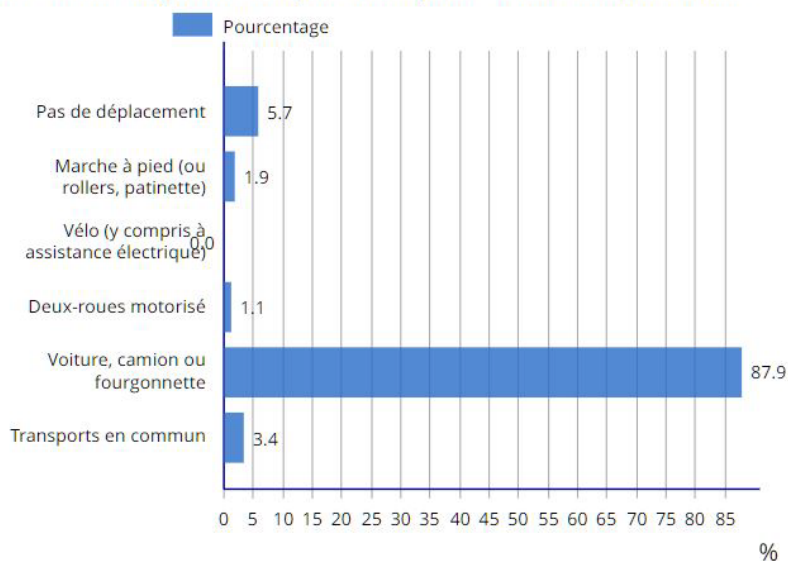
Le taux de chômage (au sens du recensement) a augmenté entre 2013 et 2018, passant de 6,5% à 8,9%.

Migration domicile-travail

En 2018, seulement 7,6 % de la population active travaillent et habitent à Poncey-lès-Athée. Les personnes emménageant dans la commune ont donc un emploi en dehors de celle-ci.

Ce taux est faible et implique de nombreux déplacements domicile-travail puisque les 86,2 % des actifs restants de la commune travaillent sur une autre commune. Comme évoqué précédemment, la commune est très dépendante du flux migratoire et des déplacements automobiles puisque les zones d'emplois principales se situent à Auxonne et sur l'agglomération dijonnaise.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2018



Ces déplacements s'effectuent majoritairement en voiture individuelle. En effet, 87,9 % des trajets s'effectuent en voiture, camion ou fourgonnette. Les modes doux et les transports en commun n'étant pas suffisamment développés ou ne sont pas adaptés à la situation géographique de la commune qui se trouve éloignée des zones d'emplois.

2.6 EQUIPEMENTS ET SERVICES

2.6.1 LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES

La commune de Poncey-lès-Athée est en regroupement pédagogique (RPI) depuis 1984 avec les communes de Magny-Montarlot et Athée.

A Poncey, sont implantées deux classes : GS/CP et CP/CE1. Deux classes de maternelle se trouvent à Athée et les classes de CE1/CE2 et CM1/CM2 sont à Magny- Montarlot.
Le RPI ne comporte aucun dispositif de cantine ni de garderie périscolaire.

Les élèves du secondaire vont au collège puis au lycée à Auxonne. La Région Bourgogne – Franche-Comté assure le ramassage scolaire.

2.6.2 LES ÉQUIPEMENTS ET ESPACES PUBLICS

Du fait de sa faible taille, la commune de Poncey-lès-Athée connaît la même problématique en matière de services et d'équipements structurants qu'en matière d'accès aux commerces et services marchands : la couverture des besoins de la population ne peut se concevoir que dans un cadre intercommunal.
Dans un tel contexte, l'accès de la population de Poncey-lès-Athée aux principaux équipements publics se fait dans les communes voisines, en particulier Auxonne.

Des aménagements de l'espace public améliorent le cadre de vie :



L'impasse du château est un espace enherbé et planté de plus de 6000 m² menant à la Saône. On y trouve une table de ping-pong, des bancs et une passerelle traversant le ruisseau.

2.6.3 LES ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

Assainissement

Actuellement, l'assainissement collectif est de rigueur sur la totalité du bourg à l'exception de quelques maisons (quartier Sud-Est du village) équipées de dispositifs d'assainissement individuel. Ces dernières, ainsi que le reste des constructions liées à l'usine d'eau potable ou voisines sont classées en zone d'assainissement autonome.

Les habitations implantées dans l'enceinte de l'unité de traitement d'eau potable sont équipées de dispositifs d'assainissement individuel. Par contre, les bungalows, caravanes et autres chalets implantés dans les environs de l'usine ne semblent pas avoir de traitement de leurs eaux usées.

Les eaux usées domestiques de la commune de Poncey-lès-Athée sont collectées vers la station de traitement des eaux usées d'Auxonne, d'une capacité nominale de 24 500 EH. Cette station de traitement a été mise en service le 1^{er} janvier 2001.

Une étude technique de l'impact de la création de nouveaux logements sur la capacité de traitement de la station d'épuration d'Auxonne a été réalisée en mars 2022. Celle-ci permet de mettre en avant que la quantité maximale (en pollution organique) reçue en 2021, à savoir 1343 kg de DBO₅, laisse une marge de 127 kg de DBO₅ potentiellement acceptable pour ne pas dépasser la capacité nominale de la station d'épuration. Cette quantité de pollution correspond environ à 2000 EH, soit environ 500 logements.

Les eaux de pluies

La disposition 5A-04 du SDAGE vise à privilégier l'infiltration des eaux pluviales afin de limiter l'impact des nouveaux aménagements sur le milieu naturel et la ressource en eau.

Ces dispositions sont reprises et détaillées dans le SAGE. Ainsi, dans le cas où l'infiltration serait impossible pour des raisons techniques (coefficient de perméabilité faible, ...) ou administratives (aire de protection de captage, ...), son article n°4 préconise la mise en place d'un tamponnement des eaux pluviales avec un débit de fuite calculé sur la base de 5 l/s/ha.

Poncey-lès-Athée étant dotée d'un plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRni), le dimensionnement des ouvrages hydrauliques devra être réalisé sur la base d'une pluie d'occurrence centennale et dans les conditions précisées par le SDAGE et le SAGE.

Les eaux pluviales sont collectées par des fossés et un réseau d'eaux pluviales communal qui se rejette dans le ruisseau de l'Etang de Poncey ou dans la Saône ».

Alimentation en eau potable

La commune adhère au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) Saône Montdragon. La Lyonnaise des Eaux gère le traitement et la distribution de l'eau sur la commune.

Le prélèvement s'effectue au niveau d'un champ captant composé de 66 puits implantés en bordure de la Saône au Sud-Est du territoire communal. Il prélève les eaux dans la nappe alluviale de la Saône. Les volumes pompés sont variables (en fonction des besoins) : de 2 à 7 millions de m³ par an. Ce champ captant participe également à l'alimentation en eau de Dijon.

L'usine de traitement est implantée sur le territoire communal. L'eau y subit une filtration, une chloration et une déferrisation avant d'être refoulée dans le réseau de distribution.

Un château d'eau (réservoir) est localisé à l'Ouest du village.

Le champ captant s'accompagne de périmètres de protection (reportés sur la carte de synthèse) à l'intérieur desquels les activités, dépôts et installations sont réglementés.

Le territoire communal est traversé par des conduites d'eau potable qui alimentent Dijon.

Défense extérieure contre l'incendie

La défense contre l'incendie est placée sous l'autorité du maire au titre de ses pouvoirs de police administrative, en application de l'article L.2212-2 (5°) du code général des collectivités territoriales.

Les solutions techniques doivent être définies au plan local.

Elles doivent être adaptées au risque à défendre et être de nature à résoudre les difficultés opérationnelles rencontrées par les sapeurs-pompiers dans la mise en œuvre des moyens d'extinction. La défense extérieure doit ainsi être réglée au niveau local en partenariat avec les sapeurs-pompiers et le distributeur d'eau.

Les sapeurs-pompiers doivent disposer de voies de circulation permettant l'accessibilité des constructions aux engins d'incendie et de secours et d'une quantité d'eau minimale nécessaire à la lutte contre l'incendie en tout temps et en tous endroits. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins.

Principes de base pour lutter contre un incendie :

- L'estimation du débit horaire d'eau, dont il est nécessaire de disposer à proximité de chaque risque considéré isolément, est en fonction du nombre de lances que comporte le plan d'intervention des sapeurs-pompiers à priori.
- Le débit d'un engin de base de lutte contre l'incendie est de 60 m³/h.
- La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut être évaluée à deux heures :
 - . L'attaque et l'extinction simultanée des foyers principaux : 1 heure.
 - . La neutralisation des foyers partiels et le déblai : 1 heure.
- La réserve d'eau à constituer est minimum de 120 m³ utilisables en deux heures.
- Ce volume est une valeur moyenne qui peut se trouver modifiée suivant la nature et l'importance du risque à défendre.

La défense incendie à partir du réseau de distribution existant est correctement assurée sur l'ensemble du village. **Les bornes incendie apparaissent sur la pièce annexe de la Carte Communale 3B1.**

L'ensemble des dents creuses et secteurs d'extensions sont correctement desservis par la défense incendie avec une ou plusieurs bornes situées à moins de 200 mètres :

- Secteur 1 (voir p.95) : Rue Bourgalin ;
- Secteur 2 (voir p.95) : Rue Champ Cuminot, Chemin Lavignotte et rue Bourgalin ;
- Secteur 3 (voir p.95) : Rue Lamotte.

Les secteurs d'extension de l'urbanisation, seront éventuellement équipés de nouvelles bornes incendie, selon leur localisation et leur éloignement des bornes existantes.

Traitement des déchets

La communauté de communes d'Auxonne Val-de-Saône a la compétence gestion des ordures ménagères (ramassage et traitement). La collecte hebdomadaire des déchets ménagers non valorisés est assurée en porte à porte ; les ordures ménagères sont ensuite évacuées vers le centre d'enfouissement à Drambon.

Le ramassage et le traitement des ordures ménagères sont gérés par la communauté de communes Auxonne-Val de Saône. La collecte des déchets ménagers est hebdomadaire.

Il existe un point d'apport volontaire situé Impasse du Château. Il permet la collecte du verre, des emballages plastiques et métalliques, des cartons et papiers. A noter également un ancien site de dépôt réhabilité au voisinage de l'étang (sa localisation figure sur la carte de synthèse des contraintes).

La déchetterie la plus proche est située à Athée.

Les déchets recyclables sont ensuite respectivement acheminés vers l'usine de Saint-Gobain à Chalon-sur-Saône (71) et vers les centres de tri de Rillieux la Pape (69) et de Thaon les Vosges (88), puis vers des usines de recyclage.

Aucune décharge sauvage n'a été repérée, ni signalée à Poncey-lès-Athée.

T.I.C : Technologies de l'Information et de Communication

L'ancienne région Bourgogne est dotée d'une Stratégie de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique (SCoRAN). Il s'agit d'un outil de cadrage régional, qui définit les grandes orientations en matière d'aménagement numérique pour permettre le raccordement de tout le territoire à l'Internet très haut débit d'ici 2020-2025.

De plus, le département de la Côte d'Or est doté d'un Schéma Départemental d'Aménagement Numérique du Territoire (SDANT) qui s'inscrit dans les orientations de la SCoRAN. Le SDANT représente un document opérationnel (diagnostic, enjeux, orientations, ...) établi par une collectivité sur son territoire. Le Conseil Départemental de la Côte d'Or a validé son SDANT sur la totalité du département en 2012.

Les opérations d'aménagement numérique sont assurées par la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Les opérations de raccordement de la commune à la fibre seront effectuées au cours de l'année 2021. Pour rappel, le SDANT a pour objectif « 100% de la Côte d'Or couverte en Très Haut Débit à domicile pour 2022 ».

2.7 RISQUES TECHNOLOGIQUES

2.7.1 ACTIVITÉS ET SITES INDUSTRIELS

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement - ICPE

D'après l'article L.511-1 du code de l'environnement, les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont des installations qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ou la conservation des sites et des monuments.

Un classement, basé sur la nature et la quantité de produits stockés ainsi que sur les types d'opérations effectués a été mis en place. En fonction de ce classement, différentes contraintes s'appliquent sur les établissements concernés. On distingue ainsi quatre types d'ICPE :

- les installations soumises à déclaration (D),
- les installations soumises à déclaration avec contrôle périodique (DC),
- les installations soumises à autorisation préfectorale d'exploiter (A),
- les installations soumises à autorisation préfectorale d'exploiter avec Servitudes d'Utilité Publique (AS).

La base de données ICPE indique que la commune de Poncey-lès-Athée est concernée par ce type d'installation pour une seule exploitation agricole. Il s'agit de :

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
GAEC COLLIN PERE & FILS 	4 RUE DU CHAMP COMMUNAL	21130 Poncey-lès-Athée	Autres régimes		04/10/2016

Inventaire historique des sites industriels et activités de service - BASIAS

L'inventaire BASIAS recense les sites pollués qui, du fait d'anciennes activités industrielles, créent une pollution des sols et parfois des eaux souterraines, susceptible d'induire un risque pour la santé humaine suivant l'usage ultérieur du terrain.

La base de données BASIAS indique que la commune de Poncey-lès-Athée n'est pas concernée par ce type de site.

2.7.2 RISQUES DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES ET D'ENERGIE

Transport de matières dangereuses – Axe routier

Le risque lié au transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces marchandises, que ce soit par voie routière, ferroviaire, fluviale ou par canalisation. Différents effets peuvent résulter de ces accidents (explosion, incendie, dégagement de nuage toxique) qui sont susceptibles d'entraîner des conséquences à la fois humaines, économiques et environnementales.

Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) répertorie les infrastructures, sur lesquelles un transport de matières dangereuses est susceptible de circuler. Le territoire de la commune de Poncey-lès-Athée est concerné par la RD 976.

Cependant, compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident peut intervenir à n'importe quel endroit, notamment sur toutes les voies ouvertes à la circulation.

Un accident se produisant lors du transport de marchandises dangereuses peut produire trois types d'effets pouvant être associés : l'incendie, l'explosion et le dégagement de nuage toxique.

2.8 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

En ce qui concerne la commune Poncey-lès-Athée, les Servitudes d'Utilité Publique sont les suivantes :

- **A5 Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement (mairie de Poncey-les Athée – syndicat – gestionnaire) :**

Canalisations d'eau potable :

- **EP alimentation Poncey-Dijon Valmy (DN 1000)**
- **EP alimentation Poncey-Dijon (DN 800)**

Si d'autres de ces servitudes existent sur son territoire, la commune devra fournir à la DDT les arrêtés de DUP avec les plans.

- **AS1 Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (agence régionale de santé) :**

Champs captant de Poncey-lès-Athée et Flammerans – DUP du 8 juin 2007.

- **EL3 Servitudes de halage et de marchepied (service navigation Rhône-Saône) :**
La Saône

- **I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ENEDIS – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne) :**

- Lignes de 1^{ère} catégorie ENEDIS Réseau de desserte (non reporté sur les plans)
- Lignes de 2^{ème} catégorie ENEDIS - Réseau d'alimentation

- **INT1 Servitudes au voisinage des cimetières (Préfecture de la Côte d'Or) :**
Cimetière de Poncey-Lès-Athée

- **PM1 Servitudes résultant des plans de préventions des risques naturels prévisibles (direction départementale des territoires) :**

PPRI de la Saône approuvé par arrêté préfectoral du 28 décembre 2006

- **T1 Servitudes relatives aux chemins de fer (direction régionale de la SNCF) :**

- Ligne 85 1000 Gray / Saint-Jean-de-Losne
- Ligne 01 4000 LGV Rhin-Rhône

- **T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (DGAC/SNIP Lyon – Armée de l'air) :**

Elles sont applicables à tout le territoire de la commune.

De plus, à l'intérieur du cercle de 24 km de rayon, centré sur l'aérodrome de DIJON-LONGVIC, tout nouvel obstacle dépassant l'altitude 367 mètres, sera soumis à autorisation en application de l'article R.244-1 du code de l'aviation civile (arrêté du 31 décembre 1984 et décret du 8 mars 1977).

Ces servitudes d'utilité publique constituent essentiellement un document de référence qui permet, lorsqu'une plus grande précision est nécessaire, de consulter le service compétent et d'examiner l'acte institutif de la servitude.



PARTIE 3 :

CHOIX RETENUS POUR LA DELIMITATION DES SECTEURS OU LES CONSTRUCTIONS SONT AUTORISEES

3.1 OBJECTIFS FIXES PAR LA COMMUNE

Au regard des problématiques et enjeux du territoire analysés au sein du diagnostic de territoire et de l'état initial de l'environnement et des besoins répertoriés pour le développement communal, **la municipalité se fixe pour objectif :**

1. **Accueillir de nouveaux habitants selon le rythme de croissance démographique défini au sein du SCoT Val de Saône Vingeanne, soit un rythme croissance moyenne de 1,2% par an**
2. **Redéfinir les secteurs de développement de l'habitat pour trouver un équilibre par rapport aux nouvelles surfaces constructibles pour la création de logements seniors.**
3. **Pérenniser et permettre le développement des activités agricoles et autres.**
4. **Protéger les biens et les personnes contre le risque d'inondation.**
5. **Respecter les contraintes et sensibilités environnementales et paysagères.**

Certaines de ces orientations ont directement influencé le zonage de la carte communale. D'autres dépassent ce cadre réglementaire et ne pourront être traduites dans le document d'urbanisme que sous forme d'informations ou de recommandations.

1. **Accueillir de nouveaux habitants selon le rythme de croissance démographique défini au sein du SCoT Val de Saône Vingeanne, soit un rythme croissance moyenne de 1,2% par an**

La carte communale réalisée en 2008 avait pour objectif de poursuivre la croissance démographique qu'a connue le territoire tout en réduisant le taux de croissance moyen connu entre 1999 et 2008, à savoir un taux de croissance moyen annuel de 4%.

Ainsi, la carte communale de 2008 a permis de définir un potentiel constructible permettant un accueil théorique de 55 nouveaux logements, soit un rythme de construction de 5 à 6 logements par an. Ce potentiel théorique représentait une capacité d'accueil de 132 nouveaux habitants soit une croissance moyenne de 2,5% par an de croissance démographique.

Depuis la mise en place de la Carte Communale en 2008, la commune a accueilli 20 nouvelles constructions d'habitations. Il apparaît que les terrains constructibles de la Carte Communale ne sont pas libérables et n'ont pas permis la réalisation du projet communal qui apparaît ambitieux par rapport à la réalité du territoire.

En effet, la commune a noté une augmentation du phénomène de rétention foncière suite à la mise en place de la Carte Communale.

Ce phénomène a eu un impact direct sur la capacité d'accueil de nouveaux ménages sur le territoire puisque le diagnostic de la carte communale a permis de mettre en évidence que la commune de Poncey-Lès-Athée a connu une croissance de sa population depuis 1999 qui est marqué par une progression plus lente depuis 2008 et la mise en place de la Carte Communale.

En effet, on constate un taux de croissance important de 4% par an entre 1999 et 2008 et un taux d'environ 0,56% par an entre 2008 et 2018.

Face à ce constat, la commune a décidé d'appliquer une taxe spécifique sur les terrains constructibles non bâtis afin d'inciter les propriétaires à vendre leur bien.

De plus, la commune a pour projet la création de logements seniors sur un terrain communal afin de permettre une diversification de l'offre de logements sur le territoire adapté à tous.

En ce qui concerne les orientations du SCoT Val de Saône Vingeanne approuvé en 2019, celui-ci présente un objectif de croissance démographique ambitieux basé sur une dynamique démographique importante de 1,23% en moyenne par an observé entre 1999 et 2012 (0,3% sur la même période pour le département de la Côte d'Or).

Ainsi, le SCoT vise une perspective démographique d'environ 435 habitants supplémentaires par an sur la période des 20 prochaines années, soit de l'ordre de 8 700 habitants supplémentaires représentant une croissance moyenne de 1,2% par an*.

**Données issues du PADD du SCoT Val de Saône Vingeanne approuvé le 29 octobre 2019.*

Afin de permettre la réalisation des logements seniors et la prise en compte des objectifs du SCoT, il est apparu que la carte communale nécessitait une révision.

Ainsi, la commune se fixe pour objectif de poursuivre l'accueil de nouveaux habitants selon l'objectif de croissance démographique ambitieux du SCoT, à savoir une croissance moyenne de 1,2% par an.

En effet, cet objectif correspond aux ambitions de la commune et pourra être réalisé grâce aux outils mis en place par la commune pour inciter les propriétaires de terrains constructibles non bâtis à vendre leurs biens.

Desserrement des ménages :

Avant d'exprimer son objectif d'accueil de nouveaux habitants, la commune souhaite prendre en compte le phénomène de desserrement des ménages qui nécessite la construction de logements supplémentaires suite à la baisse du nombre de personnes par ménage.

Si le phénomène passé n'a pas empêché la commune d'accroître sa population, il est important d'intégrer le phénomène futur à la Carte Communale, notamment pour permettre une projection des besoins en logements.

Ainsi, sur une hypothèse d'une baisse modérée du nombre de personnes par ménage de l'ordre de 0,1 personne en moins (passant de 2,45 personnes par foyer à 2,35), **la commune devra accroître son parc de logements de 10 habitations pour conserver le même nombre d'habitants d'ici 10 ans.**

Accueil de nouveaux habitants :

La commune a pour objectif de poursuivre l'accueil d'habitants sur son territoire selon une croissance moyenne de 1,2% par an.

Cet objectif de croissance démographique représente un besoin de **32 logements soit l'accueil de 75 nouveaux habitants d'ici 10 ans (2,35 personnes par foyer).**

Reprise des logements vacants :

La commune présente un taux de 6 à 7% de logements vacants dont le nombre avoisine les 20 logements vacants depuis 2008.

Etant donnée le faible taux de vacance sur le territoire qui permet une bonne fluidité du parc de logements, aucun objectif de reprise de logement vacant n'est fixé.

Besoin total de logements :

En additionnant les besoins en logements pour compenser le desserrement des ménages et accueillir de nouveaux habitants, on obtient **un besoin total de 42 logements.**

2. Redéfinir les secteurs de développement de l'habitat pour trouver un équilibre par rapport aux nouvelles surfaces constructibles pour la création de logements seniors,

L'objectif de la révision de la carte communale n'est pas d'ouvrir de nouvelles surfaces à l'urbanisation sur le bilan total des surfaces constructibles.

En effet, la commune souhaite poursuivre la densification du village et l'épaississement du tissu urbain linéaire.

Les secteurs constructibles ont été définis de façon à renforcer la cohésion urbaine dans le respect du paysage. Ils ont été délimités en tenant notamment compte des périmètres de réciprocité des exploitations agricoles, des meilleures terres agricoles situées au Sud du village et de la zone inondable définie par le PPRI. Ils ont également été conditionnés par l'existence des réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi que du réseau électrique sur la voirie publique. L'objectif est donc de préserver tant que possible la constructibilité de ces terrains.

Pour rappel, une étude technique de l'impact de la création de nouveaux logements sur la capacité de traitement de la station d'épuration d'Auxonne a été réalisée en mars 2022. Celle-ci permet de mettre en avant que la quantité maximale (en pollution organique) reçue en 2021, à savoir 1343 kg de DBO5, laisse une marge de 127 kg de DBO5 potentiellement acceptable pour ne pas dépasser la capacité nominale de la station d'épuration. Cette quantité de pollution correspond environ à 2000 EH, soit environ 500 logements.

En permettant la réalisation de 40 à 50 logements supplémentaires au sein de la Carte Communale, le projet de la commune de Poncey-lès-Athée représente 10% de la capacité restante de la STEP desservant 5 communes au total. Cette proportion est raisonnable et ne remet pas en cause le bon fonctionnement de la STEP pour les autres communes.

Afin de trouver un équilibre entre la préservation des terres agricoles et le développement urbain, la commune souhaite que la révision de la carte communale offre un équilibre, voire une réduction des surfaces agricoles et naturelles consommables.

3. Pérenniser et permettre le développement des activités agricoles et autres.

L'activité agricole sur la commune sera préservée :

- En ce qui concerne les exploitations existantes, les bâtiments et leurs abords (périmètre de recul réglementaire) seront classés en secteur non constructible pour les terrains non construits. Les terrains situés à l'arrière des bâtiments d'exploitation mais hors du périmètre de protection seront également préservés de toute construction ;
- Les prélèvements de terrains destinés à l'urbanisation nouvelle seront réduits au strict nécessaire pour ne pas nuire à l'activité agricole. Il est porté une attention particulière aux terrains utilisés pour les cultures maraîchères, qui nécessitent des sols de bonne valeur agronomique. La majorité des terres agricoles sera préservée par un classement en secteur non constructible, et notamment les meilleures terres agricoles situées au sud du village.

En ce qui concerne les activités économiques, l'accueil d'activités non nuisantes (compatibles avec l'habitat) dans le village sera possible.

La zone d'activités artisanale définie dans la carte communale de 2008 est quant à elle supprimée puisqu'elle ne correspond plus aux objectifs de la Communauté de Communes et du SCoT et qu'aucun besoin local ne justifie son maintien.

4. Protéger les biens et les personnes contre le risque d'inondation.

La commune est concernée par le Plan des surfaces submersibles des communes riveraines de la Saône approuvé en décembre 1968. La révision de ce plan correspond à l'établissement du Plan de Prévention du Risque d'Inondation, prescrit par arrêté préfectoral du 26 novembre 2001. Ce PPRI a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°463 du 28 décembre 2006. Dans ce cadre, une carte de l'aléa d'inondation a été établie pour la commune de Poncey. Les zones concernées par le risque d'inondation sont reportées sur la carte de synthèse des enjeux et contraintes, ainsi que sur le plan de zonage du dossier de carte communale.

La carte de zonage du risque d'inondation du PPRI distingue deux zones :

- une zone d'aléa fort : les secteurs concernés par ce risque d'inondation s'étendent principalement dans la plaine alluviale (secteur non bâti), mais couvrent la bordure Est du village ainsi que les berges du Ruisseau de l'Etang de l'aval de la Rue Lamotte jusqu'à la confluence avec la Saône ;
- une zone d'aléa faible : elle concerne quelques habitations du bourg de Poncey.

Le règlement du PPRI vaut servitude d'utilité publique et s'impose à tout document d'urbanisme. Ainsi, les règles de constructibilité sont régies par le PPRI sur les secteurs concernés par l'aléa d'inondation, qu'il soit faible ou fort.

Lors de l'élaboration du zonage, il a été tenu compte des zones inondables définies par le PPRI : la zone d'aléa fort a été exclue de la zone constructible.

5. Respecter les contraintes et sensibilités environnementales et paysagères.

La protection des ressources en eau, et notamment la sensibilité du site par rapport aux pollutions de surface sont prises en compte ; l'objectif recherché sera la préservation et l'amélioration de la qualité des eaux (de surface et souterraines).

- La majorité du territoire communal sera classée en secteur non constructible.
- Les nouvelles constructions devront être raccordées au réseau d'assainissement collectif.
- Les zones humides cartographiées lors de l'état initial, ainsi que les zones inondables sont exclues des zones constructibles
- En dehors de la partie déjà urbanisée, les terrains bordant les cours d'eau et l'Etang de Poncey seront classés en secteur non constructible.

Si l'imperméabilisation du sol (dans le cadre de l'urbanisation future) devait engendrer des problèmes d'inondation, la création de bassins de rétention des eaux pluviales permettra de réguler le débit des eaux de ruissellement.

Afin de préserver la biodiversité et les richesses environnementales du territoire communal, sont exclus des zones urbanisables :

- Les bois, ainsi que la plupart des haies, bosquets et arbres isolés. Ce classement affirme leur caractère naturel, sans pour autant assurer une protection forte de ces éléments qui possèdent une valeur écologique et paysagère.
Bien que peu développée, la trame végétale du village et de ses abords contribue à la qualité du cadre de vie de Poncey. Le maintien de cette ambiance végétale devra être recherché, tant au niveau du tissu existant que des nouvelles zones de construction. Cela suggère une densification raisonnée du tissu urbain actuel, et des parcelles constructibles dont la taille ne doit pas être réduite à l'extrême.
- Les terrains inclus dans les ZNIEFF de type I et II (excepté les parcelles déjà construites).

Sur le plan paysager, les constructions nouvelles, pour s'intégrer au mieux au bâti ancien, devront suivre la structure et la morphologie de l'habitat traditionnel. Les bâtiments agricoles devront faire l'objet d'une attention toute particulière, car ils seront exposés à la vue, en raison du contexte paysager local.

3.2 JUSTIFICATION DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE

Dans le respect des dispositions des articles L.161-4 et R.161-4 du Code de l'Urbanisme, les documents graphiques de la carte communale distinguent les secteurs constructibles et les secteurs non constructibles (cf. Pièces 2A et 2B du dossier).

3.2.1 SECTEUR CONSTRUCTIBLE (C)

Dispositions réglementaires applicables :

Au sein du périmètre constructible (C), les constructions nouvelles de toutes destinations et sous-destinations sont autorisées.

Les dispositions du Règlement National d'Urbanisme, définies par les articles R.111-1 à R.111-51 du Code de l'Urbanisme s'appliquent sur le territoire.

Justification des limites du périmètre constructible :

Le périmètre constructible délimité sur le territoire de Poncey-Lès-Athée a été déterminé par :

- les espaces bâtis existants :

Il s'agit des enveloppes urbaines du village de Poncey-Lès-Athée composées des habitations existantes et des parcelles en cours de construction ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme qui pourront à terme être construites et compléter l'espace bâti existant.

- les extensions urbaines :

Il s'agit de parcelles non bâties ayant fait ou non l'objet d'une demande d'urbanisme, situées en continuité du tissu urbain existant et dont l'emplacement est cohérent avec le projet global de la commune. Ces parcelles viendront à terme épaissir l'espace bâti existant au Nord et au Sud du village.

Le périmètre constructible a également été défini en tenant compte des paramètres suivants :

- Dispositions du Porter A Connaissance de l'Etat.
- Proximité des réseaux (eau potable, ...).
- L'ensemble de la commune est en assainissement non-collectif.

Les choix de classement au sein du périmètre constructible ZC ou du périmètre inconstructible ZnC sont motivés par les éléments suivants :

Le projet de village cherche à limiter le développement anarchique au coup par coup, sans logique urbaine, et le mitage urbain en général. Il favorise la densification urbaine au niveau du bourg, et vise à combler les vides entre les extensions Ouest du village et le centre ancien dans une logique de densification urbaine. Il limite également la progression urbaine le long de la RD 976 ; le développement de l'habitat au Nord-Ouest du village, le long de la RD 976, est toutefois envisagé pour affirmer l'entrée de Poncey, renforcer sa lisibilité et favoriser la sécurité de la traversée du village en permettant une urbanisation bilatérale.

Le projet urbain prend en compte les zones à préserver pour des raisons agricoles, environnementales, écologiques et paysagères, notamment : les zones inondables et humides, les périmètres de protection de l'exploitation agricole, les meilleures terres agricoles, les secteurs d'intérêt écologique (bois, cours d'eau, étang et leurs abords, ZNIEFF).

Le choix des secteurs à ouvrir à la construction s'est enfin appuyé sur la présence des réseaux (eau potable, assainissement et électricité) sur la voirie publique et sur les possibilités de desserte incendie. Les capacités de la ressource en eau potable de la commune et ainsi que la capacité de traitement de la station d'épuration des eaux usées ont également été prises en considération.

Les limites du secteur ZC ont été définies selon les limites parcellaires lorsque celles-ci ne permettent pas la construction de double front bâti ou selon une distance de 10 mètres depuis la dernière habitation afin de permettre son confortement sans permettre la construction de nouvelle habitation indépendante en double front bâti.

Des secteurs d'extension de l'habitat répondant à ces conditions ont été définis (cf. plan du projet de village ci-après) :

- Un secteur (secteur n°1 - 0,27 ha) situé au lieu-dit « Village ». Il permet d'établir une continuité de bâti entre la première construction et le reste bourg, améliorant ainsi la cohésion urbaine et la lisibilité de l'entrée de village.
Pour toute création d'accès sur la RD976, une demande d'avis auprès des services du Conseil Départemental sera nécessaire sur l'ensemble des secteurs d'extension.
- Le secteur de développement principal (secteur n°2 - 0,6 ha), qui pourra notamment accueillir le projet de logements seniors, est situé au Nord-Ouest du village, à l'Ouest de la RD 976. Il favorise une urbanisation bilatérale, il permet d'affirmer l'entrée de village et de créer une continuité urbaine entre les constructions du lieu-dit « Lavignotte » et le bourg ancien, renforçant ainsi la cohésion du village. Un renforcement du réseau d'eau potable et du réseau incendie pourrait se révéler nécessaire sur ce secteur.
Pour toute création d'accès sur la RD976, une demande d'avis auprès des services du Conseil Départemental sera nécessaire sur l'ensemble des secteurs d'extension. Dans tous les cas, il convient de privilégier un ou plusieurs accès depuis la voie communale au Sud, rue du Champ Cuminot, plutôt que depuis la RD976, hors agglomération.
- Un secteur (secteur n°3 - 0,15 ha) qui participe à la densification du bâti en permettant la réalisation d'une construction en double front bâti dans un secteur correctement desservi.

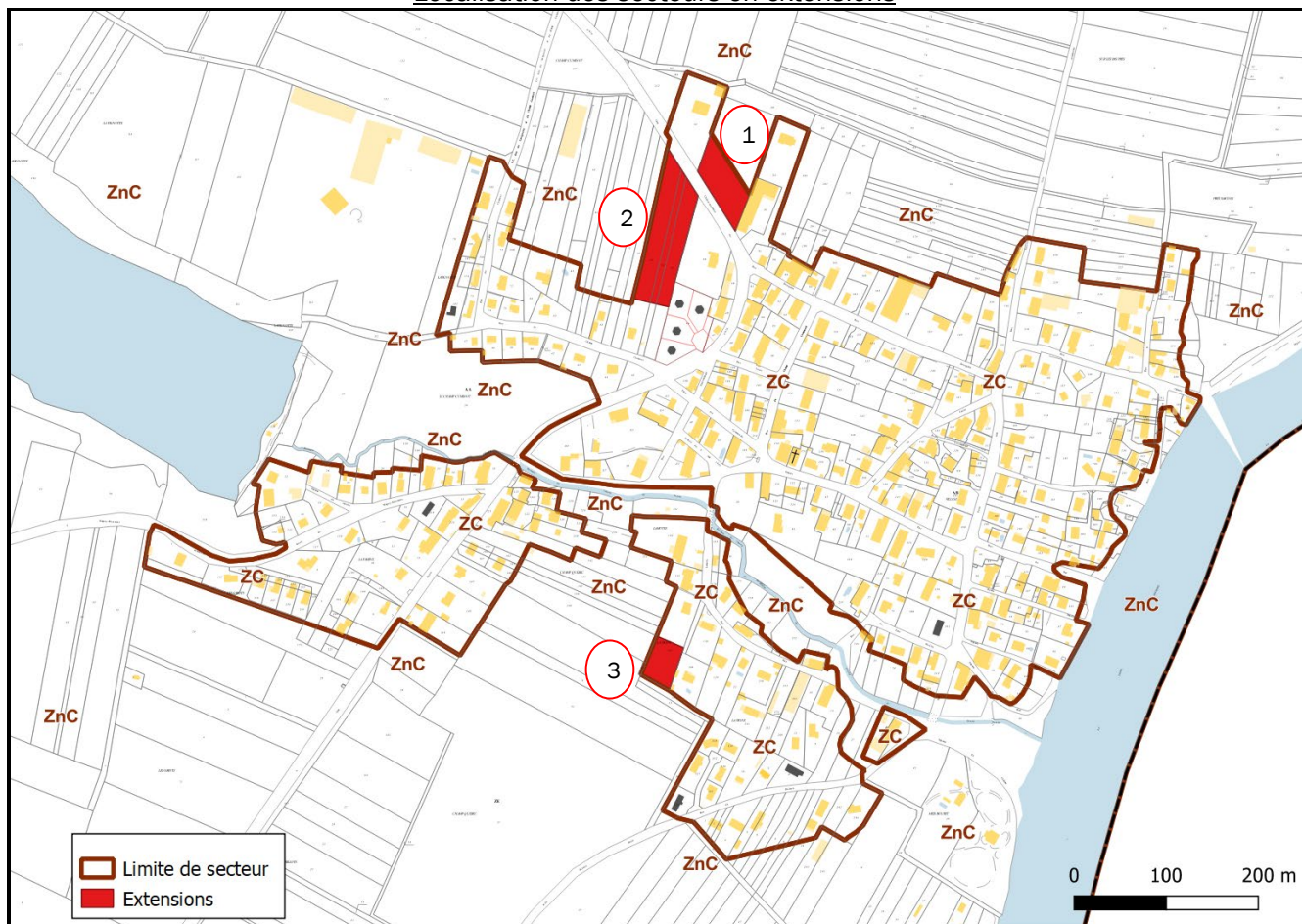
Les secteurs constructibles pour le développement de l'habitat sont pour certains soumis à la vue depuis la route départementale. De façon générale, l'implantation de nouvelles constructions ne modifiera pas la perception globale du bourg, mais seulement les entrées d'agglomération, en améliorant leur lisibilité.

Les contraintes environnementales et réglementaires ont été prises en compte. Le zonage a été délimité de façon à ne pas nuire au fonctionnement des exploitations agricoles de la commune, notamment en limitant au maximum le prélèvement sur les terrains agricoles proches du bourg.

L'ensemble des dents creuses et secteurs d'extensions sont correctement desservis par la défense incendie avec une ou plusieurs bornes situées à moins de 200 mètres :

- Secteur 1 : Rue Bourgalin ;
- Secteur 2 : Rue Champ Cuminot, Chemin Lavignotte et rue Bourgalin ;
- Secteur 3 : Rue Lamotte.

Localisation des secteurs en extensions



Extrait du plan du périmètre constructible

Prise en compte des objectifs du SCoT Val de Saône Vingeanne

Les extensions définies au village de Poncey-Lès-Athée ont été créées dans l'objectif d'épaissir la structure urbaine existante. Il ne s'agit donc pas d'étirer l'urbanisation le long d'axe routier.

Ainsi, le projet de périmètre constructible est cohérent avec les orientations n°7 et 10 du SCoT Val de Saône Vingeanne qui visent à privilégier les extensions urbaines en continuité de la structure urbaine existante.

Le projet communal permet d'identifier 1 ha de surface constructible en extension conformément à l'objectif du SCoT présenté au sein de l'orientation n° 18.

3.2.2 SECTEUR INCONSTRUCTIBLE (N)

Dispositions réglementaires applicables :

Article L161-4 du Code de l'Urbanisme :

« La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

- a) A des équipements collectifs ;
- b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;
- c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;
- d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Les constructions et installations mentionnées au 2° ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

Les constructions et installations mentionnées aux b et d du même 2° sont soumises à l'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ».

Les dispositions du Règlement National d'Urbanisme, définies par les articles R.111-1 à R.111-51 du Code de l'Urbanisme s'appliquent sur le territoire.

Les espaces naturels

A travers l'établissement de la Carte Communale, la commune a veillé à prendre en compte les espaces naturels du territoire et notamment :

- les boisements, l'étang et les abords de la Saône, les ZNIEFF.
- les zones humides et les zones inondables (zone d'aléa fort uniquement).
- les exploitations agricoles et leurs périmètres de protection (excepté pour les parcelles de la zone urbanisée déjà construites ou comprises entre deux constructions), et la quasi-totalité des terres agricoles.

Les espaces agricoles

Le reste du territoire est concerné en majorité par des terres agricoles que la commune a souhaité préserver afin de maintenir autant que possible l'activité agricole du territoire.

On note notamment que certaines terres agricoles à proximité immédiates des habitations ont été préservées puisque celles-ci sont particulièrement bien adaptées à la culture maraîchère (sols sableux). Il s'agit des terres situées aux lieux-dits Champ Quebec et les Griots, leur préservation est indispensable au maintien des exploitations agricoles concernées, notamment celle située rue Lamotte (exploitants maraîchers).

Les exploitations agricoles et les emprises des périmètres sanitaires sont localisées en secteur inconstructible. De cette façon, aucune nouvelle construction ne pourra être édifiée à proximité immédiate des bâtiments d'élevage.

Ancienne décharge

La parcelle OA336 longeant la VC n°1 (route de Magny-Montarlot) est exclue de la zone constructible car elle correspond à un ancien site de décharge d'ordures ayant fait l'objet d'une réhabilitation.

3.2.3 ESPACES SUPPRIMÉS DU SECTEUR CONSTRUCTIBLE ET OUVERTURES À L'URBANISATION

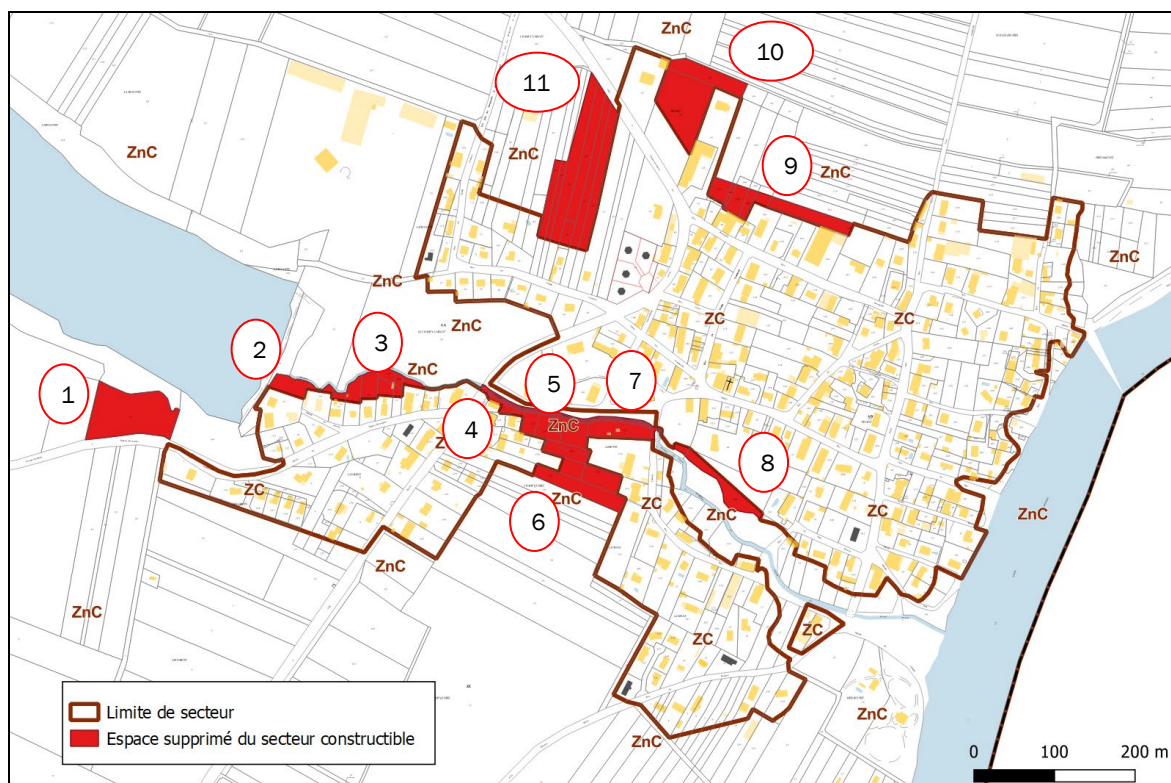
Comme précisé auparavant, la révision de la Carte Communale approuvée en 2008 doit permettre de trouver un équilibre entre la préservation des terres agricoles et le développement urbain, la commune souhaite que la révision de la carte communale permette une réduction des surfaces agricoles et naturelles consommables.

La commune a donc réévalué le classement au sein du périmètre constructible de certains secteurs dans le cadre de cette révision de façon à définir une réduction de la consommation d'espaces.

Ainsi, les adaptations suivantes sont apportées (les secteurs sont identifiés sur la carte en page suivante) :

- Le secteur constructible dédié aux activités économiques (**secteur n°1**) est en totalité supprimé. Comme précisé auparavant, la compétence économique appartient à la communauté de communes qui n'a pas de projet de développement économique sur Poncey-lès-Athée et aucun besoin local n'a été identifié. De plus, un projet de construction d'hangar agricole y est envisagé. Ce dernier pourra prendre place au sein du secteur ZnC.
- Le secteur constructible est adapté sur la parcelle AA 23 (**secteur n°2**) située au bout de l'impasse du Moulin de façon à être défini à 10 mètres de la construction existante. De cette façon, il ne sera pas possible d'édifier une nouvelle habitation à proximité du ruisseau et de sa digue.
- Les limites du secteur constructible sont également revues pour l'ensemble des parcelles situées au Nord de l'impasse du Moulin (**secteur n°3**) de façon à être définies à 10 mètres des constructions d'habitations. Cette distance sera adaptée sur certaines parcelles puisque des habitations ont été construites à moins de 10 mètres du ruisseau. Cette adaptation permettra de limiter les nouvelles constructions sur les abords immédiats du ruisseau.
- Les limites du secteur constructible ont été adaptées le long du ruisseau au Nord de l'impasse du Moulin, celles-ci sont adaptées sur les parcelles AA 119, 125 et 229 (**secteur n°4**) situées au Sud de la rue Lamotte afin de limiter les nouvelles constructions sur les abords immédiats du ruisseau.
- Les parcelles AA 130, 226 et 228 (**secteur n°5**) situées le long de la rue Lamotte et occupées par le city-stade sont reclassées en secteur non constructible. En effet, ce site n'a pas vocation à accueillir des constructions (habitations ou autres), mais à rester un espace de loisirs au cœur du village.
- Une partie des parcelles AA142 et 230 (**secteur n°6**) située dans le prolongement du city-stade est reclassée en secteur inconstructible puisque ces parcelles présentent une longueur importante et que leurs fonds sont difficilement accessibles. Le secteur constructible sera déterminé selon une distance suffisante de la route pour permettre l'extension des constructions existantes et selon une bande constructible de 30 mètres depuis la dernière construction (extension en cours prise en compte) de la parcelle AA230. La parcelle AA 231 est quant à elle reclassée en totalité en secteur inconstructible puisqu'inaccessible depuis les voies.
- La parcelle AA131 (**secteur n°7**), située au Sud de la rue Lamotte est reclassée en totalité au sein du secteur inconstructible. Celle-ci est concernée par un risque inondation et est aujourd'hui uniquement occupée par des constructions légères.
- Une partie de la parcelle AB236 (**secteur n°8**), située à l'Ouest la rue du Petit Moulin est reclassée au sein du secteur inconstructible. Celle-ci est concernée par l'application de la zone règlementaire rouge du PPRi sur sa partie Sud et se situe dans le corridor écologique lié au ruisseau de l'étang de Poncey. Le choix de conserver une partie de la parcelle AB236 constructible est établi après confirmation des possibilités d'accès à cette parcelle pour permettre la construction d'une habitation au cœur du village. Ainsi, il est favorisé la densification du village conformément aux dispositions du code de l'urbanisme. La partie maintenue en secteur constructible est définie entre la borne Sud-Ouest de la parcelle cadastrée AB64 et la borne Sud-Ouest de la parcelle cadastrée AB235. De cette façon, la Carte Communale permet la constructibilité de la parcelle tout en gardant une distance minimum de 5 mètres depuis la zone rouge du PPRi. Ce choix permet de ne pas autoriser les constructions en limite de la zone inondable et ainsi garantir la sécurité des populations. Cette possibilité ne remet pas en cause le projet global de la Carte Communale en matière de potentiel constructible pour l'habitat et de consommation d'espaces.

- Les parcelles AA202, 204, 205 et 208 et AB162 et 168 (**secteur n°9**) situées au Nord de la rue Bourgalin sont reclassées en partie au sein du secteur inconstructible. Ces parcelles se situent en deuxième front bâti et ne présentent pas les accès nécessaires pour être considérées comme constructibles. Seule la partie Est de la parcelle AB168 est préservée en secteur constructible pour une surface de 1360 m² permettant la réalisation d'extensions et d'annexes en lien avec la maison d'habitation existante. L'extension retenue est définie jusqu'à la limite Nord de la parcelle AB 168 soit selon une bande constructible de 40 mètres depuis la dernière construction permettant ainsi les travaux de confortement et la réalisation éventuelle d'une nouvelle habitation. La partie Ouest de la parcelle AB168 n'est pas reclassée en secteur constructible ZC ; sa surface étant trop importante et irait à l'encontre de la législation nationale et du SCoT du PETR Val de Saône Vingeanne en matière de réduction de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers.
- Les parcelles AA54, 55, 56, 57, 59, 60 et 61 (**secteur n°11**) situées au Sud de la RD976 sont reclassées en partie au sein du secteur inconstructible. Le secteur de développement principal pour l'habitat qui pourra notamment accueillir le projet de logements seniors est ainsi redéfini afin de répondre aux exigences règlementaires en matière de réduction de la consommation d'espaces. Le choix a été fait de préserver en secteur constructible les parcelles les plus éloignées de l'exploitation agricole située à l'Ouest du secteur. A noter que les parties sud des parcelles AA54, 55, 59, 60 et 61 sont préservées en secteur constructible le long de la rue du Champ Cuminot selon une bande de 45 mètres de profondeur afin de permettre le comblement de ces espaces considérés comme des dents creuses.
- Les parcelles ZB90 et AA82 (**secteur n°10**), situées au Nord de la RD976 sont reclassées en partie au sein du secteur inconstructible. Ce classement permet de répondre aux exigences règlementaires en matière de réduction de la consommation d'espaces. Cependant, la partie Sud de la parcelle AA82 est préservée en secteur constructible le long de la route départementale selon une bande de 45 mètres de profondeur afin d'établir une continuité du bâti entre la première construction et le reste du bourg, améliorant ainsi la cohésion urbaine et la lisibilité de l'entrée de village.



Extrait du plan du périmètre constructible

Ce sont 4,1 ha qui ont été reclassés en secteur inconstructible et aucun secteur n'est ouvert à l'urbanisation par un classement en secteur constructible dans le cadre de la révision de la Carte Communale. La révision de la Carte Communale permet donc de définir un projet global cohérent avec les objectifs de la commune tout en reclassant 4,1 ha de terres agricoles et naturelles en secteur non constructible.

3.2.4 LOCALISATION DU POTENTIEL CONSTRUCTIBLE DE LA CARTE COMMUNALE

Les constructions nouvelles habitées depuis 2020 (Objectifs du SCoT)

Ce sont **9 constructions nouvelles habitées depuis 2020** qui sont prises en compte dans le bilan du potentiel de la Carte Communale afin de répondre aux objectifs 2020 – 2030 fixés par le SCoT.

Les dents creuses

Il est à noter que ce potentiel constructible théorique des dents creuses est déterminé selon la taille, la forme et les accès de chaque parcelle et non selon une densité définie par avance qui ne correspond pas toujours à la réalité du terrain.

Ce sont 2,5 ha de potentiel en dents creuses qui sont identifiés au sein du tissu urbain existant.

Cette surface de 2,7 ha représente un potentiel théorique de **25 constructions**, soit plus de 9 constructions par hectare.

Les extensions urbaines

Afin de compléter le potentiel constructible en constructions neuves au sein de la Carte Communale et ainsi répondre aux objectifs de croissance démographique fixés auparavant, tout en permettant une réduction de la consommation d'espaces projetée, la commune a maintenu plusieurs secteurs d'extension présents au sein de la Carte Communale approuvée en 2008 (voir titres précédents).

Ces parcelles représentent une surface totale de 1 ha permettant l'accueil de **12 constructions**, soit **une densité moyenne de 12 logements par hectare dans les zones en extension**.

Bilan du potentiel constructible

Au total, ce sont donc **3,7 ha de potentiel constructible en dents creuses et extensions urbaines** qui sont disponibles pour **l'accueil de 37 constructions**.

Sur les 37 logements, 25 sont issus de la reprise de dents creuses, soit 67,5% du potentiel.

A ces chiffres, il faut également ajouter les constructions terminées ou entamées depuis 2020 (Objectifs du SCoT) qui sont au nombre de 9.

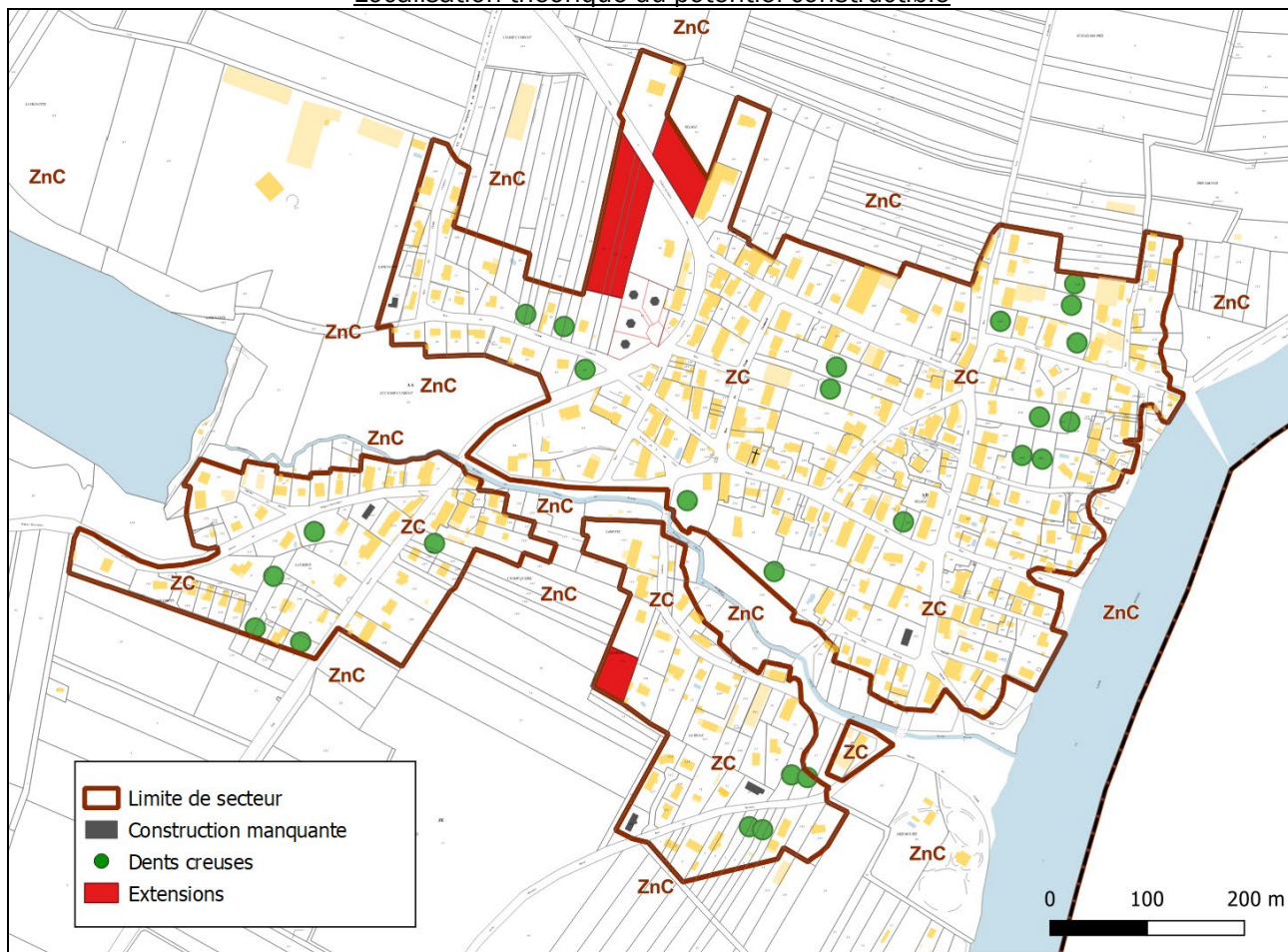
Soit, un total de 46 logements sur la période de référence 2020 – 2030 permettant de répondre aux objectifs de la commune.

Ce projet est cohérent avec l'objectif fixé par la commune qui nécessite la création de 42 logements.

La présentation ci-après sur plan est hypothétique et a permis d'évaluer de manière théorique l'implantation de futures constructions.

Cette cartographie résulte d'une étude de terrains menée conjointement entre le bureau d'études et les élus de la commune, afin d'obtenir un résultat réaliste de la situation des dents creuses sur le territoire.

Localisation théorique du potentiel constructible



Extrait du plan du périmètre constructible

3.2.5 BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATUREL, AGRICOLE ET FORESTIER

Pour rappel :

C'est 1,1 ha d'espaces agricole et naturel qui a été consommé pour l'habitat et les équipements entre 2013 et 2023.

C'est 1,15 ha d'espaces agricole et naturel qui a été consommé pour l'habitat et les équipements entre 2011 et 2021.

La comparaison entre la consommation d'espaces passée selon différentes périodes de références doit permettre d'engager les réflexions concernant les objectifs de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) présentés au sein de la Loi Climat et résilience qui recommande :

- entre 2021 et 2031 à l'échelle régionale, de diviser par 2 la consommation d'espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (NAF) mesurée entre 2011 et 2021 ;
- d'ici février 2024, que les SRADDET territorialisent les objectifs de diminution pour chaque SCoT, qui territorialiseront à l'échelle des EPCI et communes.

Ces analyses ne peuvent donc en aucun cas se substituer au travail d'analyse et de territorialisation en cours à l'échelle du SRADDET et constituent bien une base de réflexion pour engager une trajectoire ZAN dans l'attente de cette territorialisation des objectifs 2031 par les SRADDET.

Dans l'attente de cette territorialisation, la commune a réalisé la révision de sa Carte Communale dans le respect des objectifs territorialisés du SCoT Val de Saône Vingeanne.

De cette façon, la commune répond aux enjeux précisés dans la circulaire du 04 août 2022, dans laquelle il est rappelé la nécessité de ne pas anticiper la territorialisation des objectifs 2031 tout en invitant les collectivités à rester sensibles à la réduction de la consommation des espaces visant ainsi les objectifs de la loi.

La révision de la carte communale identifie une **consommation d'espaces projetée de 1 ha pour l'habitat et aucune consommation d'espaces pour les activités, à partir de la date d'approbation de la révision de la Carte Communale et pour les 10 prochaines années, soit 2023 à 2033**. A noter que cette temporalité va au-delà de la première phase du SCoT qui fixe des objectifs distincts entre 2020 – 2030 et 2030 – 2040.

En prenant en compte la période de référence présentée au sein de la Loi Climat et Résilience, soit 2021 – 2031, cette surface est portée à 1,3 ha.

On note donc que la Carte Communale ne permet pas une application stricte de la réduction de la consommation d'espaces selon les périodes de référence de la Loi Climat et Résilience.

Cependant, comme précisé ci-dessus, la commune de Poncey-lès-Athée étant concernée par un SCoT, ce sont les objectifs de ce dernier qui ont été pris en compte dans le cadre de la redéfinition du périmètre constructible de la commune.

La Carte Communale respecte donc le principe de réduction de la consommation d'espaces agricole, naturel et forestier pour l'habitat et l'activité :

- en réduisant la surface du secteur constructible de 4,1 ha par rapport au bilan général de la Carte Communale approuvée en 2008 afin d'être en conformité avec les objectifs territorialisés du SCoT Val de Saône Vingeanne,
- en identifiant 67,5% de son potentiel constructible en dents creuses,
- en réduisant les surfaces consommables pour les activités et l'habitat par rapport aux 10 dernières années.

3.3 BILAN DES SURFACES DE LA CARTE COMMUNALE

Dénomination des secteurs	Superficie brute	Superficie relative
Secteur constructible « ZC »	37,76 ha	5,7 %
Secteur inconstructible « ZnC »	620,81 ha	94,3 %
Territoire communal	658,57 ha	100 %

Surfaces calculées par SIG (Qgis)

3.4 PRISE EN COMPTE DU PAYSAGE URBAIN ET DU PAYSAGE NATUREL

3.4.1 LE PAYSAGE URBAIN

Le périmètre constructible de la carte communale comprend l'ensemble des constructions du territoire de Poncey-lès-Athée, à l'exception de certains bâtiments agricoles et habitations isolées qu'il était préférable de maintenir en secteur naturel inconstructible (ZnC), de par leur vocation ou leur position éloignée des espaces urbains et au sein d'espaces à forts enjeux environnementaux (ZNIEFF, PPRI, ...).

Ce périmètre intègre également les espaces non construits au sein du tissu urbain (dents creuses) et quelques parcelles situées en limite du tissu urbain qui permettront d'épaissir ce dernier.

La Carte Communale ne remet donc pas en cause la forme urbaine du village dans le sens où elle ne crée pas d'extension nouvelle, mais qu'elle permet d'épaissir le tissu urbain autour d'axes existants.

Aspects réglementaires :

- **L'application des dispositions réglementaires du Règlement National d'Urbanisme (R.N.U.)**, régissant la nature des constructions à édifier (accès et voirie, hauteur, implantation, espaces verts et plantations).
- **L'application des articles complémentaires du Code de l'Urbanisme**, régissant l'intégration des constructions nouvelles au sein des sites naturels et urbains.

3.4 2 LE PAYSAGE NATUREL

Les éléments paysagers naturels à préserver sont classés en secteur inconstructible (ZnC). Il s'agit principalement des boisements situés à l'Ouest du territoire, des zones à dominante humide et des abords de la Saône. Ont également été classés en secteur inconstructible (ZnC), les éléments naturels présents en frange du bourg et ayant un impact important sur le paysage de ce dernier.

La Carte Communale impacte peu le paysage naturel ; au contraire, elle permet de l'identifier et de le protéger en grande partie de l'urbanisation.

Aspects réglementaires :

L'intégration optimale des futures constructions dans leur environnement paysager sera assurée par :

- **L'application des dispositions réglementaires du Règlement National d'Urbanisme (R.N.U.)**, régissant la nature des constructions à édifier (accès et voirie, hauteur, implantation, espaces verts et plantations).
- **L'application des articles complémentaires du Code de l'Urbanisme**, régissant l'intégration des constructions nouvelles au sein des sites naturels et urbains.

3.5 PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIONS SUPRA-COMMUNALES

La politique de développement menée au travers de la Carte Communale a été définie dans le respect des dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.), et en particulier les principes fixés par les articles L.101-1 et L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

En effet, le périmètre de la zone constructible (ZC) a été défini en fonction des parties urbanisées existantes.

De plus, au travers de sa Carte Communale, la commune favorise le comblement des dents creuses et limite les extensions urbaines afin de réduire la consommation d'espaces agricole et naturel. Elle limite également l'extension des réseaux et des déplacements favorisant les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, les risques et nuisances de toutes natures (inondations par débordements, périmètres sanitaires, ...) et les enjeux environnementaux (Natura 2000, ZNIEFF, zones humides, Trame verte et bleue, ...) ont été pris en compte en n'y développant pas l'urbanisation.

Ainsi la Carte Communale permet un maintien du niveau de population et le renouvellement de celle-ci tout respectant les entités paysagères, le patrimoine naturel et urbain et l'environnement du territoire.

Le territoire de Poncey-lès-Athée n'est pas couvert par un Plan de Déplacement Urbain ou un Plan Local de l'habitat et la Carte Communale prend en compte les dispositions du SCoT Val de Saône Vingeanne (voir tableaux pages suivantes).

Etant donnée ces éléments, la Carte Communale ne va pas à l'encontre des dispositions énoncées à l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme.

Dispositions supra-communales à respecter	Justifications de la prise en compte dans le périmètre constructible
<p>Extrait des orientations du SDAGE du bassin Rhône Méditerranée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité. - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques. - Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides. - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques. - Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau. - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir. - Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement. <p>Extrait des orientations du SAGE de la Tille :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Gestion quantitative des ressources en eaux. - La Préservation de la qualité des eaux. - La Gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques. - L'Aménagement du territoire et la gestion des risques d'inondation. 	<p>Compatibilité avec le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée et le SAGE de la Tille :</p> <p>La Carte Communale est compatible avec les orientations du SDAGE puisque la commune a pris le soin de classer en secteur inconstructible ZnC le ruisseau de l'étang de Poncey y compris au centre du village et l'ensemble des étangs du territoire.</p> <p>De plus, les zones humides et leurs abords ont également été classés en secteur inconstructible, à l'exception de celles déjà bâties.</p> <p>La commune est concernée par la présence de risques inondations par débordement de la Saône et est donc concernée par l'application du PPRI.</p> <p>Pour une parfaite information des habitants, le zonage réglementaire du PPRI est présenté au sein du rapport de présentation et reporté sur les plans du périmètre constructible de la Carte Communale. De plus, l'ensemble des terrains concernés par la zone rouge du PPRI sont classés en secteur non constructible (ZnC). Il en est de même pour les terrains non bâtis concernés par la zone bleue du PPRI.</p> <p>La commune est concernée par un périmètre de protection de captage lié au puits de Poncey. On note que la quasi-totalité du village se situe au sein du périmètre de protection éloigné. Dans ce cadre, il n'est pas possible de le classer en secteur inconstructible. Pour une bonne information du public, les dispositions s'appliquant au sein de ce périmètre sont annexées à la Carte Communale.</p> <p>Aucune extension de l'urbanisation n'a été définie au sein du périmètre de protection rapproché. Seules les constructions existantes situées au Sud de la rue du Buisson se situent au sein du périmètre constructible de la Carte Communale et du périmètre de protection rapproché. Le reste du périmètre de protection rapproché est ainsi classé en secteur inconstructible de la même façon que le périmètre immédiat.</p> <p>Enfin, le projet communal de croissance démographique a été déterminé en prenant en compte les capacités de distribution en eau potable suffisantes pour alimenter la commune et en tenant compte du réseau d'assainissement collectif existant d'Auxonne d'une capacité de 24 500 équivalents-habitants.</p>

<p>Extrait des orientations du SRCE Bourgogne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme et de planification. - Conforter les continuités écologiques et la perméabilité dans les espaces agricoles, forestiers et aquatiques. 	<p>Une étude technique de l'impact de la création de nouveaux logements sur la capacité de traitement de la station d'épuration d'Auxonne a été réalisée en mars 2022. Celle-ci permet de mettre en avant que la quantité maximale (en pollution organique) reçue en 2021, à savoir 1343 kg de DBO5, laisse une marge d'environ 2000 EH, soit environ 500 nouveaux logements. En permettant la réalisation de 40 à 50 logements supplémentaires au sein de la Carte Communale, le projet de la commune de Poncey-lès-Athée représente 10% de la capacité restante de la STEP desservant 5 communes au total. Cette proportion est raisonnable et ne remet pas en cause le bon fonctionnement de la STEP pour les autres communes.</p> <p>Compatibilité avec le SRCE Bourgogne :</p> <p>La carte communale est compatible avec les orientations du SRCE puisqu'elle protège les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques identifiés au sein du SRCE et à l'échelle locale en classant en secteur naturel inconstructible ZnC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La totalité du Site Nature 2000 directive habitat Identifiant : FR4301342 : Val de Saône de Vonges à Auxonne ; - La totalité du ruisseau de l'Etang de Poncey y compris au centre du village ; - La totalité de l'étang de Poncey ; - La totalité de la ZNIEFF de type 1 260030237 de la vallée et terrasse de la Saône entre Lamarche, Vielverge et Tillenay ; - L'ensemble des parties non bâti de la ZNIEFF de type 2 260014849 de la vallée de la Saône de Pontailier à Auxonne ; - La totalité des zones à dominante humide non bâties identifiées par la DREAL.
---	--

<p>Extrait du document d'orientations et d'objectifs du SCoT Val de Saône Vingeanne :</p> <p><u>Programmer une production de logements de l'ordre de 240 logements/an en moyenne</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une croissance démographique ambitieuse de 1,2% par an. - Un rythme de constructions annuel envisagé sur le temps du SCoT de 83 logements pour les villages. <p><u>Réduire la consommation foncière pour la construction de nouveaux logements</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une densité brute moyenne minimale des zones d'extension de l'urbanisation d'environ 12 logements/ha pour les villages. - Une enveloppe urbanisable en extension maximale à vocation d'habitat de 47,4 ha pour les villages de 0 à 10 ans. <p><u>Les grands équilibres entre espaces urbains, naturels et agricoles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la préservation des ressources, la prévention des risques, des pollutions et des nuisances. 	<p>Compatibilité avec le SCoT Val de Saône Vingeanne :</p> <p>La Carte Communale permet l'accueil de nouveaux habitants tout en préservant le cadre de vie et les ressources de la commune. En effet, les orientations du SCoT Val de Saône sont prises en compte en termes de surface d'ouverture à l'urbanisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La définition d'une croissance démographique de 1,2% tout en tenant compte du desserrement des ménages nécessitent la construction de 42 logements pour les 10 années à venir. - La Carte Communale présente une enveloppe urbanisable en extension de 1 ha dont aucune ouverture à l'urbanisation de terres agricoles par rapport à la Carte Communale approuvée en 2008. - Le projet communal s'est basé sur une densité brute de 12 logements par hectare pour les espaces en extension de l'urbanisation. - 67,5% du potentiel de logements concernent la reprise de dents creuses. <p>Les éléments naturels du paysage et les terres nécessaires à l'activité agricole ont été protégés par un classement en secteur inconstructible ZnC.</p> <p>Des éléments de la trame verte et bleue ont été préservés au sein du bourg pour maintenir la biodiversité du territoire. Il s'agit principalement du ruisseau de l'Etang de Poncey.</p> <p>Le projet de périmètre constructible est cohérent avec les orientations n°7 et 10 du SCoT Val de Saône Vingeanne qui visent à privilégier les extensions urbaines en continuité de la structure urbaine existante et de préserver l'identité des hameaux.</p>
<p>Les Servitudes d'Utilité Publique :</p> <p>A5 Servitudes pour la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement</p>	<p>Compatibilité avec les Servitudes d'Utilité Publique</p> <p>A5 : La Carte Communale ne définit pas de nouveaux secteurs d'urbanisation à proximité des canalisations identifiées par cette servitude. La canalisation d'alimentation Poncey – Dijon Valmy (DN 1000) et ses abords sont en totalité classés en secteur inconstructible. La canalisation d'alimentation Poncey – Dijon (DN 800) et ses abords sont classés en secteur constructible uniquement sur des parties déjà urbanisées, le reste de la canalisation est en secteur inconstructible.</p>

<p>AS1 Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables</p>	<p>AS1 : On note que la quasi-totalité du village se situe au sein du périmètre de protection éloigné. Dans ce cadre il n'est pas possible de le classer en secteur inconstructible. Pour une bonne information du public les dispositions s'appliquant au sein de ce périmètre sont annexées à la Carte Communale.</p> <p>Aucune extension de l'urbanisation n'a été définie au sein du périmètre de protection rapproché. Seules les constructions existantes situées au Sud de la rue du Buisson se situent au sein du périmètre constructible de la Carte Communale et du périmètre de protection rapproché. Le reste du périmètre de protection rapproché est ainsi classé en secteur inconstructible de la même façon que le périmètre immédiat.</p>
<p>EL3 Servitudes de halage et de marchepied</p>	<p>EL3 : La Carte Communale ne définit pas de nouveaux secteurs d'urbanisation à proximité des abords de la Saône concernés par la servitude. A noter que l'ensemble de la servitude se situe en secteur inconstructible.</p>
<p>I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques</p>	<p>I4 : La Carte Communale ne définit pas de nouveaux secteurs d'urbanisation à proximité des canalisations identifiées par cette servitude. Les abords des canalisations sont classés en secteur constructible uniquement sur des parties déjà urbanisées, le reste des canalisations est en secteur inconstructible.</p>
<p>INT1 Servitudes au voisinage des cimetières</p>	<p>INT1 : La totalité des terrains identifiés au sein de la servitude INT1 est classée en secteur inconstructible ZnC.</p>
<p>PM1 Servitudes résultant des plans de préventions des risques naturels prévisibles</p>	<p>PM1 : Pour une parfaite information des habitants, le zonage réglementaire du PPRi est présenté au sein du rapport de présentation et reporté sur les plans du périmètre constructible de la Carte Communale. De plus, l'ensemble des terrains concernés par la zone rouge du PPRi sont classés en secteur non constructible (ZnC). Il en est de même pour les terrains non bâtis concernés par la zone bleue du PPRi.</p>
<p>T1 Servitudes relatives aux chemins de fer</p>	<p>T1 : La voie de chemin de fer concernée par la servitude, se situe à plus d'1 km des premières habitations du village. Celle-ci est donc en totalité classée en secteur inconstructible ZnC.</p>
<p>T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières</p>	<p>T7 : L'ensemble du territoire communal est concerné par cette servitude ; les futures constructions du territoire devront faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur. La Carte Communale ne va pas à l'encontre de cette servitude.</p>

PARTIE 4 :

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INCIDENCES DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE SUR
L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES ENVISAGEES POUR
EVITER, REDUIRE, COMPENSER

4.1 PREAMBULE

L'évaluation environnementale des plans et programmes a été rendue obligatoire par l'ordonnance n°2004-489 de 2004 qui transposait la directive européenne de 2011 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement (Code de l'urbanisme).

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a modifié les conditions pour lesquelles un document d'urbanisme est soumis ou non à évaluation environnementale (pour certains aspects seulement).

Sont ainsi concernés par l'évaluation environnementale, les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000 (Article R.104-9 du Code de l'urbanisme).

Le territoire de Poncey-lès-Athée comprenant le site Nature 2000 directive habitat FR4301342 : « Val de Saône de Vonges à Auxonne », le projet est donc soumis à évaluation environnementale.

Un état des lieux de la situation et des perspectives d'évolution par thématique environnementale est fourni dans l'état initial. L'étude des incidences a ensuite été réalisée pour chacune des thématiques environnementales présentées dans l'état initial.

L'analyse du risque d'**incidence sur le site Natura 2000** fait l'objet d'un chapitre spécifique intégré au sein de l'étude des incidences sur la biodiversité et le fonctionnement écologique du territoire.

L'évaluation environnementale a été menée en parallèle à la réalisation de la Carte Communale afin de pouvoir adapter celle-ci aux attentes réglementaires tout en proposant un projet de développement respectueux de l'environnement.

Rappelons qu'il s'agit de l'évaluation du projet de révision de la Carte Communale et non de l'évaluation de la situation existante.

Cette analyse des incidences sur l'environnement expose :

- Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;
- Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'environnement ;
- La présentation des mesures envisagées pour Eviter, Réduire, et en dernier lieu Compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;
- La définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

4.2 LES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE DE L'ENVIRONNEMENT

4.2.1 LA ZONE NATURE 2000

Cette partie constitue l'évaluation d'incidences NATURA 2000 prévue par l'Arrêté Préfectoral du 4 janvier 2011 fixant la liste prévue au 2e du III de l'article L. 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences NATURA 2000.

Le dossier d'évaluation des incidences NATURA 2000 est établi par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire. Conformément à l'article R. 414-23 du code de l'environnement, l'évaluation qui suit est proportionnée à l'importance de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

Critères pour l'évaluation des incidences NATURA 2000

Les critères pour mesurer si la carte communale risque d'avoir un effet notable sur le site NATURA 2000 **directive habitat FR4301342 : « Val de Saône de Vonges à Auxonne »** sont listés dans les tableaux suivants.

Critères d'évaluation d'incidences NATURA 2000 pour la ZSC	
Critères	Pré-évaluation
Distance	<p>Le village de Poncey-lès-Athée est situé, au plus près, à 600 mètres au Sud du site NATURA 2000 FR4301342 : « Val de Saône de Vonges à Auxonne », au niveau de la RD976.</p> <p>Le site NATURA 2000 et le village sont séparés par des espaces agricoles cultivés sans éléments favorisant les déplacements de faune ou de flore (haies, boisements, ...).</p> <p>Cet éloignement avec le village et la présence de l'espace agricole cultivé limite les possibilités de certains échanges de la faune et de la flore avec les espaces naturels du village.</p>
Hydrographie	<p>Le site Natura 2000 est directement lié à la vallée de la Saône qui constitue ce site dominé par les prairies (fauche et pâture).</p> <p>Sur le territoire de Poncey-lès-Athée, la Saône est en partie alimentée par l'Etang de Poncey, qui possède un exutoire nommé Ruisseau de l'Etang. Ce dernier traverse le village et se jette dans la Saône après un parcours d'environ 990 m. Quelques fossés complètent ce réseau hydrographique.</p> <p>Aucune donnée qualitative ou quantitative n'est disponible pour le Ruisseau de l'Etang. Dans tous les cas, la qualité de ce cours d'eau ne doit pas être dégradée afin de préserver l'intégrité du site Natura 2000 face aux diverses pollutions d'origine aquatique.</p>
Fonctionnement des écosystèmes	<p>L'écosystème et les habitats localisés dans le village peuvent présenter des interactions directes avec ceux pour lesquels le site NATURA 2000 a été désigné.</p> <p>En effet, le site comprend les gîtes de mise bas, le plus souvent situés en bâtiments ou infrastructures artificielles pouvant se trouver au sein des villages.</p> <p>Les autres milieux identifiés se trouvent en dehors de l'espace urbanisé du village puisqu'ils concernent les milieux humides et cours d'eau de grande qualité.</p>

	Ces interactions restent donc secondaires : dispersion de l'avifaune, de mammifères (notamment chiroptères) ou de l'entomofaune (juvéniles et immatures) depuis la Vallée de la Saône, dispersion hivernale pour recherche alimentaire d'une partie de l'avifaune, passage de migrants... Ces interactions sont sans effets qualitatifs sur l'un ou l'autre des sites au vu de la nature différente des habitats et des effectifs faunistiques potentiellement concernés.
Nature et importance du programme ou du projet	<p>La révision de la carte communale permet la restitution de 4,1 ha de secteur constructible en secteur constructible en préservant des espaces en extension de l'urbanisation d'une surface de 1 ha. Celles-ci sont situées dans la continuité immédiate du village. Elles sont éloignées du site NATURA 2000, puisque situées à plus de 650 mètres pour l'extension la plus proche. Celles-ci n'ont pas pour effet de rapprocher les habitations du site Natura 2000.</p> <p>La Carte Communale n'ouvre aucune surface du site Natura 2000 à l'urbanisation.</p>
Caractéristiques du ou des sites et de leurs objectifs de conservation	<p>Du fait de l'éloignement relatif et des faibles interactions possibles, le risque d'altération de l'état de conservation des habitats et espèces caractéristiques du site voisin peut être écarté.</p> <p>Cette révision de carte communale et son projet de périmètre constructible ne remettent aucunement en cause les caractéristiques essentielles du site NATURA 2000 et ses objectifs de conservation.</p>

Incidences sur la zone NATURA 2000

Il apparaît que le village et le site Natura 2000 présentent quelques relations fonctionnelles particulières et diffuses (survol de migrants, dispersion post-nidification, erratisme local d'oiseaux, de mammifères ou d'insectes).

Cependant, l'élaboration de la carte communale n'a pas d'effet notable sur l'état de conservation des espèces ou des habitats pour lesquels ce site NATURA 2000 a été désigné. En effet, la Carte Communale n'a pas pour effet la destruction de milieu ou d'habitat en lien avec le site et n'aggrave pas la situation des espaces bâtis vis-à-vis de ce site en ne définissant pas d'espace constructible entre la dernière construction du village et le site.

En ce qui concerne les chiroptères utilisant le site NATURA 2000 du Val de Saône de Vonges à Auxonne et pouvant trouver des gîtes dans le village proche, la carte communale définit la zone constructible en intégrant l'ensemble du périmètre construit existant ainsi que les extensions définies de manière cohérente avec les besoins de la commune. Ainsi, ce document n'ayant pas vocation à intervenir sur le patrimoine bâti mais uniquement sur la destination des sols, la disponibilité en gîtes diurnes offerte par les constructions existantes ne pourra pas être réduite par le projet.

En conséquence, la présente évaluation du risque d'altération de l'état de conservation des habitats/espèces de ces zones NATURA 2000 ne paraît pas justifier une étude d'incidence approfondie.

Mesures d'évitement et de réduction

Comme le démontre l'évaluation, l'enveloppe urbaine de Poncey-lès-Athée et les extensions définies apparaissent suffisamment éloignées de la zone NATURA 2000 pour ne pas entraîner d'incidences notables sur les habitats et les espèces pour lesquels celle-ci a été désignée.

La révision de la carte communale ne vient pas remettre en cause les fonctionnalités offertes par les habitats en place. La mosaïque d'habitats complémentaires de la périphérie du village est globalement respectée dans le projet.

La révision permet même une meilleure protection des abords du ruisseau de l'Etang de Poncey qui sont reclassés en secteur inconstructible.

4.2.2 INCIDENCES SUR LES ZONES D'INVENTAIRE

Le périmètre de la ZNIEFF de type 1 260030237 de la vallée et terrasse de la Saône entre Lamarche, Vierves et Tillenay, dont une partie se superpose au site NATURA 2000 précédent, ne se superpose pas au village de Poncey-lès-Athée.

Le périmètre de la ZNIEFF de type 2 260014849 de la vallée de la Saône de Pontailier à Auxonne, dont une partie se superpose au site NATURA 2000 précédent, se superpose également en partie au village de Poncey-lès-Athée.

La Carte Communale permet notamment le classement de certains jardins ou vergers situés en frange du village en secteur inconstructible ZnC. Ainsi, la Carte Communale préserve certains habitats périphériques du village favorables à certaines espèces comme les chiroptères (terrains de chasse).

De la même façon que pour les espèces identifiées au sein du site NATURA 2000, le classement en secteur inconstructible ZnC de l'étang de Poncey et du ruisseau et de ses abords situés hors du périmètre de la ZNIEFF constitue la mesure qui permettra d'éviter toute incidence sur les populations locales de ces espèces déterminantes.

Aucune extension de l'urbanisation n'a été définie au sein du périmètre ZNIEFF de type 2 260014849 de la vallée de la Saône de Pontailier à Auxonne. Seules les constructions existantes situées au Sud de la rue du Buisson se situent au sein du périmètre constructible de la Carte Communale et du périmètre de la ZNIEFF. Le reste du périmètre de la ZNIEFF est ainsi classé en secteur inconstructible.

Le projet de la carte communale permet d'éviter toute incidence sur les habitats et les espèces déterminantes des zones d'inventaires représentées sur le territoire communal.

4.2.3 INCIDENCES SUR LES NAPPES D'EAUX SOUTERRAINES

L'aléa remontée de nappes, concerne une grande partie des terrains ouverts à l'urbanisation au sein de la Carte Communale.

Il s'agit de la partie Sud et la partie Est du territoire qui n'est pas occupée par le site Natura 2000. Il faut souligner que le ruisseau de l'Etang de Poncey traverse le village d'Ouest en Est expliquant la présence de la nappe sub-affleurante.

Au vu de ces éléments, l'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 1 ha aura une incidence minime sur les nappes d'eaux souterraines.

4.2.4 INCIDENCES SUR LES STATIONS BOTANIQUES PATRIMONIALES

Plusieurs espèces patrimoniales sont citées dans le Val de Saône de Vonges à Auxonne. Elles figurent pour la plupart sur la liste rouge régionale des espèces menacées et plusieurs sont intégralement protégées. Ces stations, comprises dans le périmètre de la zone NATURA 2000 et des ZNIEFF de type I et II de la commune, sont éloignées et totalement exclues des limites du village. **Elles ne seront aucunement impactées par le projet de carte communale.**

4.2.5 INCIDENCES SUR LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

La trame verte locale correspond essentiellement aux massifs boisés référencés en ZNIEFF et des prairies de la plaine alluviale de la Saône.

La trame bleue locale concerne principalement la rivière de la Saône qui est répertoriée comme un élément principal de cette trame. La trame bleue est complétée par le ruisseau de l'Etang de Poncey. Ce réseau hydrographique est accompagné de zones d'expansions de crues, de zones humides, de prairies humides et de ripisylves qui favorisent le développement d'une biodiversité floristique et faunistique.

Sur les abords du ruisseau de l'Etang de Poncey, les possibilités de certains échanges avec la vallée de la Saône sont maintenues par le classement en secteur inconstructible ZnC des principaux habitats relais supports de déplacement de la petite faune autour du village : vergers, jardins, prés, boisements humides, mares...

Les incidences de la mise en œuvre de la carte communale sur le corridor de zones humides de la vallée de la Saône à l'Est ou le corridor forestier au Nord du territoire sont inexistantes.

Le secteur constructible intègre quelques parcelles de jardins, cultures ou pré-enclavées situées dans la continuité du tissu urbain de la commune et bien desservies par les réseaux et voie d'accès.

Etant donné la pression anthropique notable s'exerçant sur ces parcelles, il apparaît que leur fonctionnalité en tant que corridor ou support de « nature ordinaire » reste très limitée et sans commune mesure avec l'intérêt global de la frange paysagère du village : vergers, prés, prairies humides préservées au sein du secteur inconstructible ZnC.

L'élaboration de la carte communale n'a pas d'impact direct sur les corridors écologiques locaux et permet même de les préserver notamment aux abords du ruisseau de l'Etang de Poncey et des franges du village.

4.2.6 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES NATURELS

Risque d'inondation

La commune est concernée par la présence de risques inondations par débordement de la Saône et est donc concernée par l'application du PPRi.

Pour une parfaite information des habitants, le zonage réglementaire du PPRi est présenté au sein du rapport de présentation et reporté sur les plans du périmètre constructible de la Carte Communale. De plus, l'ensemble des terrains concernés par la zone rouge du PPRi est classé en secteur non constructible (ZnC). Il en est de même pour les terrains non bâtis concernés par la zone bleue du PPRi.

Aucun secteur d'extension de l'urbanisation n'est défini au sein de ces zones inondables.

Risque lié à l'aléa retrait/gonflement des argiles

Le risque de retrait-gonflement des argiles est moyen sur le territoire et notamment sur le village.

La population est donc alertée sur cet aléa avec la diffusion en annexe de la Carte Communale des informations concernant les risques de l'aléa et les modes de constructions à mettre en place pour limiter les éventuels dégâts.

4.2.7 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Le village ne compte aucune industrie générant des périmètres d'éloignement.

En ce qui concerne les exploitations agricoles d'élevage, les périmètres sanitaires s'appliquant au titre des ICPE (distance de 100 mètres) et du Règlement Sanitaire Départemental (distance de 50 mètres) ont été pris en compte afin de ne pas définir de secteur de développement de l'habitat à proximité de ces dernières. La révision de la carte Communale permet même d'éloigner le secteur principal de développement d'un élevage.

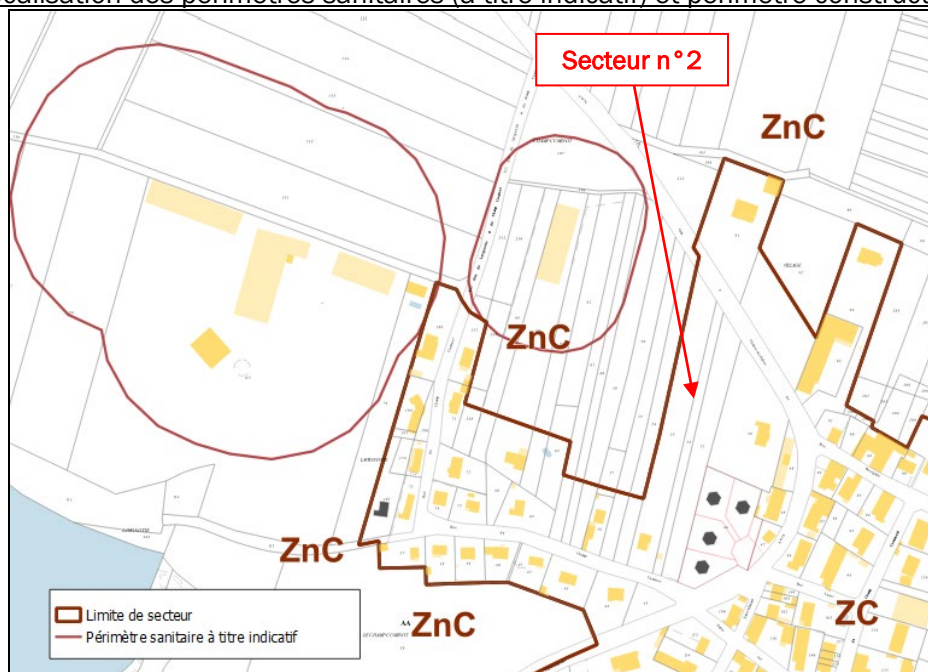
Le rapport de présentation permet de présenter au titre 2.5.1.A l'ensemble des bâtiments agricoles du territoire (localisation et type d'activités) ainsi que les périmètres sanitaires qui s'y appliquent. Cette présentation est complétée d'une carte de localisation des bâtiments agricoles et des périmètres sanitaires qui s'y appliquent.

De plus, les périmètres sanitaires sont reportés à titre indicatif sur le plan du périmètre constructible pour une parfaite information de la situation actuelle.

Le maintien des surfaces constructibles a été établi en tenant compte de ces périmètres. Ainsi, aucun secteur d'extension ne se situe au sein du périmètre sanitaire de l'exploitation située au Nord du village. De plus, le secteur d'extension n°2 est défini à une distance de 50 mètres depuis les limites du périmètre sanitaire existant (50 mètres). Cette distance laisse la possibilité à l'exploitation de s'étendre ou d'évoluer pour atteindre éventuellement un périmètre sanitaire de 100 mètres en cas de classement au titre des ICPE. A noter que des habitations existantes se situent déjà à environ 70 mètres des bâtiments de l'exploitation.

Il apparaît donc que le projet de la Carte Communale est explicite quant à la présentation de la situation agricole actuelle et que les mesures nécessaires ont été prises en compte de façon à ce que le développement de l'urbanisation ne remette pas en cause le bon fonctionnement de l'exploitation générant un périmètre sanitaire au Nord du village.

Localisation des périmètres sanitaires (à titre indicatif) et périmètre constructible



Extrait du plan du périmètre constructible

Enfin, le village est concerné par la traversée de la RD976 qui présente des risques liés au transport de marchandise et à la circulation routière. Cet axe routier est l'axe de développement de l'habitat depuis plusieurs décennies. Les risques qui s'y rapportent sont présentés au sein du rapport de présentation.

La Carte Communale permet une meilleure prise en compte des risques existants et une meilleure information au public. La Carte Communale n'a pas pour effet d'augmenter les risques sur la population.

4.2.8 IMPACT DES ZONES URBANISABLES

Enjeux environnementaux	Incidences négatives prévisibles	Mesures d'évitement et réduction des incidences
Milieux naturels et biodiversité	Atteintes à l'état de conservation des habitats et espèces rares et protégées (ZNIEFF, N2000, ...)	<p><u>Evitement :</u> Les secteurs urbanisables se situent en dehors des sites naturels référencés et les secteurs d'extension de l'urbanisation ont été définis sur des parcelles ne présentant pas de lien particulier avec ces milieux.</p> <p><u>Réduction :</u> La commune a défini des surfaces d'ouverture à l'urbanisation cohérentes avec son projet de développement et les objectifs du SCoT. De cette façon, le secteur constructible est limité au strict minimum des besoins de la commune.</p>
	Interruption de corridor écologique local	<p><u>Evitement :</u> Les espaces de jardins, de vergers et les abords de la Saône et du ruisseau de l'Etang de Poncey sont classés en secteur inconstructible ZnC de la Carte Communale. La Carte Communale présente donc un impact positif en préservant ces espaces.</p>
Economie agricole	Réduction des terres agricoles	<p><u>Réduction :</u> La commune a défini des surfaces d'ouverture à l'urbanisation cohérentes avec son projet de développement et les objectifs du SCoT. De cette façon, le secteur constructible est limité au strict minimum des besoins de la commune.</p> <p>La révision de la Carte Communale permet également de reclasser 4,1 ha de terres agricoles et naturelles initialement classées en secteur constructible en secteur inconstructible. La procédure de révision permet donc de réduire l'impact potentiel sur la consommation d'espaces.</p> <p>Enfin, la révision de la carte Communale permet de réduire sensiblement les surfaces consommables pour les activités et l'habitat par rapport aux 10 dernières années et à la période de référence établie par la Loi Climat et Résilience. En n'augmentant pas les projections de la consommation d'espaces et en permettant une réduction sensible de cette dernière, la commune engage une première réflexion vers la définition d'une trajectoire ZAN.</p>
Cadre de vie et paysage	Impact paysager	<p><u>Réduction :</u> La commune a défini des secteurs d'ouverture à l'urbanisation uniquement en confortement du tissu urbain existant, sans permettre le développement tentaculaire du village.</p>

4.2.9 PRISE EN COMPTE DES CONTRAINTES ET ENJEUX DU TERRITOIRE

Contraintes et enjeux du territoire	Prise en compte au sein du périmètre constructible
Milieux naturels (N2000, ZNIEFF, Zones humides, ...)	<ul style="list-style-type: none"> - La majorité du territoire communal est classée en secteur non constructible. - Les terrains inclus dans la zone N2000 sont classés en secteur inconstructible. - Les terrains inclus dans les ZNIEFF de type I et II sont classés en secteur inconstructible (excepté les parcelles déjà construites). - Les zones humides cartographiées lors de l'état initial, ainsi que les zones inondables sont exclues des zones constructibles - En dehors de la partie déjà urbanisée, les terrains bordant les cours d'eau et l'Etang de Poncey seront classés en secteur non constructible. - Les bois, ainsi que la plupart des haies, bosquets et arbres isolés sont classés en secteur inconstructible. Ce classement affirme leur caractère naturel, sans pour autant assurer une protection forte de ces éléments qui possèdent une valeur écologique et paysagère.
Plan de Prévention des Risques inondations (PPRi) de la Saône	<ul style="list-style-type: none"> - La zone d'aléa fort a été exclue de la zone constructible. - le zonage réglementaire du PPRi est reporté sur le plan du périmètre constructible de la Carte Communale pour une parfaite information du public.
Retrait gonflement des argiles	<ul style="list-style-type: none"> - La totalité du territoire est en zone d'aléa moyen. La population est donc alertée sur cet aléa avec la diffusion en annexe de la Carte Communale des informations concernant les risques de l'aléa et les modes de constructions à mettre en place pour limiter les éventuels dégâts.
Périmètres sanitaires agricoles (RSD et ICPE)	<ul style="list-style-type: none"> - Les périmètres sanitaires sont reportés à titre indicatif sur le plan du périmètre constructible pour une parfaite information de la situation actuelle. - Les bâtiments agricoles et leurs abords (périmètre de recul réglementaire) sont classés en secteur non constructible pour les terrains non construits. - Aucun secteur d'extension ne se situe au sein du périmètre sanitaire de l'exploitation située au Nord du village. - Le secteur d'extension n°2 est défini à une distance de 50 mètres depuis les limites du périmètre sanitaire existant (50 mètres). Cette distance laisse la possibilité à l'exploitation de s'étendre ou d'évoluer pour atteindre éventuellement un périmètre sanitaire de 100 mètres en cas de classement au titre des ICPE. A noter que des habitations existantes se situent déjà à environ 70 mètres des bâtiments de l'exploitation.
Transports de matières dangereuses	<ul style="list-style-type: none"> - Le village est concerné par la traversée de la RD976 qui présente des risques liés au transport de marchandise et à la circulation routière. Cet axe routier est l'axe de développement de l'habitat depuis plusieurs décennies. Les risques qui s'y rapportent sont présentés au sein du rapport de présentation.

4.2.10 EVALUATION DES IMPACTS CUMULES

Les impacts cumulés sont ceux générés avec les projets actuellement connus (qui ont fait l'objet d'une étude d'incidence au titre de la loi sur l'eau et d'une enquête publique, ou d'une étude d'impact et dont l'avis de l'Autorité Environnementale a été rendu public) et non encore en service, quelle que soit la maîtrise d'ouvrage concernée. Par ailleurs, les plans et programmes, dont les documents d'urbanisme, identifient les principaux impacts cumulés entre les projets potentiels.

La zone considérée doit être celle concernée par les enjeux environnementaux liés au projet. Pour mémoire, les enjeux soulevés dans le cadre de l'élaboration de cette carte communale, sont :

- Milieu physique - Risques naturels
 - o anticiper l'aléa inondation par débordement de la Saône ;
 - o anticiper l'aléa mouvements de terrain ;
 - o préserver la fonctionnalité des zones humides (en relation directe avec la thématique suivante) ;
- Milieux naturels - Biodiversité
 - o préserver la diversité des espèces et des habitats naturels ;
 - o préserver les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité (ZNIEFF de type I et II et NATURA 2000) ;
- Santé - Nuisances - Pollutions
 - o poursuivre les efforts de traitements des rejets et effluents ;
 - o éviter les secteurs soumis à des risques (périmètre sanitaires)
- Cadre de vie - Patrimoine - Paysage
 - o renforcer les aménités environnementales des zones agricoles intensives (conjointement au renforcement des corridors écologiques locaux) ;
 - o éviter toute atteinte aux caractéristiques paysagères de la commune.

Aucun projet connu impliquant des enjeux environnementaux similaires à ceux soulevés par l'élaboration de sa carte communale sur le territoire communal, sur les territoires limitrophes ou situés à proximité de la commune de Poncey-Lès-Athée aura pour effet un cumul des incidences sur les sites Natura 2000.

En ce qui concerne les documents d'urbanisme, un avis sur les plans et programmes concernant la commune de Poncey-lès-Athée a été publié en 2019, il s'agit de l'avis n°BFC-2018-1923 du 26 février 2019 portant sur le projet de SCoT Val de Saône Vingeanne.

Le SCoT permet de présenter une vision globale de l'aménagement du territoire notamment en matière de développement de l'habitat, des activités économiques et touristiques et de la protection des espaces naturels. Ce dernier a fait l'objet d'une évaluation environnementale permettant d'intégrer le développement de l'ensemble du territoire comprenant les différents sites Natura 2000 cités ci-dessus.

Ainsi, on peut conclure que le SCoT permet de prendre en compte ces effets cumulés et de les limiter en organisant l'aménagement du territoire à plus grande échelle.

4.2.11 LA SYNTHÈSE DES INCIDENCES

Effets négatifs de la Carte Communale	Effets positifs de la révision de la Carte Communale
Réduction minimale de surfaces enherbées, de jardins et de vergers au sein du village	Définition d'une stratégie de développement à court et moyen terme permettant de rendre le document conforme aux objectifs du SCoT en vigueur
Réduction minimale de surfaces agricoles utiles	Définition d'espaces urbanisables raisonnée et cohérente
Imperméabilisation ponctuelle des sols	Pas d'impact sur le fonctionnement des exploitations agricoles (réduction minimale de la surface utile agricole et prise en compte des périmètres sanitaires)
	Pas d'impact et préservation des milieux naturels (ZNIEFF de type I et II et N2000)
	Pas d'impact et préservation des zones humides
	Pas d'impact significatif sur les paysages

4.3 INDICATEURS DE SUIVI

Au titre de l'article R.161-3_6° du code de l'urbanisme, la carte communale fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision.

Des critères, indicateurs et modalités doivent être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Thématiques	Objectifs de la Carte Communale	Indicateurs	Etat initial de référence et valeurs cibles	Source Périodicité
FONCIER / LOGEMENTS	Poursuivre l'accueil de nouveaux habitants selon un rythme de croissance de 1,2% (objectif du SCoT)	Evolution du nombre d'habitants	<u>Point de référence 2023 :</u> 575 habitants en 2018	Commune INSEE Services fonciers du cadastre <i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i>
		Evolution du taux de logements vacants	La commune recense un total de 20 logements vacants soit environ 7% du parc total de logements	
		Evolution du nombre de permis de construire	24 dents creuses recensées	
	Modérer de la consommation des espaces	Densification du village (Localisation des constructions, surface urbanisée et nombre de logements)	<u>Valeurs cibles :</u> Population totale de 600 habitants	
	Permettre le renouvellement, la densification du tissu urbain et des extensions	Surfaces consommées (localisation, nature du milieu)	Maintien d'un taux de vacance inférieur à 7%	
			Comblement d'au minimum 75% des dents creuses	

Thématiques	Objectifs de la Carte Communale	Indicateurs	Etat initial de référence et valeurs cibles	Source Périodicité
RESSOURCES	Préserver les ressources naturelles	<p>Veiller au respect du SDAGE et du SAGE de la Tille</p> <p>Suivi des installations d'assainissement individuel (nombre, état)</p>	<p><u>Point de référence 2023</u> : Eléments paysagers et hydrographiques remarquables identifiés au sein du rapport de présentation</p> <p><u>Valeurs cibles</u> : Maintien des éléments paysagers et hydrographiques existants</p>	<p>Commune Communauté de Communes A 3 ans puis tous les 3 ans</p>

Thématiques	Objectifs de la Carte Communale	Indicateurs	Etat initial de référence et valeurs cibles	Source Périodicité
MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES	<p>Préserver les éléments sensibles du territoire</p> <p>Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers</p> <p>Prendre en compte les caractéristiques du paysage local</p>	<p>Evolution de la surface boisée communale</p> <p>Recensement des espaces protégés</p> <p>Suivi de l'évolution de la gestion des boisements sur la commune</p> <p>Analyser les évolutions de la zone potentiellement humide</p> <p>Suivre l'évolution des sites naturels sensibles</p>	<p><u>Point de référence 2023</u> : Surfaces actuelles du secteur inconstructible : 621,21 ha</p> <p>Présence d'espèces identifiées au sein des sites naturels référencés (ZNIEFF de type I et II et N2000)</p> <p><u>Valeurs cibles</u> : Maintien de l'existant à minima</p>	<p>Commune DDT, DREAL Associations compétentes A 3 ans puis tous les ans</p>



PARTIE 5 :

RESUME NON TECHNIQUE

L'état initial de l'environnement a dressé un état des lieux communal sur l'ensemble des domaines de l'environnement : biodiversité et dynamique écologique, paysage, ressources en eau, sols et sous-sols, énergie, qualité de l'air et climat, déchets, bruit, risques naturels et technologiques.

Critères pour l'évaluation des incidences NATURA 2000

Les critères pour mesurer si la carte communale risque d'avoir un effet notable sur le site NATURA 2000 FR4301342 : « Val de Saône de Vonges à Auxonne » sont les suivants : Distance par rapport aux milieux, l'hydrographie, le fonctionnement des écosystèmes, la nature et l'importance du programme et les caractéristiques du site et ses objectifs de conservation.

Incidences sur la zone NATURA 2000

Le projet de la Carte Communale n'entraîne pas d'incidences notables sur les habitats et les espèces pour lesquels le site Natura 2000 a été désigné.

L'élaboration de la carte communale ne vient pas remettre en cause les fonctionnalités offertes par les habitats en place. La mosaïque d'habitats complémentaires de la périphérie du village est respectée dans le projet.

Incidences sur les zones d'inventaire

Le périmètre de la ZNIEFF de type 1 260030237 de la vallée et terrasse de la Saône entre Lamarche, Vierves et Tillenay, dont une partie se superpose au site NATURA 2000 précédent, ne se superpose pas au village de Poncey-lès-Athée.

Le périmètre de la ZNIEFF de type 2 260014849 de la vallée de la Saône de Pontailier à Auxonne, dont une partie se superpose au site NATURA 2000 précédent, se superpose également en partie au village de Poncey-lès-Athée.

Le projet de la carte communale permet d'éviter toute incidence sur les habitats et les espèces déterminantes des zones d'inventaires représentées sur le territoire communal.

Incidences sur les nappes d'eaux souterraines

L'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 1 hectare aura une incidence minime sur les nappes d'eaux souterraines.

Incidences sur les stations botaniques patrimoniales

Plusieurs espèces patrimoniales sont citées dans le Val de Saône de Vonges à Auxonne.

Elles ne seront aucunement impactées par le projet de carte communale.

Incidences sur les Continuités écologiques

L'élaboration de la carte communale n'a pas d'impact direct sur les corridors écologiques locaux et permet même de les préserver notamment aux abords de la Saône et du ruisseau de l'Étang de Poncey et des franges du village.

Incidences et mesures sur les risques naturels

Risque d'inondation

L'ensemble des terrains concernés par la zone rouge du PPRI sont classés en secteur non constructible. Il en est de même pour les terrains non bâtis concernés par la zone bleue du PPRI.

Risque lié à l'aléa retrait/gonflement des argiles

La population est alertée sur cet aléa avec la diffusion en annexe de la Carte Communale des informations concernant les risques de l'aléa et les modes de constructions à mettre en place pour limiter les éventuels dégâts.

Incidences et mesures sur les risques technologiques

La Carte Communale permet une meilleure prise en compte des risques existants et une meilleure information au public. La Carte Communale n'a pas pour effet d'augmenter les risques sur la population.

Impact des zones urbanisables

La Carte Communale permet d'établir des mesures d'évitement et de réduction vis-à-vis des secteurs d'extension selon les enjeux suivants :

- Milieux naturels et biodiversité
- Economie agricole
- Cadre de vie et paysage

Prise en compte des contraintes et enjeux du territoire

La Carte Communale permet au travers du périmètre constructible de prendre en compte les contraintes et enjeux suivants :

- Milieux naturels (N2000, ZNIEFF, Zones humides, ...)
- Plan de Prévention des Risques inondations (PPRI) de la Saône
- Retrait gonflement des argiles
- Périmètres sanitaires agricoles (RSD et ICPE)
- Transports de matières dangereuses

Evaluation des impacts cumulés

Aucun projet connu impliquant des enjeux environnementaux similaires à ceux soulevés par l'élaboration de sa carte communale sur le territoire communal, sur les territoires limitrophes ou situés à proximité de la commune de Poncey-Lès-Athée aura pour effet un cumul des incidences sur les sites Natura 2000.

En ce qui concerne les documents d'urbanisme, un avis sur les plans et programmes concernant la commune de Poncey-lès-Athée a été publié en 2019. Il s'agit de l'avis n°BFC-2018-1923 du 26 février 2019 portant sur le projet de SCoT Val de Saône Vingeanne. Le SCoT permet de prendre en compte ces effets cumulés et de les limiter en organisant l'aménagement du territoire à plus grande échelle.

La synthèse des incidences

Effets négatifs de la Carte Communale	Effets positifs de la révision de la Carte Communale
Réduction minime de surfaces enherbées, de jardins et de vergers au sein du village	Définition d'une stratégie de développement à court et moyen terme permettant de rendre le document conforme aux objectifs du SCoT en vigueur
Réduction minime de surfaces agricoles utiles	Définition d'espaces urbanisables raisonnée et cohérente
Imperméabilisation ponctuelle des sols	Pas d'impact sur le fonctionnement des exploitations agricoles (réduction minime de la surface utile agricole et prise en compte des périmètres sanitaires)
	Pas d'impact et préservation des milieux naturels (ZNIEFF de type I et II et N2000)
	Pas d'impact et préservation des zones humides
	Pas d'impact significatif sur les paysages